

PROGRAMME COMMUNISTE

Ce qui nous distingue : La ligne du Manifeste Communiste à l'Octobre russe, à l'Internationale Communiste, à la lutte contre la dégénérescence de Moscou, au refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en contact avec la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et parlementariste.

N° 4

JUILLET — AOUT — SEPTEMBRE

1958

Publication trimestrielle Le N° : 200 fr.

Le " Dialogue avec les Morts "

(Critique du XX^e Congrès du P. C. russe)

contient notre critique de la dégénérescence
de l'Internationale et de l'Etat russe.

Envoi franco contre la somme de fr. **270**
en mandat-carte ou mandat-poste adressé à
" PROGRAMME COMMUNISTE ".

Directeur-Gérant : C. AUDOUBERT

Adresser toute correspondance (lettres ou mandats) à :
" PROGRAMME COMMUNISTE " Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert.

S O M M A I R E N° 4

Juillet - Septembre 1958

	<u>Pages</u>
- L'enfant légitime de la démocratie	1
- Les causes historiques du séparatisme arabe.....	9
- La question coloniale : un premier bilan	23
- La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (I)	40
- La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929 ?.....	58
- Eléments de l'économie marxiste (III).....	85
- <u>Chronique syndicale</u> :Réponse à certains confusion- nistes	109
- L' "expérience polonaise" des Conseils Ouvriers...	123

Publication trimestrielle - le numéro,..... 200 Frs

Abonnement : 1 an (4 numéros) 700 Frs

Abonnement de soutien 1000 Frs

Notre revue ne vit que du soutien de ses lecteurs. Pour que nous puissions développer notre effort dans les mois qui viennent (parution bi-trimestrielle; publication de numéros spéciaux), aidez-nous:

- en vous abonnant
- en participant à la souscription permanente que nous ouvrirons dans notre prochain numéro;
- en aidant à notre diffusion;
- en prenant contact avec nous;

(cEnvoi des fonds par mandat-poste adressé à "Programme Communiste").



L'ENFANT LEGITIME DE LA DEMOCRATIE

" Hegel note dans un passage de ses
" oeuvres que tous les grands évènements
" et les grands personnages de
" l'histoire universelle se présentent
" pour ainsi dire, deux fois. Il a oublié
" d'ajouter: la première fois
" comme tragédie, la seconde comme
" farce ".

(Marx. "Le 18 Brumaire de Louis
Napoléon Bonaparte ").

Le conflit "démocratie - fascisme ", lui, aura présenté de nombreuses versions dans sa longue série burlesque. Sa dernière édition " made in France " ne renie pas la tradition.

Une fois de plus nous aurons vu le parti "ouvrier" se vautrer comme à plaisir dans la boue parlementaire, jurer ses grands dieux qu'il veut lutter pour la république et pour elle seulement : la guerre civile ? la prise du pouvoir ? nous laissons ça aux généraux, voyons ! Nous ne sommes que d'honnêtes khrouchtcheviens ; Une nouvelle fois, ce même parti a jeté l'anathème sur le nouveau surhomme qui allait tout remettre en question, puisant à pleines mains dans l'arsenal rhétorique du libéralisme le plus stupide, le plus moutonnier, le plus écoeurant. Et, finalement, après avoir voté l'état d'urgence, les pouvoirs spéciaux, des félicitations à l'armée (!) et regardé "passer" le fascisme, voici nos "communistes" qui se mettent à l'oeuvre ... pour préparer l'avenir (meilleur et... républicain, cela s'entend !). Pensez donc ! On leur a promis un référendum : les voilà à nouveau sur leur terrain favori !

Durant ces journées "historiques", toutes les ressources démagogiques de l'anti-fascisme - dont le principal mérite est d'avoir jeté le prolétariat mondial dans la guerre fratricide de 1939 - 45 - ont été à nouveau utilisées pour tromper le prolétariat, pour lui faire perdre de vue son véritable ennemi de classe : l'Etat capitaliste, que la forme en soit fasciste et totalitaire ou parlementaire et démocratique. Ce que l'on a réussi à dissimuler une nouvelle fois derrière l'alternative démocratie-fascisme, c'est le contenu de l'Etat de classe de la bourgeoisie : la dictature du grand capital sur le prolétariat et sur toute la société.

Il sera certainement utile, en ces jours où l'on agite de toutes parts le spectre du fascisme, de préciser un peu ce que l'on entend par ce terme.

La phase moderne du capitalisme, la phase impérialiste, se caractérise essentiellement par la concentration monopoliste de l'économie, la formation de syndicats, de cartels, de trusts capitalistes, l'établissement d'une planification capitaliste. Partout disparaissent les caractéristiques du libéralisme classique, tandis que s'y substitue une plus grande discipline de la production (qui ne fait qu'exacerber l'anarchie fondamentale de la production capitaliste), due à l'intervention croissante et despotique de grandes associations bancaires et financières, puis de l'Etat lui-même qui, d'organe de gouvernement et de police, passe au rang d'organe de contrôle et même de gestion de l'économie. Parallèlement, à l'échelle mondiale, s'affirme la domination toujours plus absolue de quelques grands Etats sur le reste du monde.

C'est ce processus de concentration, de monopole, de despotisme économique et social qui caractérise le capitalisme moderne, "fasciste" si l'on veut. La société bourgeoise n'en arrive pas à ce stade par un accident de l'histoire, mais par une nécessité objective, inéluctable, liée à la dynamique interne du capitalisme: " la concurrence engendre le monopole". Cette dernière phase n'est ni une aberration, ni un retour en arrière, comme veut nous le faire croire l'anti-fascisme vulgaire; le monopole fondamental, économique, social et politique de la classe bourgeoise s'y affirme seulement à son degré le plus aigu et dans tous les aspects de la vie sociale. Le système capitaliste y dévoile seulement au grand jour sa véritable nature.

Cette évolution profonde de la société bourgeoise n'est donc pas liée à une forme déterminée de gouvernement - parlementarisme ou parti unique : la dialectique de l'histoire a fait du bloc des "démocraties" l'héritier véritable et légitime de ce fascisme qu'il prétendait abattre définitivement, dénonçant du même coup toute la trahison des partis "communistes" qui lui prêtèrent main-forte.

Lorsqu'en Allemagne et en Italie la bourgeoisie passa à l'organisation de son parti unique, en répudiant l'appareil gouvernemental de la démocratie traditionnelle, elle ne fit que mettre la forme de son Etat en accord avec son contenu, en procédant à la mise en place de sa dictature de classe ouverte et déclarée. Dans

les pays "démocratiques", au contraire, on laisse subsister la façade démocratique de l'appareil d'Etat, le parlement et la multiplicité des partis, toutes choses désormais privées de signification, mais toujours aptes à tromper les masses ouvrières sur la véritable nature de l'Etat. Deux grandes guerres mondiales ont laissé la victoire au camp qui se prétendait le représentant de la "Démocratie", mais, précisément, il se révèle toujours plus à une analyse véritable que le monde moderne se dirige inexorablement vers des formes toujours plus sévères de contrôle par le haut, de complexité bureaucratique, d'intervention étatique, d'étouffement complet de toute initiative ou toute autonomie périphériques. La bourgeoisie, pourtant, ne se débarrasse de son attirail démocratique, qui lui rend de si grands services, que lorsqu'elle y est contrainte par les exigences de la lutte des classes. Mais alors, l'opportunisme ouvrier immobilise le prolétariat dans la lutte anti-fasciste, dans la lutte pour une forme différente (et, du reste, vide de sens) de ce même Etat bourgeois, en éloignant le prolétariat de sa seule voie historique : la destruction de l'Etat capitaliste et l'érection de sa propre dictature de classe. Ce "démocratisme" pèse particulièrement sur le prolétariat français qui n'a jamais su se débarrasser vraiment du poids de la tradition bourgeoise du jacobinisme, tandis que les multiples écoles de l'opportunisme ouvrier spéculent continuellement sur de soi-disant nouveaux "thermidor" pour émasculer son énergie révolutionnaire et le détourner de sa véritable voie.

+

+

+

Mais alors, nous dira-t-on, vous ne faites aucune différence entre la démocratie et le fascisme ? Disons nettement qu'il serait moins dangereux d'estomper les différences possibles que de faire de la démocratie et du fascisme deux systèmes fondamentalement opposés, avant d'essayer de dégager la signification politique des mouvements fascistes, au travers des exemples historiques que nous en connaissons. Le cas de l'Italie et de l'Allemagne nous montre que dans son aspect politique, le fascisme représente une contre-attaque de la bourgeoisie, appuyée sur de larges couches de la petite-bourgeoisie, après l'échec d'une tentative insurrectionnelle du prolétariat. Il survient dans une période de lutte des classes aiguë, où le prolétariat a pris une voie révolutionnaire, s'est heurté à la force répressive de l'Etat bourgeois (démocratique !), et se trouve dans une période de reflux. Par suite d'une véritable division du travail qui devrait faire réfléchir les prolétaires, après que l'Etat légal

ait réussi à briser le premier assaut, surgissent les corps francs du "parti totalitaire" qui achèvent la besogne, écrasent définitivement dans le sang le mouvement et détruisent les organisations du prolétariat. Bien loin de s'opposer, démocratie et fascisme ne sont que deux aspects d'une même réalité : la conservation du capitalisme et de son Etat. On pourrait mieux dire encore : dans la repression du prolétariat, les bandes fascistes ne sont que la force d'appoint de l'Etat légal, comme le prouve l'exemple de l'Italie où l'armée, la police et même la marine furent employées pour écraser le prolétariat là où il avait résisté victorieusement à l'assaut des fascistes en armes.

Face à cette situation, le courant de la Gauche Communiste Internationaliste auquel nous appartenons refusa d'accepter la politique officielle de la direction centriste du P.C. italien. Il repoussa la tactique de l'anti-fascisme pur et simple, la défense de la démocratie, le front unique avec tous les éléments démocrates, c'est-à-dire, en bref, le reniement de toute la plateforme constitutive de l'Internationale Communiste. Pour nous, en effet, non seulement cet anti-fascisme vulgaire signifiait l'abandon complet de la position marxiste révolutionnaire vis-à-vis de l'Etat bourgeois, non seulement il désarmait les prolétaires devant le fascisme, mais, chose plus grave encore, il compromettait irrémédiablement le mouvement futur du prolétariat, il ramenait les partis communistes au rang d'opposants à l'intérieur des limites du système bourgeois. L'expérience historique a tranché définitivement ce débat. L'anti-fascisme a été le principal artisan de la mobilisation du prolétariat dans la deuxième guerre impérialiste. A la fin de cette guerre, il a permis dans les pays "fascistes" vaincus, une reconversion " en douceur " qui laissait l'initiative à la bourgeoisie et à elle seule; dans les pays vainqueurs et "démocratiques", il soutint la remise en marche de l'appareil d'exploitation du prolétariat en étouffant les convulsions sociales consécutives à la guerre. C'est là tout le contenu réel de la "Résistance" et de la "Reconstruction", deux grands mots qu'il faudrait traduire ainsi: tribut du sang puis de la sueur versé par le prolétariat pour le sauvetage, non pas de la démocratie, mais du capitalisme. Après la première guerre mondiale, la révolution russe lança au monde le cri de menace et de défi des exploités qui reconstruisirent, sur les ruines de la pourriture social-démocrate, leur organisation mondiale de lutte : l'Internationale Communiste; après la deuxième guerre impérialiste, ce fut l'ignoble comédie de la "Libération" et des gouvernements d'union sacrée auxquels les partis ouvriers

cette bourgeoisie et, dans l'avenir, la stabilité de la structure sociale française dans laquelle la nombreuse petite bourgeoisie vit précisément des miettes du festin colonial. Mais cet effort, parce qu'il va contre le sens profond de l'histoire, ne fait qu'aggraver la situation qu'il est censé redresser : la farce tragique - tragique, parce qu'elle est synonyme de guerre à outrance, de massacres sur une échelle plus vaste encore si possible et de sur-exploitation pour le prolétariat métropolitain - de l' "intégration" reprise par de Gaulle, ou la sortie d'un film de propagande intitulé " dix millions de français ", ne changeront rien à l'affaire. Les réalités économiques sont là: le déficit de la balance des paiements qui était de 492,5 milliards en 57 a continué de s'accroître en 58, passant de 31 milliards pour le mois de février à 54 milliards pour le mois de mai; la dépendance économique et financière vis-à-vis de l'Amérique et de l'Allemagne (qui a couvert une partie du prêt de 655 millions de dollars en janvier) va s'accroissant, tandis que se profile à l'horizon la silhouette menaçante du "marché commun". Bien évidemment, nous ne citons pas ces données pour nous en attrister (à la manière de nos "communistes" toujours fort soucieux de l' "intérêt national"): le prolétariat n'a que faire des notions de grandeur nationale, d'intérêt national, car sa mission historique est d'être le fossoyeur de la nation elle-même.

La toile de fond de la situation actuelle, c'est donc la décadence irrémédiable du système colonialiste classique, fondé sur l'occupation territoriale des pays exploités. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que la bourgeoisie peut régler en toute liberté cette situation critique grâce à la complicité effective des partis opportunistes. Elle n'a point affaire à un assaut du prolétariat à l'intérieur, à aucun moment elle ne s'est trouvée en face d'une solidarité agissante du prolétariat français avec le mouvement de libération algérien; toutes les réactions ouvrières ayant été étouffées ou sabotées ouvertement (comme ce fut le cas pour les manifestations de rappelés) par le parti "communiste". Et c'est là la différence essentielle de la situation actuelle avec les fascismes allemand ou italien qui étaient des contre-offensives dans une ambiance de guerre civile, de guerre de classes. Aujourd'hui, la bourgeoisie française peut faire cavalier seul, elle peut aménager préventivement son Etat comme elle l'entend, pour pallier aux soubressauts qu'entraînera probablement l' "austérité" qui nous est promise. Et c'est devant cette farce, non pas tellement du fascisme que de l'anti-fascisme, qu'il faudrait que le prolétariat oublie une nouvelle fois les dures leçons de l'histoire pour venir se prosterner devant la

république défunte ? C'est pourtant ce que font de prétendus gouvernements d'avant-garde, dont le rôle semble être de sauver la mise des opportunistes dans tous les moments critiques, de jouer, sur une petite échelle et vis-à-vis du stalinisme, le rôle que celui-ci joue vis-à-vis de la bourgeoisie. Devant l'épouvantail du fascisme le réflexe opportuniste a, une fois de plus, joué: les anarchistes de la Fédération Libertaire et les trotskystes du P.C.I. sont allés jusqu'à apporter leur appui à un "Comité pour la défense de la République". Ils retrouveront ainsi, avec une certaine logique, leurs positions anti-fascistes de la période de guerre qui les firent participer à la guerre impérialiste sous la forme camouflée - et pour cela plus ignoble encore - de la résistance des partisans.

+
+ +

Dans la situation actuelle, il n'est pas exclu que la classe ouvrière tente quelque riposte sous l'aiguillon des compressions de salaires et de la mobilisation de plus larges couches de jeunes travailleurs. Une certaine agitation sociale peut donc naître. Il faut avoir le courage de reconnaître que si de tels mouvements éclataient, alimentant presque inévitablement la fausse alternative démocratie-fascisme, ils ne pourraient échapper à l'issue d'échecs et de confusion à laquelle une telle orientation les voue qu'à la condition de reprendre un minimum de motivations strictement classistes, fut-ce sur un plan purement défensif: lutte pour les conditions de vie et de travail, refus des impératifs officiels. Ce serait évidemment pur défaitisme que de refuser aux travailleurs le droit de lutter pour ces objectifs limités mais précis, sous prétexte que les forces politiques qui les guident les immobilisent sur des objectifs de conservation sociale. Mais un défaitisme pire encore serait celui qui entretiendrait chez eux l'illusion qu'ils peuvent parvenir à des résultats positifs sans répudier complètement la fausse alternative idéologique dans laquelle l'opportunisme ouvrier les a enfermés. Une véritable lutte ouvrière devra rejeter toute l'idéologie propagée dans le prolétariat par trente années de démission politique de ses représentants; elle devra rompre radicalement avec eux et leurs programmes. On voit bien qu'il s'agit là du problème fondamental que nous soulevons sans cesse: la renaissance d'un véritable parti de classe. Si celui-ci ne peut surgir sans un changement radical dans le comportement des fractions les plus combattives de la classe ouvrière, un premier pas sur ce chemin long et difficile serait accom-

pli si les travailleurs à la pointe du combat, dans une éventuelle agitation sociale, s'attachaient à substituer au mot d'ordre de "défense des libertés républicaines", la revendication catégorique de l'arrêt des opérations en Afrique du Nord et du rapatriement immédiat du contingent.

En théorie nous connaissons la réponse du prolétariat à la situation présente : il doit proclamer sa solidarité avec le mouvement d'indépendance algérien et répudier tout appui à la politique de la bourgeoisie, repoussant avec une égale force la continuation de la guerre sous l'étiquette "démocratique" ou du "pouvoir personnel", qu'il confond dans une même haine irréductible de classe. Mais nous ne nous illusionnons nullement sur les possibilités pratiques d'une telle orientation. Bien des années devront s'écouler avant que le prolétariat puisse se porter sur une position aussi radicale. Mais ce ne serait pas oeuvrer à en rapprocher la date que de chercher à agir à tout prix aujourd'hui, en semant la confusion et en faisant chorus avec le gros de la troupe opportuniste.

La seule façon d'être utile à la classe ouvrière, la seule façon de travailler efficacement à la reprise de demain, consiste à énoncer sans restrictions les principes fondamentaux de l'action autonome du prolétariat, à "ne pas faire marchandage des principes". Il nous faut dénoncer tous les systèmes politiques de la bourgeoisie - la démocratie tout autant que le fascisme - comme des formes de l'oppression et de l'exploitation du prolétariat. Il nous faut dénoncer l'enregimentement du prolétariat dans une prétendue croisade idéologique contre le fascisme qui n'a pas d'autre contenu social que de détourner la classe révolutionnaire de sa voie historique : l'assaut du pouvoir bourgeois et l'établissement de la dictature du prolétariat, la seule capable de mettre un terme définitif à l'exploitation de classe, à l'esclavage salarié.

Lorsque le prolétariat resurgira sur la scène politique, il agira pour son propre compte, pour instaurer sa propre dictature, et non pour servir de masse de manoeuvre à une fraction de la bourgeoisie, pour sauver la bureaucratie et la coalition de partis qui ne sont que les agents de son exploitation et de son oppression.

Pour l'instant, concluons simplement et.... mathématiquement : démocratie + fascisme = conservation du capitalisme.

LES CAUSES HISTORIQUES DU SEPARATISME ARABE.

La définition politique de la vague de mouvements d'indépendance qui, partie de l'Asie, a submergé les pays arabes et s'apprête à gagner le continent africain, demeure complexe et difficile. On ne peut nier sa portée historique considérable sans toutefois ignorer qu'elle ne présente pas, en tous lieux et sous tous ses aspects, ce profond caractère de subversion sociale qui, seul, mérite le nom de révolution. Tel est le cas notamment du mouvement pan-arabe dirigé par l'Egypte, qui se pose indéniablement en adversaire résolu de l'impérialisme-blanc, mais ne compte à son actif aucune modification sérieuse de la structure économique et sociale de ce pays, qui conserve, sous son nouveau régime politique, les formes archaïques d'exploitation et d'oppression du temps du roi Farouk.

L'étude qui suit a pour objet d'exposer les raisons profondes de cet état de chose dont il faut rechercher les causes, d'une part dans la puissance monstrueuse de l'impérialisme moderne, que le prolétariat divisé et désarmé ne combat pas, de l'autre dans les antécédents historiques du mouvement pan-arabe et dans les conditions économiques et naturelles spécifiques qui ont dominé toute l'évolution des Etats qui, au cours des siècles, se sont en vain attelés à la tâche de leur unification politique.

On ne saurait ignorer que ces questions intéressent au plus haut point l'avenir du mouvement prolétarien international. Plus les bases historiques des peuples qui se constituent en Etats nationaux sont puissantes, plus grandes sont leurs possibilités de lutte victorieuse contre l'impérialisme, plus radicale est la transformation économique qui en résulte et, par suite, plus massif l'appui que les classes travailleuses de ces pays pourront apporter à la lutte internationale pour le socialisme. Quand ces bases sont débiles ou inexistantes, le combat contre l'opresseur blanc est plus difficile et plus incertain, et la transformation

sociale qui en est le corollaire est bien moins profonde. Mais, comme dans ce cas l'intervention du prolétariat des métropoles contre l'impérialisme de sa propre bourgeoisie doit prendre, pour faciliter la libération de ces peuples de couleur, une plus grande ampleur, les rapports entre le mouvement d'indépendance nationale des pays coloniaux ou para-coloniaux et la lutte des classes dans les pays capitalistes développés s'avèrent bien plus étroits.

Dans les pays qui ont accompli leur révolution nationale au cours de ces deux derniers lustres, ce résultat est un fait positif parce qu'il a inauguré une ère de production moderne et d'industrialisme qui doit fournir au prolétariat mondial de nouveaux et appréciables contingents pour l'offensive finale contre le capitalisme. Mais dans le pays où la lutte contre l'impérialisme ne peut aboutir qu'à la faveur d'une profonde vague sociale interne, à laquelle, dans le rapport actuel des forces, l'impérialisme fait obstacle, cette irruption des masses, lorsqu'elle trouvera ses conditions propices, pourra constituer un catalyseur non moins décisif pour généraliser la reprise prolétarienne survenue au sein des métropoles capitalistes et unifier, sous le drapeau de la révolution communiste internationale " toutes les révoltes contre l'ordre existant ".

Ainsi, dans les deux cas, le mouvement actuel des peuples de couleur exprime un phénomène historique progressif, soit parce qu'il apporte un appui décisif à la révolution prolétarienne lorsqu'elle est commencée, soit parce qu'il peut contribuer à la mettre en route et à l'amplifier.

Le problème de l'unité arabe : chimère de l'unification "par le sommet ".

Les événements survenus durant le mois de mai 1957 en Jordanie ont éclairé d'un jour cru les méthodes d'action de l'impérialisme moderne, de celui qu'on peut appeler, en considération des nouveaux et formidables moyens technico-militaires dont il dispose " l'impérialisme thermo-nucléaire", " l'impérialisme des porte-avions".

C'est en effet grâce à la présence menaçante des unités de la VI^{me} flotte américaine que les cliques conservatrices de Jordanie et leur chef, le roi Hussein-Dey, avaient pu exercer

une dure répression sur les partisans du pan-arabisme de Nasser. En permettant au parti de la cour, appuyé par les hordes de bédouins et par la garde circassienne, de poursuivre et d'emprisonner les révolutionnaires arabes, la force militaire yankee a démontré que l'impérialisme moderne n'a plus besoin de prendre en charge la tâche de la répression armée des révoltés des populations indigènes misérables. Il ne lui est plus nécessaire d'occuper militairement les territoires où se déchaîne la rébellion; il lui suffit de renforcer le pouvoir des despotes ou roitelets à sa solde par un simple étalage de sa puissance destructrice et sans avoir à s'en servir.

Cependant, dans le cas de la Jordanie, d'autres facteurs politiques entrent en jeu. Ce pays réunit en son sein toutes les contradictions du monde arabe et en particulier, les contradictions dans lesquelles se débat la tentative de Nasser d'en réaliser l'unité. Il s'avère que cette unification restera chimérique aussi longtemps qu'elle sera tentée par la voie de "l'unité au sommet" c'est-à-dire par le moyen d'accords entre les Etats qui contrôlent la péninsule : l'Egypte et la Syrie d'une part, l'Irak, la Jordanie, l'Arabie séoudite et les principautés du golfe Persique de l'autre.

Toute révolution bourgeoise a pour tâche fondamentale d'abolir le particularisme étatique spécifique du féodalisme. Ce résultat, déjà très avancé dans l'Asie centrale et orientale (Inde, Chine) se présente sous un jour bien plus difficile dans le proche Orient où, en dépit de l'unité de race et de langue, existent plusieurs Etats arabes dont certains sont farouchement opposés à toute intégration dans un ensemble politique unitaire. Il est bien certain qu'à défaut d'une large révolution populaire, seule une supériorité militaire indiscutable pourrait permettre à l'Egypte de réaliser cette unité. Mais il est non moins évident qu'une telle force fait totalement défaut à l'armée de Nasser dont on a vu, dans la campagne du Sinaï, qu'elle s'était comme volatilisée devant les chars d'assaut israéliens. Aussi l'Egypte n'a-t-elle pu accomplir qu'une partie de sa tâche en s'unifiant avec la Syrie tandis que les autres Etats voisins lui sont hostiles et bien décidés, comme l'ont montré les événements de Jordanie, à s'y opposer par tous les moyens, ayant pour cela d'excellentes raisons dont les moindres ne sont pas les liens qui les unissent aux Etats-Unis et les "royalties" que leur prodiguent les riches compagnies pétrolières américaines. La présence de ces pays dans la Ligue Arabe

n'a pas d'autre but que de faire échec aux tentatives unificatrices de l'Egypte et de la Syrie.

Jusqu'à la défaite des forces extrémistes du pan-arabisme en Jordanie, l'impérialisme occidental ne pouvait appuyer ses manœuvres de division des pays arabes et d'isolement de l'Egypte que sur le seul Irak. Après cette défaite, non seulement la coalition pro-occidentale et anti-égyptienne qui groupe, sous le drapeau du Pacte de Bagdad, l'Irak, la Turquie, le Pakistan et l'Iran, s'était trouvée renforcée par l'appui que lui apportèrent les Etats-Unis tout de suite après l'accord qu'ils avaient conclu aux Bermudes avec l'Angleterre (mars 1957) mais encore cette coalition avait trouvé un climat politique favorable dans le conflit survenu entre l'axe Le Caire - Damas et la Jordanie. Séoud, en prenant position pour Hussein-Dey juste au moment où celui-ci donnait la chasse aux partisans jordaniens du pan-arabisme, avait rejeté dans l'isolement les alliés de l'Egypte et de la Syrie. Le contraste qui s'était manifesté depuis 1955 entre les pays champions de l'unité arabe et ses adversaires groupés autour de l'Irak, se terminait, dans cette première phase, par l'isolement des premiers.

Quelle que soit, pour l'avenir, la portée du revirement qui s'est produit en Arabie Séoudite, où Séoud a dû céder la place à son frère, moins hostile à l'Egypte, il n'est pas douteux que l'ingérence américaine dans le Proche-Orient continue à jouer sur les scissions profondes qui déchirent le monde arabe. Mais les intrigues diplomatiques de l'impérialisme sont-elles la seule cause de cette division des Etats Arabes, comme l'affirment à la fois la propagande du pan-arabisme et celle du national-communisme international ? Ou, au contraire, n'est-ce pas parce que cette division a des causes plus profondes, liées à la situation des pays du Proche-Orient, que l'impérialisme peut l'utiliser à son profit ?

L'organisation de la "nation arabe" en un Etat unitaire s'étendant de l'Irak au Maroc est certainement, dans le cadre bourgeois, une aspiration révolutionnaire. Mais le progrès industriel ainsi que la décomposition des rapports sociaux pré-bourgeois au profit de rapports modernes, capitalistes (l'unification arabe, en l'absence de la révolution communiste du prolétariat dans les pays de capitalisme développé, ne pourrait aller au-delà d'un tel objectif) sont des faits révolutionnaires alors que l'idéologie

et la politique du pan-arabisme de type nasserien, loin de l'être, quoi qu'en disent les bavards des partis de Moscou, demeurent enfermées dans le carcan des utopies conservatrices. Qu'il l'avoue ou non, le pan-arabisme de Nasser ne vise à rien d'autre que de procurer aux Arabes d'Afrique et d'Asie ce que la Confédération Nord-Américaine a procuré aux Américains, l'Union Soviétique aux Russes, l'Union Indienne aux Hindous; mais, pour des raisons de classe, ses dirigeants ne comprennent pas qu'à l'origine de ces organismes d'Etat il y eut toujours de profondes révolutions qui introduisirent - ou sont encore en train d'introduire - de nouveaux modes de production et de nouvelles formes d'organisation sociale. Or les pan-arabistes enragés du Caire ou de Damas, qui rêvent d'une édition moderne des fastes passés, du Califat, sont révolutionnaires aussi longtemps que l'objet de leur haine se situe au-delà des frontières de leurs pays respectifs; mais ils ne le sont plus dès lors qu'il s'agit des affaires intérieures de ces pays.

Il n'existe donc qu'une possibilité d'unifier le monde arabe, en liant ce mouvement d'unification politique à un mouvement d'unification économique et sociale qui ne peut être qu'un mouvement révolutionnaire. Ce dernier peut seul détruire les antiques structures féodales - et même pré-féodales comme celles des hordes de bédouins qui soutiennent Hussein-Dey - dont le poids de conservation sociale n'est pas à démontrer et qui contraste avec l'extraordinaire évolution politique de l'Etat d'Israël, si proche mais non arabe, dont la création a constitué une véritable "transplantation" de capitalisme. Mais, tournant le dos à une telle révolution sociale, le pan-arabisme à la Nasser prétend recueillir les fruits de cette révolution tout en s'efforçant d'en étouffer le germe.

En définitive, il n'y a, théoriquement que deux modes d'unification du monde arabe : la conquête militaire par un Etat hégémonique détruisant par la force la pluralité des pouvoirs politiques et la division territoriale dans les pays de langue arabe ou une révolution des classes inférieures qui, renversant l'ordre établi, jetterait les bases d'un Etat unitaire.

La première solution est rendue impossible par la défaite militaire de l'Egypte, incapable sur ce plan, de remplir le rôle tenu autrefois par la Prusse dans l'unification politique de l'Allemagne et par le Piémont dans celle de l'Italie. D'autre part, les attitudes respectives des Etats-Unis et de la Russie laissent

facilement prévoir qu'une guerre entre Etats arabes se transformerait irrévocablement en une conflagration plus générale par l'adhésion, ouverte ou dissimulée, de certains de ces Etats au bloc oriental et des autres au bloc Atlantique. La venue de la VI^{ème} Flotte américaine dans les eaux libanaises ne laisse aucun doute à ce sujet.

L'impérialisme yankee est ainsi en premier lieu le principal obstacle à l'unification du monde arabe car les Etats-Unis ne peuvent si facilement renoncer au monopole du pétrole et des bases stratégiques qu'ils convoitent dans cette région, dissimulant leur cupidité sous l'hypocrite formule de la "doctrine Eisenhower" par laquelle ils s'engagent à "défendre l'intégrité des Etats arabes", c'est-à-dire à maintenir la division politique grâce à laquelle ils assurent leur prédominance sur ces pays. Aussi longtemps que durera l'écrasante pression américaine sur cette partie du globe, le mouvement pan-arabe stagnera dans l'impuissance dont il fait preuve aujourd'hui.

Quant à la seconde solution, celle de l'unification par une révolution sociale, les conditions qui lui sont nécessaires font encore totalement défaut. Le mouvement patronné par Nasser, en dépit de la démagogie déployée par ses chefs, ne peut se définir en aucun cas comme un mouvement révolutionnaire de masse. Il ne s'est accompagné d'aucun bouleversement social, se limitant à greffer sur la même structure sociale qui appuyait la monarchie de Farouk un régime politique qui n'en diffère que par l'orientation de sa politique étrangère (encore qu'il y aurait lieu, sur ce point, de formuler d'importantes réserves) et cette orientation n'a pu se délimiter de la précédente qu'à la faveur de l'apparition de nouveaux rapports de force entre les grandes puissances mondiales. En d'autres termes ce n'est pas une poussée révolutionnaire des masses qui est à l'origine de cette "nouvelle politique extérieure" que Nasser a inauguré avec la nationalisation du canal de Suez. Contrairement à ce qu'affirme sa propagande, présentant ce geste comme une action d'éclat et une démonstration de la prétendue "révolution sociale" survenue en Egypte, et aux échos favorables que lui apporte la presse russe et staliniste, cette politique spectaculaire est destinée à cacher le profond conservatisme social qu'elle recouvre et les conditions misérables de la population égyptienne qui continue à vivre dans des modes extrêmement arriérés et indignes de la tâche historique de toute bourgeoisie digne de ce nom.

La fondation de la République Arabe Unie reste dans le cadre de cette politique. Apporte-t-elle, tout de même, l'ébauche d'une solution au problème de l'unification du monde arabe ? Non, elle ne fait que concrétiser la scission qui s'était produite lors de la crise jordanienne. En effet, à cette République Arabe Unie qui groupe l'Egypte et la Syrie s'est tout de suite opposée la Fédération arabe issué de l'union de l'Irak et de la Jordanie. Encore une fois l'unification du monde arabe grâce à des ententes entre les Etats continue à être une vaine chimère. Pour s'effectuer elle doit, comme nous l'avons dit, suivre des voies différentes : elle ne peut se faire par des modifications de l'ordre constitué existant mais, au contraire, par son renversement total; elle doit suivre la voie révolutionnaire.

La question importante est de savoir quel est le mouvement politique qui soit capable d'assumer la terrible tâche de guider la révolution arabe. Mais, pour le moment, nous ne pouvons encore nous occuper de ceci, étant donné qu'il est avant tout nécessaire d'étudier les causes historiques qui empêchent la réalisation de l'unification étatique des peuples d'Asie et d'Afrique de langue arabe. Nous ne prétendons pas épuiser en ces quelques lignes un travail aussi imposant et pas davantage d'en étendre le plan complet, mais seulement d'en extraire, et ce non pas d'une façon définitive, les grands problèmes qui s'y rattachent.

Avant tout, comment la question doit-elle être posée ? Nous pensons qu'on ne peut le faire qu'en ces termes : quels sont les facteurs historiques qui empêchent la formation d'un Etat national arabe et favorisent la perpétuation du néfaste sub-nationalisme des artificiels Etats arabes actuels, et qui agissent dans le sens opposé aux tendances unificatrices qui découlent de la communauté de langue, de l'origine raciale et des traditions qui distinguent les peuples qui habitent l'Afrique Septentrionale et l'Asie Occidentale, du Maroc à l'Egypte et de la péninsule du Sinaï au Golfe Persique ?

Quiconque croit répondre à une telle question en faisant dépendre de l'impérialisme capitaliste toutes les causes de la scission qui déchire le "monde arabe", donne une vision incomplète du phénomène. Et on comprend parfaitement cela, si l'on pense que la division et la "balkanisation" de la nation arabe se vérifia bien avant la venue de l'impérialisme. En effet, les antiques tribus qui, venues d'Arabie à la suite de la révolution religieuse et

sociale de Mahomet, se ruèrent à l'assaut des pays voisins et conquièrent leurs emplacements actuels en Asie et en Afrique, ne réussirent pratiquement pas, malgré leurs liens de sang et de culture, à constituer une nation. C'est pour un bref moment seulement que le Califat réussit à imposer l'autorité d'un pouvoir central sur l'immense empire islamique. Il n'est donc pas exact de dire que la division des arabes soit un effet de la domination impérialiste. Il est vrai, au contraire, que la domination impérialiste a pu poursuivre ses fins justement en exploitant les puissants facteurs historiques qui, depuis le X^{me} siècle, empêchent l'unification des arabes.

En d'autres termes, nous devons recourir, pour expliquer la cause immédiate de la sujétion des arabes à l'impérialisme capitaliste, aux luttes intestines qui se manifestent dans l'existence de nombreux états de dimensions diverses mais tous également impuissants à se soustraire à l'étau de l'exploitation et de l'oppression impérialiste. Mais expliquer leur désunion uniquement par l'intervention impérialiste serait tomber dans une pure tautologie. En réalité, les causes de la division des arabes sont intimement liées à l'épopée même de la conquête musulmane.

Le cycle passé.

Le mahométanisme, codifié dans le Coran, fut l'idéologie de la révolution sociale des populations nomades du désert, adonnées à l'élevage du bétail en période normale aussi bien qu'à l'usage de la razzia, qui se soulevèrent contre la puissante oligarchie mercantile dominatrice de La Mecque. Les éleveurs de bétail - les bédouins - et les petits cultivateurs constituaient, à l'époque de la prédication de Mahomet la très grande majorité des habitants de la péninsule arabe. Sur eux se dressait la domination de classe des marchands de La Mecque qui monopolisaient le commerce maritime à travers la Mer Rouge et les transports caravaniers qui reliaient l'arrière-pays aux ports de la côte, et qui allaient jusqu'à opérer la jonction par voie de terre, le long du Sinaï, des courants commerciaux de l'Europe et de l'Asie. Dans leurs mains se concentraient toutes les richesses, y compris les denrées alimentaires, que les tribus nomades étaient contraintes d'acheter à des prix exorbitants, quand la sécheresse décimait les troupeaux. Exemple non fortuit dans l'histoire des révolutions, Mahomet était un "transfuge" de la classe dominante, passé dans le camp de la révolution, ayant été jusqu'à l'Hégire un riche marchand de la puissante tribu des Koreïscistes.

A cause des conditions historiques spéciales de l'époque où elle se déroula, la révolution mahométane ne put être qu'une application, à l'échelle collective, du pillage bédouin, c'est-à-dire une forme inférieure de l'expropriation de la richesse. La "guerre sainte" islamique fut, à l'origine, une guerre sociale contre l'usure et l'oppression de la richesse. Mais la révolution, issue victorieusement de la guerre sociale, ne pouvait atteindre son but qu'à la condition de se transformer en un féodalisme agraire, comme cela se produisit lorsque les conquérants barbares eurent renversé l'empire romain. A cela s'opposaient les conditions naturelles du pays, en grande partie désertique. Dans l'histoire de l'Islam le désert joue un rôle de première importance, et cela prouve combien les conditions matérielles "déterminent les destinées" des peuples, ainsi que certains aiment à dire.

La révolution qui avait allumé la guerre civile entre arabes ne put s'arrêter lorsque les armées islamiques eurent, sous la conduite du "Prophète", conquis et pacifié leur patrie d'origine: l'Arabie. Ne pouvant atteindre ses buts à l'intérieur, étant donné que la plupart des combattants révolutionnaires de la première heure et des nouveaux convertis s'étaient trouvés exclus du butin, il devint nécessaire de forcer les frontières des pays limitrophes. Ainsi la "guerre sainte" mahométane prit sous ses successeurs - les Califes - les formes d'une invasion barbare, qui fut impétueuse et irrésistible parce que sur son chemin elle s'augmentait de tous les opprimés et de tous les exploités. Ceux-ci se convertissaient avec enthousiasme à la nouvelle religion qui, avec son idéologie enflammée, appelait à elle les humbles et les pauvres, et repoussait avec d'apocalyptiques malédictions les riches et les usuriers. La terrible éruption sociale envahit et submergea en peu de temps l'empire bysantin et l'empire perse des Sassanides qui perpétuaient traditionnellement contre les "barbares" en Orient, la fonction déjà accomplie par Rome en Occident. Véritables "galères de peuples" et lieux de la domination de classe la plus raffinée, ils s'opposèrent en vain à la conquête musulmane. Exemple frappant de la façon dont des Etats antiques, puissants mais conservateurs peuvent être pliés par d'autres Etats de formation récente, ou même en voie de formation, mais rendus invincibles par la fureur révolutionnaire qui les pousse!

En peu d'années, de 632 (date de la mort de Mahomet) à 720, la conquête musulmane s'étendit à un immense territoire. Du Sind (région sud-orientale du Pakistan actuel) son étendue allait

jusqu'au delà des Pyrénées. L'empire perse sassanide avait été détruit, l'empire bysantin énormément mutilé. L'Asie Mineure, la Syrie, la Palestine, l'Egypte Romaine, le Maghreb étaient perdus pour Bysance. La monarchie visigoth d'Espagne avait été balayée et disparaissait à jamais. L'empire pluriséculaire sassanide, comprenant l'Irak et l'Iran actuels jusqu'à l'Amou-Daria, s'écroulait avec fracas et ses antiques cités comme Bagdad, devenaient les centres de la nouvelle civilisation du Coran. Une immense révolution transformait le monde. En se référant à cela apparaît d'autant plus surprenante l'incapacité des arabes, conquérants magnifiques, de créer un état national.

Sous cet aspect les arabes représentent peut-être un cas unique parmi les peuples conquérants. Les mongols par exemple, réussirent à fonder des empires beaucoup plus vastes que l'empire musulman, mais ils occupèrent peu de temps les territoires conquis, finissant par se retirer dans la patrie d'origine ou étant ethniquement absorbés par les populations autochtones. Les arabes au contraire réussirent à se superposer aux populations assujetties et même à transformer en propre patrie les territoires conquis; mais ils faillirent totalement dans la tentative de dépasser leur particularisme barbare et de se donner un gouvernement politique unitaire, un Etat national. Ceci devait retarder énormément, nous le voyons aujourd'hui, le développement historique de l'Afrique et du Moyen-Orient.

A dire vrai, il fut un temps où il apparut que la tendance unitaire dût prévaloir dans le monde islamique enflammé; ce fut l'époque qui vit le Califat passer dans les mains de la dynastie des Oméyades (600 - 750). Sous ceux-ci l'Islam atteignit son maximum d'extension territoriale, puis commença l'inéluctable déclin. Les Oméyades, divergeant quelque peu de l'orthodoxie politique du Coran, tentèrent de liquider le séparatisme, profondément lié aux traditions d'un peuple qui avait erré pendant des siècles dans le désert, ne connaissant pas d'autres forme de vie sociale que la tribu nomade, rebelle à toute forme de contrainte qui ne fut pas celle exercée par la nature.

Ce fut une expérience à peine ébauchée. Le grand plan politique d'une monarchie nationale absolue et héréditaire, s'appuyant sur une bureaucratie militaire et civile qui aurait assuré au pouvoir central un contrôle régulier sur l'immense empire, devait s'écrouler misérablement. Les forces de l'atavisme anarchique

bédouin devaient prévaloir sur les tendances centralisatrices et nationales. Le communisme primitif tribal, collectiviste à l'intérieur et anarchique vers l'extérieur, avait permis aux nomades du désert, éleveurs de brebis et de chameaux, implacables pillleurs de caravanes et de villages paysans, de renverser l'aristocratie mercantile de La Mecque. Il avait fourni l'aliment d'une foi fanatique et d'un courage extraordinaire à la révolution mahométane. Mais il eut une action négative quand, les armées islamiques étant sorties d'Arabie et ayant conquis l'immense empire, il s'agit de donner à celui-ci une assise politique qui lui en assurât la continuité.

D'aucun pourra s'étonner que nous attribuions une certaine influence négative au communisme primitif bédouin. Mais, pour les marxistes le communisme n'est pas une idole à laquelle on ne doit adresser que des louanges. Il existe un communisme primitif qui marque la sortie de l'espèce humaine de son existence à l'état bestial et en tant que tel c'est une révolution d'une portée incommensurable, peut-être la plus grande de toutes les révolutions. En s'associant, l'anthropoïde devint homme. Quel plus grand hommage le marxisme peut-il rendre au communisme primitif ? Tout ce qui existe et existera encore entre le communisme primitif et le communisme moderne est, pour le marxiste, une infâme mais nécessaire parenthèse dans l'existence de l'espèce.

La ruineuse scission entre Schiïtes et Sunnites, c'est-à-dire entre la vieille garde du mahométanisme qui avait accompagné le Prophète dans son émigration - l'Hégire - de La Mecque à Médine, et les innovateurs, devait faire crouler pour toujours les structures encore fragiles de l'Etat National arabe. La dynastie des Abbassides qui s'empara en 749 du Califat, en chassant les Oméyades, fut bien vite réduite au rang de ces monarchies féodales que la trop grande puissance et le trop grand éloignement des vassaux, vide de toute autorité effective. Le Calife fut réduit au grade de chef de la religion islamique, presque privé de pouvoir temporel. Le démembrement de l'empire fut rapide et irrémédiable. Déjà, quelques années après leur renversement, les exilés Oméyades qui avaient échappé aux vengeances du parti vainqueur, se réfugiaient en Espagne et y fondaient un émirat indépendant. Ensuite, le Maghreb et l'Egypte se rendirent pratiquement indépendants du gouvernement de Bagdad. Au début du siècle l'involution est complète. Le Califat est réduit à gouverner, et ce indirectement, sur le seul Irak; l'Islam est divisé en de nombreuses dynasties, plus ou moins indépendantes. L'Etat national arabe apparaît moins que jamais !

L'absence d'un tel Etat, formé sur le modèle des monarchies nationales qui étaient en train de se constituer en Europe, eut des conséquences historiques d'une importance colossale. Il est facile de penser qu'un Etat national solidement construit aurait pu empêcher les victoires remportées par les croisades. N'est-ce pas dès cette époque que l'Europe acquière une suprématie sur l'Afrique et s'oppose à elle ? Si ensuite l'on considère que les coups infligés à la puissance arabe par les armées des Croisés jettèrent les prémises de la ruineuse invasion des Mongols et, plus tard, de la conquête des Ottomans, on a un tableau complet des répercussions négatives qu'eut le manque d'unification des arabes sur l'histoire de trois continents.

En voulant sortir du domaine des conjectures et rester sur le terrain de l'histoire, il ressort de l'étude du cycle historique des arabes, une conclusion évidente. Par l'incapacité de fonder un Etat national, les arabes, de conquérants devinrent conquis et ils furent rejettés du progrès historique, c'est-à-dire condamnés à rester au fond du féodalisme, tandis que les Etats d'Europe se préparaient à en sortir pour toujours et à acquérir de cette façon la suprématie mondiale.

Après cela nous pouvons facilement nous expliquer les causes historiques qui ont fait tomber les arabes sous le joug de la domination impérialiste. C'est-à-dire que nous savons que deux ordres de causes concourent à maintenir l'état actuel de désunion et d'impuissance des arabes (qui est la condition majeure du maintien de l'exploitation capitaliste) : les traditions séculaires conservatrices à l'intérieur, l'ingérence étrangère de l'extérieur. Qu'est-ce que cela signifie du point de vue politique ? Cela signifie que le monde arabe devra endosser le terrible devoir d'une double lutte : la révolution sociale et la révolution nationale, la révolte contre les classes réactionnaires qui transmettent des traditions désormais dépassées, et contre les occupants étrangers. Seule une victoire remportée sur ces deux camps peut assurer le triomphe de l'unité arabe, de l'Océan Atlantique au Golfe Persique.

Le jeu de l'impérialisme

En poursuivant dans la voie entreprise, la "balkanisation" des arabes arrivera à ses extrêmes conséquences. Les arabes se cantonneront toujours plus dans des Etats préfabriqués, c'est-à-dire

fabriqués par l'impérialisme et par ses agents. Etats infestés d'une misère déprimante, découragés par une insurmontable impuissance, qui useront leur inutile existence dans les luttes intestines. A l'heure actuelle il existe on ne sait combien de blocs inter-arabes. Aux deux fédérations rivales qui se disputent les adhésions des autres Etats (les syro-égyptiens ont réussi à obtenir le vote du Yémen, les irako-jordaniens sont encore dans la phase de courtiser les sultanats du Golfe Persique) menace de s'adjoindre, et de s'opposer, la Fédération du Maghreb appuyée par Mohamed V et par Bourghiba - qui devrait comprendre le Maroc, la Tunisie et l'Algérie, quand celle-ci aura obtenu son indépendance. Mais l'on sait déjà, par les discours anti-nassériens de Bourghiba, que la fédération projetée est orientée en faveur de l'Occident et contre le pan-arabisme. Il faut de plus compter sur les Etats jouant le double jeu, comme l'Arabie Séoudite, le Liban la Lybie, qui ont un sourire pour la Ligue Arabe (pourquoi diable existe-t-elle encore ?) et deux sourires pour le Département d'Etat.

Mais l'impérialisme ne dort pas tranquille. Les cris alarmés à propos du "péril russe " et des " infiltrations russes " dans le Moyen-Orient et dans le Maghreb, servent à cacher la crainte réelle. Ce que les bourgeoisies européennes craignent vraiment, et avec elles l'impérialisme américain, c'est un progrès effectif du mouvement d'unification arabe. A-t-on jamais pensé aux énormes conséquences que comporterait la formation d'un Etat unitaire arabe ? Cela signifierait la fin de la domination colonialiste dans l'Afrique toute entière , c'est-à-dire non seulement de l'Afrique arabe, mais aussi du reste du continent habité par les peuples de race noire, et qui est parcouru par de profonds frissons de révolte. Les mythes que se fabrique la classe dominante tendent à inculquer dans les classes opprimées le préjugé de l'inanité de la lutte contre l'ordre en vigueur. Eh bien, qui peut mesurer la gigantesque portée qu'aura l'écroulement du mythe de la supériorité de la race blanche ?

Fragmentés en divers petits états, divisés par d'ignobles questions dynastiques, dévorés vivants par les brigands des monopoles capitalistes étrangers, qui cèdent volontiers de larges tranches des profits pétrolifères, englués dans les mortelles alliances militaires des impérialistes, les Etats arabes non seulement n'inspirent aucune crainte à l'impérialisme, mais servent de pions dans leur jeu diabolique. Mais qu'advierait-il si les

arabes, les désunions suicides étant dépassées, réussissaient à fonder un Etat national englobant tous les territoires africains et asiatiques habités par des populations arabes ? Aurions-nous seulement le réveil de l'Afrique entière ? Non, nous obtiendrions, nous tous qui militons dans le camp de la révolution communiste, bien autre chose encore. Nous obtiendrions d'assister à la mort définitive et sans appel de la vieille Europe, de cette Europe bourgeoise pourrie, corrompue et meurtrière, infectée de réaction et de fascisme plus ou moins camouflé, qui depuis quarante ans est le foyer inépuisable de la guerre impérialiste et de la contre-révolution.

C'est pour cela que nous sommes pour la révolution nationale arabe. C'est pour cela que nous sommes contre les gouvernants des états arabes, qui poursuivent ouvertement des finalités séparatistes et réactionnaires (les monarchies du Moyen-Orient) ou tendent à établir un réformisme superficiel et à collaborer avec l'Occident (Bourghiba, Mohamed V). Nous ne pouvons pas, comme les communistes de Moscou, appuyer inconditionnellement le mouvement pan-arabe de Nasser, parce que dans celui-ci il y a trop de lest réactionnaire, en vain masqué par un habile jeu démagogique. Chacun d'entre eux aime à poser en champion de l'Islam. Mais leur islamisme est à celui des compagnons de Mahomet ce que le christianisme des catholiques est vis-à-vis de celui des anti-ques agitateurs des catacombes.

LA QUESTION COLONIALE : UN PREMIER BILAN

Notre travail d'interprétation des bouleversements en cours dans les ex-colonies vise le futur; en effet, une interprétation rigoureusement marxiste de ces événements se transformera dialectiquement, entre les mains du mouvement communiste révolutionnaire de demain, en une arme politique d'importance décisive pour les luttes que le prolétariat devra affronter dans ces régions. Dans l'espace géo-social libéré de la tutelle colonialiste, la révolution industrielle qui s'amorce aujourd'hui va créer de nouvelles forces sociales. Prévoir, avec une méthode scientifique, quelle influence exerceront ces forces sur le développement de la lutte finale entre le capitalisme et le prolétariat socialiste, signifie jeter les bases du programme révolutionnaire que la future Internationale devra se forger pour son action dans le secteur afro-asiatique.

Les groupes d'ouvriers révolutionnaires d'Occident sont toujours plus convaincus, malgré les falsifications démagogiques d'origines diverses, que la chute du colonialisme a ouvert, en Afrique et en Asie, une nouvelle ère qui, parce qu'elle tend à la formation d'Etats nationaux et à la transformation industrielle des économies locales sur la base du salariat, ne peut être considérée que dans le cadre de la révolution bourgeoise. Instinctivement, ils sont amenés à se poser cette question : le triomphe de la révolution anticolonialiste facilite-t-il la tâche future de la révolution prolétarienne en Asie et en Afrique ?

Pour répondre sérieusement à cette question il faut, au préalable, d'une part analyser les lois auxquelles est soumis le mouvement anti-colonialiste en tant que révolution bourgeoise et rappeler, d'autre part, les bases fondamentales du processus de la révolution prolétarienne.

Dans la mesure même où elle se développera, la révolution industrielle afro-asiatique engendrera obligatoirement, comme conséquence sociale de l'expansion du mode de production capitaliste

une société divisée en classes sociales antagonistes. Chacune d'elles observera nécessairement une attitude différente vis-à-vis du mouvement révolutionnaire communiste. Il est donc clair que la future Internationale disposera d'un potentiel révolutionnaire constitué par un nouveau prolétariat industriel qui, aujourd'hui, existe à peine - mais il est tout aussi évident qu'elle devra entrer en lutte contre un alignement de forces bourgeoises que la domination colonialiste empêchait jusqu'à présent de surgir ou de se développer et qui, aujourd'hui, se renforcent à l'intérieur des nouveaux Etats nationaux.

Sur le plan mondial, la révolution anti-colonialiste est donc destinée à accroître, tout à la fois, les forces de la révolution prolétarienne et celles de la contre-révolution bourgeoise. Cette perspective est en parfait accord avec la conception de l'écroulement final du capitalisme que nous défendons. Le capitalisme ne déclinera pas à la suite d'une paralysie progressive de la production, comme le prétendent les gradualistes de toutes les nuances, depuis les social-démocrates vieux style jusqu'aux furieux "innovateurs" qui prêchent l'"émulation pacifique" entre capitalisme et socialisme. La société capitaliste atteindra des niveaux toujours plus élevés de capacité productive et d'efficacité politique de l'Etat, et elle ne sera détruite que par le heurt armé entre les classes qui la constituent - et ce heurt sera d'autant plus violent et généralisé qu'il tardera plus à se produire.

Il serait défaitiste de s'illusionner : la révolution anti-colonialiste, qui introduit le capitalisme et la division en classe sur le modèle bourgeois, élargira énormément le théâtre de la lutte armée entre la bourgeoisie et le prolétariat; elle prépare de nouvelles "troupes" pour la guerre des classes et, en définitive, la dureté et la violence de la lutte finale en seront accrues. De ce point de vue il est légitime de dire que la révolution afro-asiatique alourdira la tâche future de la révolution prolétarienne. Mais la révolution prolétarienne est un processus complexe que l'on peut, d'un point de vue théorique, diviser en différentes phases. Il faut donc savoir reconnaître les influences diverses que l'introduction du capitalisme dans les "pays de Bandoeng" exercera sur le développement de chacune de ces phases.

La révolution prolétarienne - comme du reste toutes celles

qui l'ont précédée - traverse deux phases principales : la conquête du pouvoir par la classe opprimée et la suppression des rapports de production existants au moyen de réformes imposées dictatorialement par l'Etat issu de l'insurrection victorieuse. Naturellement dans l'histoire réelle, vivante, les deux phases sont indissolublement liées. Comme le montre l'expérience du mouvement communiste révolutionnaire, la démolition de l'appareil d'Etat bourgeois est organiquement liée à l'introduction forcée des réformes post-insurrectionnelles. Entre les deux étapes existe, dans la réalité comme dans la théorie, un rapport de cause à effet.

Il peut arriver, toutefois, que les deux phases n'aient pas de continuité dans l'espace, comme il advint dans la Russie soviétique. Là, le prolétariat accomplit brillamment la première phase de son effort surhumain en conquérant le pouvoir et en détruisant l'Etat bourgeois. Mais il ne put s'atteler aux réformes post-insurrectionnelles, car l'objet même de sa politique de transformation économique et sociale - un capitalisme développé - faisait défaut à l'Etat ouvrier. On dut donc remettre cette tâche jusqu'à l'extension - attendue en vain - de la révolution à des pays au capitalisme développé, comme l'Allemagne par exemple sur laquelle se concentrèrent toutes les énergies de la III^e Internationale. La conquête du pouvoir en Allemagne aurait marqué le début de la deuxième phase de la révolution communiste, de telle sorte que le communisme victorieux aurait pu faire tache d'huile, ou, si l'on peut dire, aurait pu être "exporté", dans la Russie elle-même et dans les autres pays arriérés de l'Europe danubienne. Mais, comme on le sait, la tentative de prendre le pouvoir en Allemagne échoua : la révolution russe resta mutilée d'une de ses parties vitales et succomba finalement à la contre-révolution capitaliste du stalinisme. La leçon de la défaite de la révolution communiste en Russie est bien évidente. La révolution communiste ne peut triompher que si le pouvoir révolutionnaire du prolétariat, victorieux dans sa lutte contre la classe dominante et dans la répression des tentatives de restauration, est en mesure de greffer la transformation révolutionnaire de l'économie dans un sens communiste sur la conquête politique du pouvoir. En d'autres termes, le prolétariat pourra plus facilement mener à terme sa révolution, précisément dans les pays où la lutte pour la conquête du pouvoir aura été plus dure, c'est-à-dire dans les pays au capitalisme développé. En fait, c'est seulement dans ces pays - Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, etc... - que la concentration du capital industriel et la

productivité du travail social atteignent ce niveau élevé qui constitue la "base" historique du socialisme. Mais c'est là aussi que la révolution industrielle bourgeoise a développé depuis longtemps une classe capitaliste accomplie qui a perfectionné au maximum l'appareil répressif de l'Etat, et que les ressources de la conservation sociale sont les plus vastes et les plus efficaces; c'est donc là que la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir sera la plus dure et la plus difficile.

En généralisant, on pourrait dire que plus la lutte pour la conquête du pouvoir est difficile, plus "facile" est la lutte pour la transformation post-insurrectionnelle de l'économie, et vice-versa. Naturellement, les concepts de "facile" et "difficile" ont ici une signification toute relative: en aucun cas la révolution prolétarienne ne sera assez "facile" pour que l'on puisse éviter la dépense d'efforts et de sacrifices immenses, pour que l'on puisse éviter que le sang ne coule.

Si la domination colonialiste s'était maintenue, la révolution communiste se serait trouvée, en Afrique et en Asie, devant une "situation russe", semblable à celle devant laquelle fut placée la dictature du prolétariat dans l'ex-Russie des Tsars - ou plutôt plus arriérée encore. Ainsi, si un pouvoir communiste avait succédé à l'écroulement du colonialisme, il se serait trouvé dans l'impossibilité, comme en Russie précisément, de traduire en pratique les points fondamentaux du programme communiste qui ont trait à la suppression des rapports de production capitalistes. Nous aurions eu, toujours dans la même hypothèse, un nouveau cas de révolution communiste qui réussit à arracher le pouvoir aux classes dominantes mais ne peut se servir de ce pouvoir pour commencer la transformation de l'économie dans un sens communiste, et qui doit attendre, pour le faire, la victoire prolétarienne dans les Etats capitalistes plus évolués.

Là-dessus, une clarification s'impose. Pour éviter toute équivoque nous devons rappeler nos positions sur le caractère international du communisme. Les marxistes luttent pour la révolution et l'appuient partout où elle éclate; mais ils savent bien que la victoire finale du socialisme ne sera atteinte que lorsque la révolution aura triomphé dans le monde entier, ou au moins dans les Etats capitalistes les plus importants. Ce que nous voulons montrer ici, c'est que la révolution prolétarienne ne peut procéder expéditivement en greffant immédiatement la phase des transformations économiques sur

la conquête du pouvoir politique que là où existe un capitalisme développé.

Les bouleversements actuellement en cours en Afrique et en Asie auront pour effet, finalement, de détruire cette "situation russe" à laquelle se serait heurté la révolution communiste à l'époque du colonialisme. Après le déclin du colonialisme et l'érection de nouveaux Etats modernes, la conquête du pouvoir par le mouvement communiste deviendra plus difficile. En fait, les nouveaux Etats indépendants pourront user d'un prestige et d'un ascendant politique - et donc d'une force matérielle - dont les bureaucraties coloniales ne disposaient pas. Mais ces Etats, pour se maintenir durablement, devront stimuler frénétiquement le processus d'industrialisation, c'est-à-dire démanteler les résidus du vieux régime semi-féodal et introduire, puis élargir, les formes de la production capitaliste. En d'autres termes, les ex-colonies constituent un "vide" entre le capitalisme et les conditions historiques qui précèdent le socialisme; ce "vide", les nouveaux Etats nationaux seront contraints de le remplir. Lorsque ceci sera fait, la révolution communiste en Afrique et en Asie se trouvera en face d'une "situation européenne", d'une situation analogue à celle des pays où la transformation capitaliste de l'économie est un fait accompli.

A la question de savoir si les bouleversements anti-colonialistes favorisent ou entravent la tâche de la révolution communiste nous pouvons donc répondre ainsi : la formation des Etats nationaux et le renforcement des bourgeoisies locales qui en découle, et qui deviendra toujours plus évident au fur et à mesure que la sphère des rapports capitalistes se dilatera, auront pour effet de rendre plus dure et plus difficile la conquête du pouvoir, comme c'est le cas pour les pays développés d'Europe et d'Amérique ; la suppression des vieux rapports semi-féodaux et le développement des formes capitalistes jetteront les bases indispensables à l'introduction de la production socialiste et favoriseront donc la politique économique du futur Etat ouvrier.

Les adeptes des diverses écoles - y compris celle du faux communisme de Moscou - du socialisme réformiste pourront bien faire une moue de dégoût devant une semblable perspective qui promet de plus grandes difficultés et, naturellement, un plus lourd tribut de sang. Mais elle ne peut impressionner les ouvriers révolutionnaires qui savent bien que le capitalisme ne cédera qu'à la violence exercée par le pouvoir dictatorial du prolétariat. Bien au contraire,

ils y trouveront un motif d'enthousiasme car on peut prévoir avec certitude que les transformations économiques et sociales qui se produiront dans l'aire libérée du colonialisme permettront d'abrégé, à l'échelle mondiale, la seconde phase de la révolution communiste, celle de l'intervention chirurgicale dans l'économie en voie de putréfaction héritée du capitalisme.

Il est certainement trop tôt pour faire le bilan de l'"actif" et du "passif" que la révolution afro-asiatique apportera à la future révolution communiste. En fait, il faudra examiner dans quelle mesure les contrastes impérialistes influenceront le mouvement d'industrialisation qui caractérise les nouveaux Etats indépendants. Quoi qu'il en soit, l'unification des aires Euro-américaine et Afro-asiatique sous le signe de la production capitaliste est désormais en marche. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays arriérés du groupe de Bandoeng se sont lancés sur la voie du capitalisme. Ceci allège le programme révolutionnaire du communisme qui, dans l'avenir, ne devra plus prendre à sa charge l'énorme poids des "doubles révolutions", comme cela se produisit en Russie où le pouvoir prolétarien dut combattre sur le double front de l'anti-féodalisme et de l'anti-capitalisme. Qui pourrait nier l'énorme importance de ce fait ?

Toutefois il est possible, dès aujourd'hui, de faire un premier bilan des résultats immédiats de la révolution anti-colonialiste, en se plaçant du point de vue des intérêts de la révolution communiste à venir. Il s'agit de l'actif et du passif, non pas potentiels, mais actuels, dont les effets sont déjà sensibles ou ne tarderont pas à se manifester.

Commençons par le "passif" .

1°/- Absence de rupture politique entre le prolétariat et la bourgeoisie.

En Europe, à un moment critique de la révolution démocratique-bourgeoise, les forces prolétariennes révolutionnaires rompirent le "front unique" insurrectionnel qui s'était établi entre la bourgeoisie jacobine et les premières forces du prolétariat urbain, toutes deux ennemies de la réaction féodale. Cette rupture, qui marquait l'ouverture de la période du communisme moderne, fut provoquée,

dans la révolution française, par le mouvement de Gracchus Babeuf. La collision ne se produisit pas sur le terrain politique, car la bourgeoisie fut en mesure de prévenir et d'anéantir rapidement le mouvement communiste, avant qu'il ne puisse tenter une attaque armée contre l'Etat. Mais elle se produisit pleinement dans le domaine des principes. Le corps de théories et de critiques anti-bourgeoises formulé par Babeuf marqua la rupture entre la démocratie bourgeoise et le communisme prolétarien.

Le "babouvisme" est à la base de la tradition révolutionnaire du prolétariat, qui accepte la lutte armée aux côtés des forces bourgeoises contre l'ennemi commun féodal, mais nie à la bourgeoisie le droit de s'emparer des fruits de la révolution. Le marxisme, qui donna leur véritable valeur, tout en les dépassant dialectiquement, aux courants communistes qui l'avaient précédé, accepta intégralement la conception "babouviste" de la participation du prolétariat à une révolution bourgeoise. La révolution d'octobre, qui reste comme l'exemple classique d'une révolution prolétarienne surgissant du tronc d'une révolution bourgeoise, celle de février, pour se retourner contre elle, n'est-elle pas une application réussie du principe de Babeuf ?

Les partis "communistes" inféodés à Moscou ont foulé aux pieds ce principe fondamental. Plongés dans une révolution bourgeoise, ils n'ont pas travaillé à la rupture de l'alliance transitoire avec les partis révolutionnaires bourgeois, mais ils ont conçu et pratiqué cette alliance comme si elle était immuable et permanente; face aux nouveaux Etats nationaux, ils n'ont pas appliqué la politique de Babeuf et de Lénine, mais celle des idéologues bourgeois qui conçoivent la révolution démocratique comme le dernier acte des guerres civiles de l'histoire, qui ouvrirait l'ère d'une compétition pacifique entre les classes.

Le parti "communiste", lorsqu'il ne s'est pas inséré dans les organes constitutionnels du nouvel Etat bourgeois - comme en Inde, où le P.C. a assumé par la voie parlementaire le gouvernement de l'Etat régional du Kerala; ou comme en Indonésie, où le président Sukarno a appelé le P.C. à faire partie d'un organe consultatif de l'Etat -, lorsqu'il n'est pas devenu lui-même la force prédominante d'un régime qui se prépare probablement à introduire les formes de la démocratie parlementaire et qui se réclame de principes interclassistes - comme en Chine - , le parti "communiste" passe, c'est

vrai, à la lutte armée contre les régimes au pouvoir; mais il n'exécute pas cette attaque sur le front de la guerre révolutionnaire. La rupture des russo-communistes avec les nouveaux Etats indépendants ou sur la voie de l'indépendance, comme c'est le cas des partisans "rouges" aux Philippines, ou en Malaisie, n'obéit pas à des raisons de classe, ne se place pas sur les positions de la révolution anti-capitaliste, mais, au contraire, reproduit les motifs de la division impérialiste du monde.

2°/- L'offensive du révisionnisme anti-marxiste.

La révolution prolétarienne se croisera, dans les ex-colonies avec l'édification du capitalisme. A quel point en sera-t-elle arrivée ? Personne ne peut le dire, mais il est prévisible que, même dans le pire des cas, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'un retard excessif de la révolution communiste, le processus capitaliste n'en sera pas arrivé à sa phase extrême, que l'on peut observer dans la dynamique du capitalisme euro-américain. En considérant le niveau de la technique actuelle, en tenant compte du rythme de la révolution industrielle en Russie, et surtout en supposant que la tendance à l'industrialisation dans les ex-colonies ne subira ni inversions, ni arrêts, on peut retenir que l'attaque prolétarienne frappera les capitalismes afro-asiatiques dans la phase moyenne de leur développement.

Ce fait a été mal compris, mais il demeure que les idéologies affichées par les "pays de Bandoeng" constituent les armes d'une nouvelle attaque révisionniste contre le marxisme, contre la théorie qui affirme que le socialisme n'est possible que si la dictature prolétarienne exerce sa propre domination sur le reste de la société. Il ne faut pas croire que les partis russo-communistes sont les seuls représentants du révisionnisme "asiatique". Le révisionnisme, c'est-à-dire la tentative de démontrer que les "maux" du capitalisme peuvent être évités par des mesures politiques adéquates, ou même que le socialisme peut être instauré par la méthode gradualiste des réformes démocratiques, constitue un front politique qui, à côté des "communistes", regroupe les partis et les chefs qui tiennent à faire profession d'anti-marxisme.

Un aspect important de la révolution bourgeoise afro-asiatique réside dans le fait que les chefs des nouveaux Etats nationaux

adoptent des concepts et un langage que l'on ne peut certes pas assimiler à ceux qu'utilisaient, en leur temps, les Cromwell et les Robespierre. Bien qu'étant les représentants de forces bourgeoises, les Nehru, les Sukarno ou les Nasser utilisent une phraséologie que le prolétariat révolutionnaire d'Europe a déjà vu fleurir sur la bouche des chefs du socialisme réformiste. Ceci n'est pas un hasard. La cause de ce phénomène est double : tout d'abord, l'époque dans laquelle ont éclaté les révolutions anti-colonialistes; ensuite, la formation intellectuelle des courants qui luttent contre l'impérialisme colonialiste. Parce qu'elles sont nées à l'époque impérialiste, c'est-à-dire à l'époque où la bourgeoisie internationale renie sa propre idéologie de classe et se sert des résultats auxquels sont parvenues les récentes écoles économiques, les révolutions bourgeoises afro-asiatiques ne pouvaient que s'inspirer des mêmes thèmes. D'autre part les conditions dans lesquelles ont dû lutter dans le passé les partis politiques anti-colonialistes - conditions qui étaient déterminées par l'occupation coloniale - ont imposé une différenciation idéologique, dont le motif fondamental est précisément l'anti-impérialisme.

D'un point de vue pratique il en résulte que l'analyse critique du bagage idéologique des régimes afro-asiatiques ne peut déceler qu'un faible pourcentage d'ingrédients assimilables aux doctrines libérales et au libéralisme économique qui caractérisèrent la révolution bourgeoise en Europe. Par contre, figurent en bonne place les théories de l'économie planifiée, de la gestion étatique de la "propriété publique", que le socialisme réformiste européen conçut au siècle dernier, et qui ont maintenant droit de cité dans les cerveaux de tous les hommes d'Etat bourgeois. Parallèlement à ces idéologies anti-libérales, sont développés tous les thèmes chers à l'anti-impérialisme, à la coexistence pacifique des Etats, petits ou grands, au pacifisme démocratique. Mais ces principes idéologiques, répétons-le une fois encore, coïncident parfaitement, en substituant peut-être quelques termes, avec ceux qui constituaient le patrimoine doctrinal du socialisme réformiste européen.

La différence entre les vieux réformistes européens et les chefs des nouveaux régimes afro-asiatiques réside dans le fait que ces derniers fondent leurs affirmations de principe sur des données de fait qui manquaient à nos réformistes. Les réformistes européens postulaient le progrès indéfini d'un capitalisme qui, au contraire, entrait en pleine phase de sénescence et se dirigeait vers les terribles crises de convulsions de l'impérialisme. Les chefs afro-asia-

tiques ne sont pas dans l'erreur lorsqu'ils prophétisent un progrès social incessant, puisque les ex-colonies sont à la veille de la révolution industrielle .

Les régimes afro-asiatiques qui peuvent appuyer leurs idéologies révisionnistes pronostiquant le dépassement pacifique du capitalisme, ou même la possibilité d' "éviter" le stade capitaliste, sur un progrès économique et social réel seront donc en mesure de s'opposer énergiquement au travail du marxisme révolutionnaire lorsqu'il tentera d'assumer le rôle de guide politique du prolétariat local. Il est prévisible que la transformation d'immenses agglomérats sociaux, au sein desquels sommeillent des formes de production vieilles de plusieurs siècles, sinon de millénaires, apportera un énorme prestige aux régimes qui s'en seront fait les champions, et donnera une apparence de vérité aux idéologies qu'ils affichent. Ce ne serait pas la première fois que le mouvement révolutionnaire marxiste se trouve face à une révolution bourgeoise conduite dans les formes du capitalisme à l'Etat et qui tente de se faire passer pour une révolution anti-capitaliste. La Russie staliniste est là pour nous le rappeler.

Il est donc dès maintenant tout à fait clair que le marxisme devra repousser, dans le domaine théorique tout d'abord puis dans le domaine politique, le nouvel assaut révisionniste. La révolution bourgeoise devra inévitablement créer les forces sociales qui, comme en Europe et dans le reste du monde, forment le mouvement anti-marxiste. La lutte des marxistes devra supporter le poids négatif de l'absence de rupture entre la bourgeoisie et le prolétariat et de la trahison totale des partis russo-communistes qui se sont réduits à jouer le rôle de l'extrême gauche bourgeoise.

+

+

+

Passons maintenant à l'énumération des "bénéfices" que le mouvement marxiste a retiré et retirera des révolutions afro-asiatiques. Il s'agit, naturellement, de confirmations apportées par les événements aux principes fondamentaux du marxisme, de phénomènes qui sont déjà bien clairs pour les marxistes aguerris, mais qui ont encore besoin, pour les autres, de nouvelles preuves ou vérifications. Elles ne feront pas défaut, et ce sera notre tâche de les mettre en évidence.

1°/ La question de la conception matérialiste de l'histoire.

Chaque fois que l'histoire enregistre un changement profond, et que l'évidence de ce changement contraint les esprits à chercher les causes qui l'ont déterminé, la lutte entre les matérialistes et les idéalistes se rallume. Qu'est-ce qui a poussé à l'action les masses jusqu'alors inertes, en les arrachant à des habitudes de vie séculaires et en les poussant à détruire les vieux rapports sociaux; l'éclosion, dans leurs consciences, de nouveaux idéaux ou de nouvelles religions, ou bien le bouleversement des conditions objectives de l'existence sociale ? Cette question est à la base de toute tentative d'explication des causes qui ont déterminé la révolution dans les colonies. Et bien, nous disons que le matérialisme marxiste a reçu une nouvelle confirmation de ce gigantesque bouleversement.

La révolution afro-asiatique a ridiculisé définitivement les théories que les intellectuels bourgeois s'étaient fabriquées pour "comprendre" les lois du développement des peuples coloniaux et pour arriver à la conclusion que leurs conditions historiques étaient immuables. Le faux matérialisme racial qui assignait à la race blanche la primat de la civilisation a été détruit en même temps que ces vieux préjugés idéalistes. L'idéalisme, qui postulait un divorce irrémédiable entre la "civilisation" occidentale et le "primitivisme" asiatique et en découvrait les raisons dans des stades différents de la "conscience universelle", tout comme les superstitions pseudo-scientifiques des racistes qui voulaient en découvrir les raisons au moyen de mesures anthropométriques arbitraires, n'ont pas résisté à l'épreuve des faits.

La révolution afro-asiatique a confirmé l'exactitude scientifique du matérialisme dialectique pour deux raisons principales : 1)- la révolution anti-coloniale ne s'est pas produite par suite de l'apparition dans les consciences de nouveaux idéaux ou religions, mais sous la poussée de facteurs historiques matériels qui devaient balayer le "vieux" colonialisme capitaliste; 2) les causes et les buts qui furent à l'origine des révolutions bourgeoises en occident, ont produit des effets identiques en agissant dans la révolution anti-colonialiste.

Les nouveaux Etats afro-asiatiques sont issus de la

révolte anti-coloniale. Le colonialisme étant un instrument d'exploitation et de domination nationale, les germes de révolte furent toujours actifs dans les colonies, comme le démontrent les expéditions punitives auxquelles les puissances coloniales étaient continuellement contraintes de recourir. Mais le succès de la révolte n'a été possible que lorsque les vieilles structures colonialistes ne purent plus "tenir" devant la poussée venue du bas. Plusieurs raisons d'ordre objectif rendent compte de ce phénomène. Essayons de les énumérer : la décadence des puissances colonialistes - Angleterre, France, Hollande, etc.. qui furent incapables de maintenir cette suprématie navale qui leur avait permis de contrôler les océans, et donc d'occuper solidement les colonies; l'invasion japonaise du continent asiatique qui, en chassant les puissances occidentales de leurs possessions traditionnelles - Indochine, Malaisie, Indonésie, Birmanie, archipels du Pacifique - devait mettre fin au mythe de l'invincibilité du maître blanc et exalter les forces du nationalisme asiatique; la convergence des intérêts anti-colonialistes des Etats-Unis et de la Russie.

Il n'est pas inutile de s'étendre un peu plus sur ce dernier point. Certains ne comprennent pas que les impérialismes rivaux de Washington et de Moscou ont grandement contribué à la chute du colonialisme "vieux style". Pourtant, après l'aventure de Suez, en novembre 1956, où l'on vit les deux géants se coaliser contre l'axe Londres-Paris qui tentait de réintroduire le colonialisme en Egypte, il n'y a plus de raisons d'en douter. La vérité est que les puissances colonisatrices, déjà chassées de leurs possessions en Asie, n'auraient pu revenir en force que si elles avaient reçu l'appui de la puissance militaire des Etats-Unis. On sait qu'au contraire les Américains, partout où ils le purent, se pressèrent de reconnaître les gouvernements révolutionnaires qui surgirent aux colonies. Naturellement, ils le firent sous la poussée de leurs intérêts impérialistes. Le maintien des empires coloniaux constituait une grave menace pour l'équilibre général du capitalisme. Des puissances désormais décadentes, ou qui étaient passées au second plan en tant que puissances productives, possédaient le contrôle d'immenses espaces géo-sociaux et restaient incapables de satisfaire leur besoin d'industrialisation. Et vice-versa, des puissances de premier ordre, mais privées de colonies - comme les Etats-Unis et l'Allemagne - menaçaient de suffoquer dans l'espace réduit que le strict protectionnisme colonial laissait à la disposition de leur expansion commerciale. L'effondrement des empires coloniaux et la fondation

de nouveaux Etats indépendants, affamés de progrès technique et de prestige militaire, ont corrigé ce périlleux déséquilibre. En ce sens, la révolution anti-colonialiste a coïncidé avec les intérêts généraux de la conservation capitaliste.

Les événements afro-asiatiques se sont développés suivant les lois que le marxisme a découvertes en étudiant la dynamique des bouleversements révolutionnaires : à l'affaiblissement, consécutif à des contradictions internes, de l'appareil étatique de répression représenté par les bureaucraties coloniales, correspondit une explosion des forces sociales qu'il comprimait jusqu'alors. Mais la révolte des masses coloniales ne se serait pas élevée à la hauteur d'une révolution sociale si les prémisses matérielles de la suppression des vieux rapports sociaux n'avaient pas existé au sein de la société coloniale, c'est-à-dire si les "îlots" de capitalisme que les occupants coloniaux avaient été contraints d' "importer" n'avaient pas existé. Ceci a permis aux partis politiques anti-colonialistes de formuler un programme révolutionnaire centré sur la constitution de l'Etat national, la suppression du féodalisme et l'expansion de l'industrie.

Si l'on considère que, dans de nombreux Etats de l'Occident, la révolution anti-féodale s'accompagna de la lutte pour l'indépendance nationale, on doit convenir que les causes mêmes qui furent à l'origine de la révolution bourgeoise européenne agissent dans la révolution anti-coloniale. Les résultats seront-ils identiques ? Notre ferme déterminisme répond nettement oui. La révolution en cours "occidentalise" l'Orient; elle liquidera le féodalisme, développera l'industrie capitaliste, transformera la société dans un sens bourgeois et, par là même, posera les prémisses de la lutte entre capitalisme et socialisme.

Tandis qu'en Chine s'ouvrent les premières fabriques de voitures et en Inde les premières usines sidérurgiques, l'idéalisme se replie derrière ses derniers retranchements : l'Afrique noire. Nos réactionnaires, qui s'emploient à réfuter la dialectique révolutionnaire, sont en train de découvrir que là-bas "rien ne change". Et pourtant la révolution a déjà dévoré une partie du continent. Ce n'est pas encore la révolution prolétarienne, mais elle confirme les principes du matérialisme marxiste.

2°/ La question de la misère croissante.

La misère sociale, pour le marxisme, correspond à la non possession des moyens de production et donc à la non disposition du produit. La différence entre les formes de production pré-bourgeoises et le capitalisme réside dans le fait que la communauté des travailleurs non salariés de la société pré-bourgeoise reste sans défense devant les périls qui la menacent de l'extérieur (calamités naturelles), tandis qu'elle est relativement maîtresse d'elle-même en tant qu'elle possède les moyens de production. Dans le capitalisme c'est le contraire qui se produit : la masse des travailleurs est sans défense face aux catastrophes sociales - plus aveugles et destructives que les calamités naturelles - qui frappent sans pitié ceux qui ne possèdent pas ou ne contrôlent pas les moyens de production. Le prolétaire industriel qui ne peut disposer que de sa propre force de travail et qui est rigoureusement exclu de tout contrôle sur les moyens de production, se trouve dans ces conditions. Le producteur (non pas en tant qu'individu, mais en tant que classe) est séparé des moyens de production.

Tel est le sens de la révolution capitaliste. En lançant des plans pluri-annuels de production, les régimes afro-asiatiques sont en train de démontrer qu'ils se placent sur la même voie. L'extension de l'industrialisation capitaliste accroîtra la misère sociale, au sens marxiste du terme. La disparition progressive des communautés de village prébourgeoises (en Inde on compte bien 700 000 villages) où subsistent des formes d'appropriation collective de la terre, la réduction de l'industrie domestique et de l'artisanat, la prolétarianisation de la plèbe des villes, accroîtront la multitude des "miséreux" en étendant à l'Asie la contradiction fondamentale du capitalisme : accumulation forcenée du capital à un pôle, augmentation des "sans réserves" à l'autre pôle. La classe dominante et ses valets intellectuels s'emploient à démentir par des "données de fait" la loi de l'accumulation du capital et de la misère croissante découverte par Marx, et à démontrer l'inexactitude de la prévision marxiste de la fin catastrophique de la société bourgeoise, qui se déduit de cette loi. C'est à cela que servent les divers trucs du "capitalisme démocratique" qui cède la propriété des entreprises aux ouvriers, de l'ouvrier-actionnaire, et des diverses formes de l' "assistance sociale". Mais, tandis qu'en Europe on essaie de "kolkosianiser" le prolétaire en lui concédant quelques miettes des biens sociaux, comme on le fait en Russie pour le lopin de terre et la vache qui sont concédés en jouissance per-

sonnelle au kolkosien, dans d'autres zones de la planète la production de "sans réserves" s'accélère à un rythme stupéfiant.

3°/ La question de l'impérialisme et de la guerre.

Lénine, dans son livre sur " L'Impérialisme", polémique avec la fausse théorie élaborée par Kautsky pour couvrir son reniement des principes révolutionnaires et justifier ses concessions au socialisme gradualiste : la théorie de l'ultra-impérialisme.

Kautsky affirme : " Du point de vue purement économique, " il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une " phase nouvelle, où la politique des cartels serait étendue à la " politique extérieure, la phase de l'ultra-impérialisme, c'est-à-dire de sur-impérialisme, de l'union et non de la lutte des impérialismes du monde entier, la phase de la cessation des guerres " en régime capitaliste, la phase de "l'exploitation de l'univers " en commun" par le capital financier uni à l'échelle internationale".

Lénine ajoute : " Les propos de Kautsky absolument vides " de contenu sur l'ultra-impérialisme ne font entre autres qu'en- " courager l'idée profondément erronée et portant l'eau au moulin " de l'impérialisme, que la domination du capital financier affai- " blit prétendument les inégalités et les contradictions de l'éco- " nomie mondiale, alors qu'en réalité elle les renforce ".

Dans le texte vient ensuite un tableau comparatif des données économiques relatives à diverses branches de la production (fonte, fer, broches dans l'industrie cotonnière) et aux voies de communications (flottes marchandes, chemins de fer) des "cinq principales régions économiques" dans lesquelles un économiste allemand divisait alors le monde, c'est-à-dire : l'Europe centrale, l'Angleterre, la Russie, l'Asie Orientale et l'Amérique. La diversité du degré de développement et les disproportions entre les régions considérées se manifestent avec évidence dans ce tableau. C'est ce que voulait Lénine, qui s'exclame : " Comparez à cette " réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et " politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du déve- " loppement des différents pays, etc.. à la lutte acharnée que se " livrent les Etats impérialistes - la petite fable bête de Kautsky " sur l'ultra impérialisme "pacifique".

" Les cartels internationaux, dans lesquels Kautsky voit
" l'embryon de l' "ultra-impérialisme", ne nous fournissent-ils
" pas l'exemple d'un partage et d'un repartage du monde, de la
" transition du partage pacifique au partage non pacifique, et
" inversement ?"

La seconde guerre mondiale a confirmé avec éclat les thèses de Lénine sur l'impérialisme, et non pas celles de Kautsky: au partage du monde sanctionné par la Conférence de la paix en 1919, a succédé un "repartition du monde", qui s'est conclu par les accords de Yalta et le traité de Potsdam, où les nouveaux colosses impérialistes américain et russe s'assirent à la table des vainqueurs. Mais le cataclysme de la guerre a entraîné dans le tourbillon des empires coloniaux, développant l'industrialisation dans les pays coloniaux et les pays transocéaniques dans lesquels Lénine, lorsqu'il écrivait " L'Impérialisme", trouvait déjà que le capitalisme se développait " avec la plus grande rapidité". Nous avons déjà parlé de la tendance à l'unification, par le capitalisme, des modes de production existants actuellement à la surface de la planète, en considérant que les ex-colonies tendent à se mettre sur le même plan, du point de vue économique, que les autres Etats capitalistes. Mais il est bien clair qu'il ne s'agit que d'une "unification qualitative": ce sont les modes de production que nous confrontons, et non les capacités de production. Le développement ultérieur du capitalisme dans les colonies n'effacera pas les déséquilibres et les disproportions marqués par les énormes différences quantitatives qui continueront à subsister entre les Etats capitalistes d'Europe et d'Amérique et les nouveaux Etats qui sont nés en Asie.

Une nouvelle forme de colonialisme - que l'on pourrait définir comme le "colonialisme télécommandé" - n'est-elle pas en train de se substituer au vieux colonialisme fondé sur l'occupation territoriale ? Le heurt entre les tendances expansionnistes des cartels internationaux qui se dissimulent derrière une façade anti-colonialiste, et le développement des mouvements indépendantistes afro-asiatiques constitue en fait une source formidable de contradictions mondiales. La lutte sur trois fronts qui se déroule au Moyen-Orient entre les impérialismes rivaux d'Amérique et de Russie et le nationalisme arabe en est un exemple, qui est loin d'être unique.

Nous pouvons nous demander avec Lénine : " y a-t-il, sur

" le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier
" à la disproportion entre le développement des forces productives
" et l'accumulation des capitaux, d'une part, et le partage des co-
" lonies et des "zones d'influence" par le capital financier, de
" l'autre ?"

La révolution anti-coloniale a mis au monde quelques grands Etats (importants par l'extension du territoire, la population et les ressources du sous-sol) et beaucoup de petits Etats. Les premiers devront lutter longtemps pour se soustraire aux tentacules de l'impérialisme, mais dans le même temps ils développeront dans leur propre sein les germes de l'impérialisme, en mettant en avant la grande industrie (qui, inévitablement, devra se développer dans le cadre du monopole) et en développant la puissance du capital financier. Les seconds, au contraire, chercheront vainement à camoufler que, malgré l'acquisition de l'indépendance politique, ils restent fondamentalement des colonies semblables en cela aux républiques du centre et du sud de l'Amérique. Enfin, pour remédier aux contradictions suscitées par l'inégalité de développement du capitalisme mondial, il n'y aura que la guerre. Ou la révolution.

Sur la question de l'impérialisme et de la guerre, donc, les événements afro-asiatiques n'apportent que des confirmations au marxisme. Nous terminerons là notre "bilan", qui n'a certes pas la prétention d'avoir épuisé le sujet, mais qui vise seulement à fournir du matériel pour une élaboration ultérieure plus complète de la question .

LA TACTIQUE DU KOMINTERN DE 1926 A 1940

En Mars 1926 se tint à Moscou la VI^o Session de l'Exécutif Elargi, et Bordiga (1) y conclut son intervention en affirmant que l'heure était venue pour les autres partis de l'Internationale de rendre au Parti russe ce que celui-ci leur avait apporté dans le domaine idéologique et politique. Pour cela, il demandait expressément que la question russe fut mise à l'ordre du jour des prochains débats de l'Internationale.

Si, du point de vue formel, cette proposition reçut un accueil favorable puisqu'au VII^o Exécutif Elargi, ainsi qu'à la session plénière suivante de l'Exécutif de l'Internationale, la question russe fut amplement débattue, il en fut tout autrement du point de vue substantiel, du fait que tous les Partis de l'Internationale firent bloc sur les solutions théoriques, politiques et disciplinaires précédemment données par le Parti russe. Ces solutions faussaient complètement les principes fondamentaux sur lesquels avait été constituée l'Internationale Communiste et apportaient aux bases mêmes de la révolution russe de profondes transformations, qui devaient conduire à l'impitoyable répression des chefs de la révolution et, parallèlement, au bouleversement de la Russie des soviets, qui allait devenir un des instruments essentiels de la contre-révolution et de la préparation du second conflit impérialiste mondial.

La vérité est que, en 1926 déjà, et ce grâce au succès de cette " bolchévisation " que Zinoviev avait fait triompher au V^o Congrès mondial de 1924, les cadres dirigeants de tous les partis avaient été radicalement changés. Aux courants qui, en 1920 à la naissance de l'Internationale, avaient conflué organiquement vers cette marée révolutionnaire qui avait apporté la victoire décisive de l'Octobre russe, d'autres tendances avaient été substituées. Celles-ci, véritables mouches du coche, avaient suivi le char victorieux de la révolution russe sans apporter aucune contribution à la formation des partis communistes, se contentant de sommeiller à l'intérieur de ceux-ci en attendant leur heure. A l'appel envoyé par la contre-révolution naissante en Russie, ils ne pouvaient, maintenant, que répondre présent et prêter main-forte à l'oeuvre de destruction des cadres de l'Internationale

(1)- vue la longueur du renvoi, ce dernier est renvoyé à la fin du chapitre.

Si nous avons rappelé les propositions faites par la Gauche italienne par la bouche de Bordiga au VI^e. Exécutif de l'Internationale, c'est pour souligner que ce courant avait déjà présenté les graves événements en maturation et le point central de ceux-ci : le changement radical qui se préparait dans la politique de la Russie soviétique.

C'était la dernière fois que la Gauche italienne pouvait se faire entendre au sein de l'Internationale et du Parti : un an après, non seulement elle, mais tout courant d'opposition, était expulsé définitivement de l'Internationale, tandis que la condition de l'appartenance à celle-ci devenait la reconnaissance de la théorie du "socialisme dans un seul pays", qui représentait une évidente rupture de principe avec les programmes sur lesquels cette même Internationale s'était constituée.

L'asservissement du Komintern aux intérêts de l'Etat russe était désormais vérifié, et les partis communistes des diverses nations, au lieu de se mouvoir vers l'objectif unique et réel de la lutte révolutionnaire contre leur capitalisme, furent manoeuvrés comme des pions du jeu diplomatique engagé par la Russie avec les autres puissances et amenés, quand les circonstances le requerraient, aux compromissions les plus désastreuses avec les forces de l'opportunisme centriste et de la bourgeoisie.

Cette étude, qui a seulement un caractère d'information sur la tactique du Komintern de 1926 à 1940, et qui ne peut épuiser un aussi vaste problème, doit se réduire à définir les éléments essentiels de cette tactique dans ses étapes fondamentales, que nous énonçons, tout en nous limitant, dans ce numéroc, à ne traiter que les deux premiers points :

- 1° - Le Comité anglo-russe (1926).
- 2° - La question russe (1927).
- 3° - La question chinoise (1927).
- 4° - La tactique de l'offensive et du social-fascisme
(1929 - 33)
- 5° - La tactique de l'anti-fascisme et du Front populaire
(1934 - 36).
- 6° - La tactique des partis communistes au cours du second conflit impérialiste mondial.

I - LE COMITE ANGLO - RUSSE

En 1926, un évènement de grande importance devait bouleverser tant l'analyse de la situation donnée par le V° Congrès de l'Internationale (1924), que la politique qui en avait découlé en Russie et dans les autres pays. La situation mondiale avait été caractérisée par la formule de la "stabilisation", laquelle, évidemment, n'excluait pas la possibilité d'une reprise de la vague révolutionnaire, mais - à cause de la conséquence tactique qu'elle comportait - loin de faciliter l'orientation de l'Internationale vers une reprise de la lutte prolétarienne, devait la rendre prioritaire de formules tactiques et d'organismes qui ne se modifient ni ne se rompent du jour au lendemain.

En effet, le processus politique n'est pas un conglomérat informe d'expédients tactiques, de telle sorte que le parti puisse appliquer à chaque situation celui qui lui correspond, comme le ferait un médecin après avoir diagnostiqué la maladie. Le parti, qui est un facteur vivant de l'évolution historique, ne peut se former qu'en fonction de la tactique et de la politique qu'il applique, et il ne sera apte à intervenir dans une situation révolutionnaire que dans la mesure où il aura su s'y préparer dans les phases qui l'ont précédée. Cette préparation faisant défaut, il est évident que le parti, s'étant intégré dans un processus politique opposé, ne pourra qu'y demeurer ancré, s'interdisant par là-même toute possibilité de diriger la politique prolétarienne.

Or, lorsqu'en 1924 on avait parlé de "stabilisation", on ne s'était pas limité, évidemment, à un pur examen statistique et technique de l'évolution économique, mais, de l'indiscutable constatation de la baisse de la vague révolutionnaire (consécutive à la défaite de la révolution allemande de 1923), on avait tiré une conclusion politique - en parfaite harmonie, d'ailleurs, avec les décisions tactiques de l'Internationale. Ces décisions étaient axées sur l'objectif fondamental du maintien de l'influence communiste sur les grandes masses. Et comme, dans cette situation défavorable, le contact avec les grandes masses n'était possible qu'au travers du développement de rapports politiques avec les organisations social-démocratiques qui profitaient du reflux révolutionnaire, la formule de la "stabilisation" comportait la tactique du "noyautage" de la direction des partis et des syndicats social-démocrates .

Lorsqu'éclata, en 1926, la gigantesque grève des mineurs

anglais, l'Internationale ne pouvait donc que tirer les conséquences des prémisses tactiques déjà établies. Les chefs trade-unionistes se pressèrent d'établir des accords permanents avec les chefs des syndicats soviétiques, et le comité anglo-russe fut obligé d'exercer la fonction que les événements lui imposaient.

La grève devint générale et, si toute l'analyse économique faite par le V^e Congrès fut pulvérisée, il n'en fut pas de même pour la tactique qui en était résultée. L'Internationale, non seulement se trouva dans l'impossibilité de dévoiler aux masses le rôle contre-révolutionnaire des dirigeants trade-unionistes, mais encore dut aller jusqu'au bout et maintenir sa solidarité avec eux durant toute cette importante agitation prolétarienne dans un des secteurs fondamentaux du capitalisme mondial.

Pour mieux comprendre la tactique de l'Internationale dans cette question, il faut rappeler que, dans le même temps, la tendance de droite Boukharine-Rykov triomphait en Russie. Cette tendance s'était développée dans le cadre général d'une politique qui, après avoir assimilé le sort de l'Etat russe à celui du prolétariat mondial, en était venue, dans un second stade, à faire dépendre la politique des partis communistes des nécessités de cet Etat. Boukharine pourra justifier la tactique suivie dans le comité anglo-russe par les "intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S." (Exécutif de l'Internationale de mai 1927).

En ce qui concerne cette tactique, il suffit de rappeler qu'après les conférences anglo-russes de Paris en juillet 1926 et de Berlin en août 1926, à la conférence de Berlin d'avril 1927 les délégués russes qui avaient reconnu dans le Conseil Général "l'unique représentant et porte-parole du mouvement syndical en Angleterre" s'employèrent à "ne pas diminuer l'autorité" des chefs trade-unionistes et à "ne pas s'occuper des affaires internes des syndicats anglais", et ceci malgré la trahison ouverte de la grève générale par la direction social-démocrate. Il n'est pas inutile de rappeler également que le capitalisme anglais, à peine eut-il liquidé la grève générale, paya avec son habituelle gratitude les dirigeants russes qui lui avaient été si prodigues de services et que, directement à Londres, indirectement à Pékin, le gouvernement de Baldwin passera à l'offensive contre les représentations diplomatiques soviétiques.

La revue "L'Etat ouvrier", éditée par le parti communis-

te italien à Paris (numéro 5 de juillet 1927), dans un article sur " l'Exécutif et la lutte contre la guerre " (il s'agit de l'Exécutif de l'Internationale) écrit, à propos du comité anglo-russe et en polémiquant contre l'opposition russe : " cette tendance (l'opposition) est encore mieux mise en lumière par ses critiques de la réunion du comité anglo-russe. La réunion à Berlin du comité anglo-russe doit être considérée et jugée avec attention, sans précipitation et sans parti-pris. Le moment où le C.A.R. se réunit à Berlin était très grave au point de vue international. Le gouvernement conservateur anglais préparait la rupture avec la Russie. La campagne pour l'isolement de la Russie de tout le monde civilisé battait son plein. La délégation des syndicats russes fut-elle bien ou mal inspirée en faisant quelques concessions dans le but de ne pas en arriver, en ce moment-là, à une rupture avec la délégation des syndicats anglais ?". Ce document pose sous forme interrogative la question de la valeur de la tactique suivie par la délégation des syndicats russes à la réunion de Berlin; mais, comme nous l'avons vu, Boukharine fut bien plus explicite en affirmant que dans l'intérêt diplomatique de l'Etat russe il était nécessaire de ne pas dissoudre le Comité anglo-russe qui, cependant, avait servi de paravent aux chefs trade-unionistes pour saboter la grève générale, tandis qu'officiellement on reconnaissait en eux les "uniques représentants du mouvement syndical anglais".

Les documents officiels eux-mêmes posent donc le problème d'une manière non équivoque : un puissant mouvement prolétarien sera sacrifié parce que les exigences de la défense de l'Etat russe le veulent ainsi.

Voici d'autre part une nouvelle confirmation du rôle joué par le C.A.R. au sein du mouvement anglais. La revue " l'Internationale Communiste " (n° 17 du 15.8.1928) rapporte, dans un article de R. Palme Dutt sur l'assemblée plénière du parti communiste anglais de février 1928, les affirmations suivantes : "voici un tournant décisif dans l'attitude du parti communiste vis-à-vis des masses. Jusqu'à maintenant le P.C. avait joué le rôle de critique et d'agitateur indépendant (et pour cela de chef idéologique) dans le mouvement dirigé par les réformistes. Maintenant le devoir du P.C. est de combattre les réformistes pour se mettre lui-même à la tête des masses ". Et, dans une note, l'auteur ajoute : " on dit parfois que nous sommes passés du mot d'ordre : "lutter pour la direction", à celui de : "changement de direction". Ceci n'est pas exact. En fait, le mot d'ordre "changement de direction" avait été adopté avant la nouvelle tactique et même lorsqu'on combattait

cette nouvelle tactique, et cela ne signifiait qu'une chose : il faut remplacer, à la tête du mouvement, la "droite" du parti travailliste par la "gauche" de ce même parti. Actuellement le parti combat pour ses propres intérêts, et non pour corriger les erreurs du parti travailliste. Il faut lutter pour regrouper les masses derrière le P.C. et les éléments qui lui sont associés (minorités, etc...). C'est dans ce sens que le mot d'ordre de "changement de direction" est valable pour la période actuelle".

Le rôle du parti était donc, en 1926, d'agir en qualité de "chef idéologique du mouvement dirigé par les réformistes" et de "corriger les erreurs du parti travailliste". Quant à la nouvelle tactique, qui sera tout aussi pernicieuse pour le mouvement prolétarien que la tactique opposée du C.A.R., nous en reparlerons dans le chapitre consacré à l' "offensive" et au "social-fascisme".

II - LA QUESTION RUSSE.

En 1926 - 27, la Russie traversait une grave crise économique; jusqu'en 1923 - 24, deux positions opposées avaient été défendues au sein du parti russe : celle de la droite Boukharine - Rykov qui, rompant avec les conditions préjudiciables posées par Lénine à la N.E.P. (Cf. le discours sur l'impôt en nature), préconisait un appui à l'expansion des couches capitalistes, à la campagne surtout; celle de la gauche trotskystes qui, sur la base des formulations de Lénine, tendait à l'institution d'un plan économique centré sur le renforcement du secteur étatique au détriment du secteur de capitalisme privé.

Le parti russe passe à la lutte contre Trotsky; mais le groupe dirigeant qui va de Boukharine - Rykov à Staline - Zinoviev - Kamenev, s'il procède d'une façon unitaire dans la lutte contre le prétendu "trotskysme", n'atteint pas, cependant, à une unité de vues sur le plan positif des solutions à adopter vis-à-vis des graves problèmes économiques nés de l'instauration de la N.E.P. La droite lance le mot d'ordre "paysans enrichissez-vous" et menace ouvertement le monopole du commerce extérieur, mais sans parvenir ni à imposer un plan économique et politique clairement orienté vers l'anéantissement des conditions préjudiciables posées par Lénine à la N.E.P., ni à se différencier nettement du centre, alors personnifié par Staline - Zinoviev - Kamenev (pour nous limiter, aux chefs russes les plus importants). Comme toujours, la droite

n'a pas besoin de définir clairement sa position et se fie surtout à l'impulsion directe des événements, qui, dans ce cas défavorable au mouvement révolutionnaire, ne peuvent que lui être propices. L'essentiel est pour elle la lutte contre la tendance prolétarienne et dans ce but elle se sert du centre qui, mieux qu'elle, pourra finalement assurer cette tâche contre-révolutionnaire

Les années 1926 et 1927 voient une situation où les divers courants du parti russe ne s'affrontent pas au sujet des solutions particulières à adopter face aux graves problèmes dans lesquels se débat la Russie, mais où les débats portent surtout sur les questions générales et théoriques. Les solutions pratiques interviendront plus tard, à la VI^e Conférence du parti russe (1929), où sera décidée la mise en oeuvre du premier plan quinquennal. En 1926 - 27 la lutte est circonscrite à la tâche essentielle de l'heure : disperser toute réaction prolétarienne au sein du parti russe. Selon le compte-rendu de la réunion plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de contrôle du parti russe (Cf. "Etat ouvrier" de septembre 1927), " l'opposition se divise en trois groupes :

- 1° Un groupe d'extrême gauche dirigé par les camarades Sapronov et Smirnov.
- 2° Un groupe qui accepte l'hégémonie de Trotsky et dont font partie, parmi les plus connus, Zinoviev, Kamenev, etc.
- 3° Un groupe qui s'efforce de prendre une position intermédiaire entre les courants d'opposition et le Comité central (Kasporova, Bielinkaia, Ovssanikov, etc.)".

Quant au premier groupe, le document officiel caractérise ainsi son analyse de la situation :

" a). la lutte à l'intérieur du parti a le caractère d'une lutte de classes entre la fraction ouvrière du parti et l'armée des fonctionnaires.

" b). cette lutte ne peut se limiter à l'intérieur du parti, mais doit intéresser les grandes masses sans parti dont l'opposition doit conquérir l'appui.

" c). il est possible que l'opposition soit battue; dans cette perspective elle doit constituer un cadre actif, qui défende la

" cause de la révolution prolétarienne dans l'avenir.

" d). le bloc Trotsky - Zinoviev ne comprend pas cette nécessité;
" il tend au compromis avec le groupe Staline; il n'a pas une ligne
" tactique claire; les hésitations de Trotsky et Zinoviev doivent
" être dénoncées et démasquées comme celles du groupe Staline.

" e). dans ces dernières années les éléments capitalistes de la
" production se sont développés plus rapidement que les éléments
" socialistes; étant donné le retard technique du pays et le bas
" niveau de la productivité du travail, il n'est pas possible de
" passer à une organisation vraiment socialiste de la production
" sans l'aide des pays techniquement avancés ou sans l'intervention
" de la révolution mondiale.

" f). l'erreur principale de la politique économique du parti
" consiste dans la réduction des prix, dont bénéficient, non pas
" la classe ouvrière, mais tous les consommateurs et donc la bour-
" geoisie et la petite-bourgeoisie également.

" g). la liquidation de la démocratie dans le parti et de la dé-
" mocratie ouvrière, en 1923, est le prélude à l'instauration d'une
" démocratie des paysans riches.

" h). pour modifier cet état de choses, il faut passer à l'orga-
" nisation de grandes entreprises d'Etat, dotées d'une technique de
" production parfaite, pour la transformation des produits de l'agri-
" culture.

" i). le Guépéou, au lieu de lutter contre la contre-révolution,
" lutte contre le mécontentement justifié des ouvriers; l'armée
" rouge menace de se transformer en un instrument d'aventurisme
" bonapartiste; le Comité Central est une fraction "staliniste" qui,
" en commençant par la liquidation du parti, finira par détruire
" la dictature du prolétariat; il faut "restaurer" le système des
" soviets."

Ce courant est considéré par le C.C comme "un groupe
d'ennemis du parti et de la révolution prolétarienne". Le C.C.
affirme d'autre part que ce groupe "est constitué solidement en
fraction illégale, non seulement au sein du parti, mais au sein
de la fraction Trotsky-Zinoviev elle-même. Il en résulte qu'un
des groupes de cette fraction, le groupe d'Omsk, s'était fixé comme

objectif la préparation d'une grève générale dans toute la Sibérie et l'arrêt de l'activité des grandes centrales électriques de la région ".

Quant au groupe Trotsky - Zinoviev, le même document du C.C. du parti russe écrit :

" Le groupe Trotsky - Zinoviev est responsable des plus violentes attaques contre le C.C et contre sa ligne politique, ainsi que d'une activité fractionnelle ouverte tout au long de l'année 1927, enfreignant ouvertement les solennels engagements pris avec la déclaration du 16 Octobre 1926.

" Dans ces derniers temps ce groupe a concentré ses attaques contre la ligne du parti dans la politique internationale (Chine, Angleterre) en spéculant sur les difficultés survenues dans ce domaine. Il a répondu à la préparation de la guerre contre l'U. R.S.S. par des déclarations qui représentent un sabotage de l'action que le parti déploie pour la mobilisation des masses contre la guerre et pour la résistance. C'est ainsi que se présentent, l'affirmation que le C.C du parti est sur la voie d'une dégénérescence thermidorienne, que la politique du parti est "nationale-conservatrice", que la ligne du parti est une ligne pour "vieux paysans", que le plus grand péril qui menace la Russie n'est pas la guerre, mais le régime interne du parti, etc... Ces affirmations furent accompagnées par des actes de violation de la discipline et de fractionnisme ouvert : édition de documents de fraction, organisation de fractions, de cercles, de conférences, etc... discours de Zinoviev contre le C.C. dans une assemblée de sans parti, attitude de Trotsky à la réunion de l'Exécutif, accusation de " thermidorisme " portée par Trotsky contre le parti dans une réunion de la commission centrale de contrôle, démonstration publique contre le parti lors du départ de Smilga dans une gare de Moscou. Dernièrement une campagne de pétitions fut organisée contre le C.C., en faisant circuler un document signé par les 83 principaux représentants de l'opposition. En outre le groupe Trotsky - Zinoviev a maintenu des rapports avec le groupe d'extrême gauche exclu du parti allemand (Maslov - Fisher).

" Tout ceci montre que le groupe Trotsky - Zinoviev, non seulement a violé tous les engagements pris par la déclaration du 16 Octobre 1926, mais :

" 1° - s'est mis dans une voie qui le porte à être contre la
" défense inconditionnée de l'U.R.S.S. dans la lutte contre l'im-
" périalisme; les accusations de thermidorisme contre le C.C. ont
" comme conséquence logique la proclamation de la nécessité de la
" défense de l'U.R.S.S. après seulement que le C.C. ait été ren-
" versé.

" 2° - s'est engagé dans la voie qui mène à la scission du
" Komintern.

" 3° - s'est engagé dans la voie qui mène à la scission du
" parti russe et à l'organisation d'un nouveau parti ".

Quant au groupe intermédiaire, le C.C. le considère
comme " un groupe d'opposition larvée, indice, probablement, d'un
" certain égarement apparu chez certains éléments moins sûrs d'eux-
" mêmes face aux graves difficultés du moment ".

Toute cette citation permet de se rendre compte de la
gravité de la situation existant en Russie, dans cette période.
Malgré les exagérations évidentes dans la manière de présenter les
points de vue de la fraction d'extrême gauche et de la fraction
Trotsky - Zinoviev, il est clair que même pas ce qu'écrit le C.C.
accusateur n'autorise à conclure que les deux groupes opposition-
nels puissent être assimilés aux menchevicks et aux contre-révo-
lutionnaires.

Quant aux positions défendues par la droite, elles re-
présentent indubitablement une étape vers la restauration de la
classe bourgeoise en Russie, suivant le type classique de la re-
constitution d'une économie basée sur l'initiative et la propriété
privée. Mais l'histoire devait exclure cette éventualité. Dans la
phase de l'impérialisme monopoliste et du totalitarisme étatique,
l'inversion de la politique russe passera par la voie des plans
quinquennaux - dont nous parlerons par la suite - et du capitalisme
d'Etat.

Mais, comme nous le disions, avant d'arriver à ce pas
décisif il fallait gagner définitivement la bataille contre les
divers groupes d'opposition, bataille qui était menée en réalité
contre le parti lui-même et contre l'Internationale, puisqu'elle
porta sur le point fondamental de la doctrine marxiste: sur la
notion internationale et internationaliste du communisme.

La résolution du C.C. que nous avons citée représentait une "demi-mesure", puisque les questions n'étaient pas définitivement résolues. C'est en décembre 1927, au XV^{me} Congrès du parti russe - et après l'insuccès de l'épreuve de force tentée par l'opposition avec la manifestation de Léninegrad - que les problèmes seront pleinement affrontés.

La grande bataille du XV^o Congrès se déroula autour de la nouvelle théorie du "socialisme dans un seul pays" et autour de l'incompatibilité entre l'appartenance au parti et à l'Internationale et la non acceptation de cette thèse.

Sur ce point fondamental, le VII^o Exécutif Elargi (Novembre - Décembre 1926) s'était prononcé en ces termes : " le parti " part du point de vue que notre révolution est une révolution socialiste, que la révolution d'octobre ne représente pas seulement " le signal, le premier bond en avant et le point de départ de la " révolution socialiste en Occident, mais :

" 1^o représente une base pour le développement futur de la " révolution mondiale.

" 2^o ouvre la période de transition du capitalisme au socialisme dans l'Union des Soviets (la dictature du prolétariat) où " le prolétariat a la possibilité d'édifier avec succès, moyennant " une juste politique vis-à-vis de la classe paysanne, la société " socialiste complète. De toutes les façons cette édification ne " sera réalisée que si la force du mouvement ouvrier international " d'une part, et la force du prolétariat de l'Union des Soviets, " d'autre part, sont assez grandes pour protéger l'Etat des Soviets " d'une intervention militaire " .

On voit que la réalisation de la "société socialiste complète" ne dépend plus, comme au temps de Lénine, du triomphe de la révolution dans les autres pays, mais de la capacité du mouvement international de "protéger l'Etat des Soviets d'une intervention militaire ". Les événements ont prouvé par la suite qu'il y aura, pour "protéger" la Russie des Soviets, les deux plus grands Etats impérialistes : la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Aussi bien au VII^o Exécutif Elargi qu'aux autres nombreuses réunions du parti russe et de l'Exécutif de l'Internationale le prolétariat russe perdit sa bataille. La consécration de cette

défaite eut lieu au XVme Congrès du parti russe (décembre 1927), lorsque fut proclamé qu'il y avait incompatibilité entre l'appartenance au parti et la négation de la "possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays ".

Mais une telle défaite devait avoir des conséquences décisives tant pour la Russie que pour le mouvement communiste mondial. La lutte des classes n'admet pas de voies intermédiaires, surtout dans les moments culminants comme ceux de notre époque. La proclamation de la théorie du socialisme dans un seul pays, comme elle ne pouvait se résoudre pratiquement par l'extraction de la Russie d'un monde où - après la défaite de la révolution chinoise - le capitalisme passait partout à la contre-attaque, et par le fait même qu'elle brisait le lien nécessaire entre la lutte de la classe ouvrière de chaque pays contre son propre capitalisme et la lutte pour le socialisme au sein de la Russie, niait le facteur de classe prolétarien et devait inévitablement en admettre un autre, sur lequel la Russie s'appuyait toujours plus : le capitalisme mondial. Evidemment, ce tournant de l'Etat russe n'était possible qu'à deux conditions :

1° que les partis communistes cessent de représenter une menace pour le capitalisme.

2° qu'à l'intérieur de la Russie le principe de l'économie capitaliste - l'exploitation des travailleurs - soit définitivement consacré

Dans ce chapitre nous traiterons le second point et le premier point sera traité dans les chapitres suivants .

Sur la base d'une logique que nous voudrions qualifier de " chronologique ", s'est formée l'opinion que la dégénérescence de l'Etat russe part de l'adoption de la N.E.P. en mars 1921 pour arriver inévitablement au nouveau cours introduit après 1927.

Cette opinion est superficielle et ne correspond pas à une analyse des événements conduite suivant les principes marxistes.

Il faut mettre en évidence que la manoeuvre économique était rendue nécessaire par les événements, par les difficultés insurmontables dans lesquelles se débattait la dictature du pro-

létariat; et elle était possible précisément parce qu'elle était réalisée dans un régime de dictature prolétarienne. Ceci ne veut pas dire, évidemment, que les forces économiques bourgeoises ne s'accrurent pas, ni que le rapport des forces politiques ne tendît pas à changer; toutefois, ce changement au profit des forces bourgeoises apporté par la N.E.P. ne pouvait devenir périlleux pour la dictature prolétarienne en Russie que dans la mesure où le rapport des forces international se déplacerait, comme il arriva effectivement, vers la réaction bourgeoise et le reflux de la vague révolutionnaire. Dans le cas contraire la reprise momentanée des forces bourgeoises aurait été enrayée par la dictature prolétarienne qui aurait maintenu ses positions politiques.

La position de Lénine, depuis 1917, est basée sur ces considérations principales :

1° - une intransigeance politique absolue, qui amènera le parti bolchévick à conduire la lutte la plus ouverte contre toutes les formations politiques bourgeoises y compris celle de l'extrême gauche social-démocratique. On sait que, en janvier 1919, Lénine, après avoir analysé les résultats des élections à la Constituante suivant des critères classistes et non suivant les critères vulgaires de la démocratie parlementaire, et après avoir constaté que les bolchevicks, minorité arithmétique à l'échelle de tout le pays, étaient pourtant en majorité dans les centres industriels, passa à la dissolution violente de cette Assemblée élue sur la base des principes démocratiques.

2° - une politique économique avisée qui déterminait les possibilités du prolétariat - et par conséquent du parti de classe - en connection avec les possibilités concrètes qu'offrait un degré modeste de développement des forces productives et de la technique productive. Le programme de Lénine comportait le simple "contrôle de la production", ce qui signifiait le maintien des capitalistes à la tête des industries.

Cette contradiction apparente entre une politique économique de concessions et une politique générale extrêmement intransigente demeure incompréhensible tant que l'on ne se place pas - comme le faisait Lénine - sur le plan international, en considérant la révolution russe dans le cadre du développement de la révolution mondiale. Si, à l'intérieur de la Russie, les concessions dans le domaine économique sont inévitables, à cause du

faible développement industriel du pays, du point de vue politique, au contraire - puisque l'expérience de la dictature prolétarienne est fonction des événements internationaux - la plus grande intransigeance devient non seulement possible, mais nécessaire, car il s'agit en définitive d'un épisode de la lutte mondiale du prolétariat.

Lénine agissait en fonction des principes marxistes soit en 1917 lorsqu'il se limitait au " contrôle des industries", soit durant le " communisme de guerre " entre 1918 et 1920, soit lorsqu'il préconisa la N.E.P. en mars 1921. Toute sa politique est déterminée par une vision internationale du problème russe et la N.E.P. elle-même sera considérée comme inévitable à cause du retard de l'assaut révolutionnaire du prolétariat mondial.

On sait que Lénine, en substituant l'impôt en nature (le paysan pouvait disposer à son gré de son produit, après versement de la cote due à l'Etat) au système des réquisitions (qui ôtait au paysan toute possibilité de disposer de son produit) et en autorisant le rétablissement du marché et de la petite industrie subdivisait l'économie russe en deux secteurs: étatique et privé. Le premier secteur devait engager une course de vitesse avec le second afin de le vaincre dans le domaine économique grâce à sa supériorité dans le rendement du travail et l'augmentation de la production.

Toutefois, la qualification de "socialiste" que l'on donnait parfois au secteur étatique ne signifiait absolument pas que la forme étatique fût suffisante pour déterminer la nature socialiste de ce secteur; elle exprimait simplement ce fait que le secteur étatique était entre les mains de la dictature du prolétariat, dont le but final était le développement du socialisme .

Lénine instaura la N.E.P. en mars 1921. C'est en 1923 - 24 que ses premiers résultats se manifestèrent; dans le même temps la lutte au sein du parti russe démontre que les prévisions d'un développement du secteur étatique au détriment du secteur privé n'étaient pas confirmées par les événements. Tandis que Trotsky préconisera des mesures destinées au développement du secteur "socialiste" (étatique) et à la lutte contre la bourgeoisie renaissante, dans les campagnes surtout, la droite de Boukharine proposera comme solution aux problèmes économiques une plus grande liberté pour les éléments capitalistes privés de l'économie soviétique.

En 1926-27 la bataille, au sein du parti et de l'Internationale, prit les proportions que nous avons rappelées et la défaite des éléments de gauche fut totale; ils ne purent rester dans le parti qu'à la condition de renier le principe international et internationaliste de la lutte pour le socialisme.

L'évolution historique n'obéit pas à des principes formels, si bien que le triomphe définitif des principes du capitalisme pouvait se manifester en Russie autrement que par un rétablissement de la forme classique de la propriété individuelle. A partir de 1927 la Russie se trouvera toujours plus environnée par une situation mondiale caractérisée par le totalitarisme d'Etat et la soumission à celui-ci de toutes les formes d'initiative privée.

Après la défaite de la gauche au sein du parti russe nous n'assistons pas - à cause des caractéristiques de l'évolution générale - au triomphe de la droite; au contraire la solution des problèmes économiques ne sera obtenue qu'au travers d'une lutte contre la stratification capitaliste issue de la N.E.P.

Mais existe-t-il ou non une solution de continuité entre la politique de la N.E.P. et celle des plans quinquennaux qui devait triompher par la suite ? Pour répondre à cette question il faut d'abord considérer que, comme le démontre Ch. Bettelheim dans son ouvrage sur " la planification soviétique ", la N.E.P. n'avait atteint ses objectifs ni dans le domaine politique où elle avait amené une hypertrophie de la bureaucratie, ni dans le domaine économique où, au lieu d'assurer la victoire du secteur étatique, elle avait conduit à un renforcement du secteur privé, ni enfin dans le domaine économique plus général puisque la période 1926 - 27 avait marqué une grave crise économique en Russie.

En présence de ce que Bettelheim qualifiera de "faillite de la N.E.P." on peut se demander si 1927 devait inéluctablement marquer l'heure des règlements de compte et si, à cause des circonstances internationales défavorables, il n'existait plus aucune possibilité de maintenir l'Etat russe aux mains du prolétariat. Mais nous ne nous occuperons pas ici de ce problème, le but de ce travail étant seulement d'apporter des éclaircissements sur le cours des événements eux-mêmes (1)

(1) Cf.. à propos de ce problème, le "Dialogue avec les morts" p. 83 ("Le tournant de 1926") et ses annexes : "Repli et déclin de la révolution bolchevique", p. 129-138.

Le fait indiscutable, c'est que la ré-institution du principe économique de l'exploitation capitaliste fut consacrée par les plans quinquennaux, dont le premier fut décidé à la XVI^e Conférence du Parti russe en avril 1929 et approuvé au V^e Congrès des Soviets en mai 1929 (1). Le but fondamental de ces plans est tout d'abord de rattrapper puis de dépasser continuellement les indices de production, en prenant comme point de référence soit la période précédant 1914, soit les résultats obtenus dans les autres pays. En un mot, quelle sera la substance de la nouvelle reconstruction soviétique? Les documents officiels n'en font pas mystère: il s'agit de reconstruire une économie de type capitaliste que l'on qualifiera d'autant plus de "socialiste" que les sommets atteints par la production seront plus élevés (2).

(1) Après la révolution d'octobre 17 les rapports de production en Russie n'avaient pas cessé d'être capitalistes, comme Lénine, à plusieurs reprises, l'a rappelé. Mais le principe de la révolution russe c'était la révolution mondiale pour le socialisme, en l'attente de laquelle, il a bien fallu assurer à la Russie un développement productif qui, dans l'état arriéré et délabré de l'économie de ce pays, devait forcément passer par le mercantilisme et le salariat, c'est-à-dire l'exploitation de la force de travail.

La politique qui succéda à la contre-révolution stalinienne et à l'avènement de la théorie du "socialisme dans un seul pays" fut toute différente: la Russie s'aligna sur la production concurrentielle internationale, la spoliation de la force de travail y fut poussée jusqu'à sa limite extrême, les hommes du Kremlin s'apprêtèrent à sacrifier au capitalisme mondial (et en particulier au capitalisme yankee) ce que Staline disait être "le capital le plus précieux": la vie de millions de travailleurs. Le mot d'ordre d' "émulation pacifique" entre l'Est et l'Ouest, que prônent actuellement ses successeurs, est la consécration du principe du capitalisme, inauguré en Russie avec les premiers plans quinquennaux. Pour tous ces points d'histoire et d'économie voir le "Dialogue avec les morts ".

(2) Il est particulièrement important de lutter contre cette falsification de Moscou qui présente la rapidité d'accroissement de la production soviétique comme une preuve de sa nature socialiste, tant pour rétablir les véritables critères du socialisme que pour montrer l'identité des systèmes économiques russe et occidental - c'est une question sur laquelle nous reviendrons, mais le lecteur peut se référer utilement au "Dialogue avec les morts" (p.53 - 55) et à ses annexes (p. 138 - 153).

Le plan économique conçu par Lénine et approuvé au IX^e Congrès du Parti Communiste russe en Avril 1920 centrait tout le problème sur le développement de l'industrie de consommation: ceci signifiait que le but essentiel de l'économie soviétique était l'amélioration des conditions de vie des masses travailleuses. Par contre, la théorie des plans quinquennaux vise à un développement maximum de l'industrie lourde au détriment de l'industrie de consommation. L'aboutissement des plans quinquennaux à l'économie de guerre et à la guerre elle-même était, par ce fait même, aussi inévitable que l'évolution correspondante de l'économie du reste du monde capitaliste.

Parallèlement à ce fait, la définition de l' "industrie socialiste" subira un bouleversement complet et l'on affirmera que son critère distinctif réside dans la forme non privée et étatique de l'économie : l'Etat-patron deviendra ce dieu auquel on fera l'offrande non seulement des sacrifices de millions de travailleurs russes qui devront rivaliser de zèle dans la quantité et la qualité de la production sous peine d'être condamnés comme " trotskystes", mais encore des cadavres des pionniers de la révolution russe.

Le principe économique de l'exploitation croissante des travailleurs, propre au capitalisme, s'affirmera définitivement en Russie parallèlement aux lois générales de l'évolution historique qui amenaient l'intervention croissante et totalitaire de l'Etat. Boukharine et Rykov, eux aussi, seront condamnés à mort et exécutés. Le totalitarisme d'Etat triomphe en Russie, comme il triomphera ailleurs par la suite. La conséquence sera partout la même : la préparation et la gigantesque participation au second conflit impérialiste mondial.

La gauche italienne, qui avait compris dès le début la substance de l'évolution politique en Russie, ne se laissa pas tromper - contrairement à Trotsky - par la forme étatique de la propriété en Russie et, dès 1933, elle montra la nécessité d'assimiler la Russie soviétique au monde capitaliste en préconisant partout la même tactique défaitiste au cours du conflit impérialiste où, inéluctablement, elle allait être conduite par la théorie du "socialisme dans un seul pays " et la théorie des plans quinquennaux.

A suivre.

(Renvoi p.) : A. Bordiga dirigeant principal de la Gauche italienne; une brochure retraçant l'histoire de cette tendance - dont nous revendiquons la lutte politique, ainsi que le corps complet de thèses politiques, économiques et tactiques en parfait accord avec le marxisme orthodoxe - et de sa lutte contre la dégénérescence de l'Internationale communiste sera publiée prochainement par nos soins. Le lecteur peut toutefois trouver des renseignements à ce sujet dans les préfaces au "Dialogue avec les morts" et au "Dialogue avec Staline", dans les compléments au "Dialogue avec les morts" (Cf. plus particulièrement p. 137-138), ainsi que dans deux articles parus dans nos numéros 1 ("Programme Communiste : présentation de la revue") et 2 (Avant-propos au "Principe démocratique"). Nous rappellerons simplement ici que l'Italie est le seul pays - en dehors de la Russie - où se soit vérifiée une continuité parfaite du courant marxiste et où le Parti Communiste soit né à la suite d'une bataille politique et théorique menée par une fraction organisée de communistes contre le centre et la droite du vieux Parti Socialiste. La méthode qui présida à la formation du P.C. italien fut, dans son essence, semblable à celle qui amena la délimitation du Parti Bolchevik russe; rappelons-en très brièvement les principales étapes : création, dans l'immédiat après-guerre de la Fraction Communiste Abstentionniste, dont l'organe, paraissant à Naples, était "Le Soviet" (on doit ajouter que dès l'hiver 1914-15 Bordiga publia dans l' "Avanti" une série d'articles sur la guerre impérialiste et l'effondrement de la II^e Internationale qui rejoignaient les positions de Lénine); tout le travail de la Fraction est orienté vers la formation du Parti, qui est réalisée par la scission du congrès de Livourne en janvier 1921 (outre la fraction Abstentionniste, le nouveau parti englobe également le groupe dit de l' "Ordine Nuovo" de Turin, dirigé par Gramsci et Tasca, mais qui, alors, accepte la plate-forme définie par la Gauche); jusqu'à la fin de 1922 la Gauche Communiste dirigera le Parti italien; elle fut ensuite évincée de cette direction par l'Exécutif de l'Internationale tout en conservant pendant longtemps encore la confiance de la majorité du parti, tandis qu'elle développait sa critique fondamentale de la dégénérescence de l'Internationale. Exclue du Komintern en 1927, elle se constitue en fraction à l'étranger (le fascisme dominait l'Italie) et devait former après la "libération" le Parti Communiste Internationaliste (organe bi-mensuel : "Il Programma Comunista ") qui reste solidement ancré sur les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire et est le seul véritable continuateur à l'échelle mondiale et d'une manière complète et cohérente, de la grande Internationale Communiste des années révolutionnaires.

LA RECESSION AMERICAINE ANNONCE-T-ELLE UN NOUVEAU 1929 ?

Diagnostic de la crise aux U.S.A.

Après avoir marqué une stagnation en 1956 par rapport à 1955, la production américaine a accusé une véritable baisse dès 1957. Dans les premiers mois de 1958, celle-ci s'est encore accentuée, et dans le monde entier, économistes et politiciens discutent de la "récession" économique américaine et des mesures que le gouvernement des Etats-Unis se dispose à prendre pour en prévenir l'aggravation.

Nous ne sommes certainement pas à la veille d'une crise comparable à celle de 1929, qui, historiquement, se situe à égale distance des années de production maxima (1916 et 1942) des deux guerres impérialistes auxquelles le capitalisme américain doit son hégémonie mondiale. Toutefois, les phénomènes actuels de l'économie américaine suffisent à donner la certitude que cette grande crise viendra. Ils réduisent à néant le mensonge qui consiste à présenter l'augmentation effrénée du volume de la production comme un bien en dépit du fait que, pour absorber la quantité croissante des marchandises, il faut forcer artificiellement les besoins humains. Ils permettent en outre de réfuter théoriquement toute perspective de stabilité et d'équilibre, c'est-à-dire l'optimisme social fallacieux qui croit à la possibilité de boucler harmonieusement le cycle production-consommation en économie mercantile et monétaire .

Nous nous proposons tout d'abord de comparer les données numériques de ce début de récession et celles de la crise mémorable de 1929 - 32 pour juger de l'importance de la dépression actuelle.

Nous verrons qu'aussi bien qualitativement que quantitativement le processus actuel rappelle beaucoup plus d'autres conjonctures de repli économique aux Etats-Unis que la grande crise. Entre 1929 - 32 et la récession actuelle, en compte cinq conjonctures semblables.

La première a eu lieu en 1937 - 38, et trouva une solution rapide avec l'éclatement du conflit en Europe. Nous l'avons souvent appelé la "crise de Staline", car ce fait marquait la faillite de la conception historique qui porte son nom et qui s'oppose à celle de Lénine et Trotsky. L'Economist la définit ainsi : " la révolution aurait progressé non par des mouvements " intérieurs dans les pays étrangers à la Russie, mais par l'avance de l'Armée rouge". Cette conception a été historiquement infirmée, puisqu'au lieu de faire la révolution, l'armée rouge s'est mise au service du capitalisme occidental! C'est ce qui incite l'Economist à dire que par leur tournant du XX^{me} Congrès, les Russes se préparent à revenir à Trotsky. En réalité, à chacune de leurs voltes-face, mais surtout avec celle de Krouchtchev, les Russes, qui tournent toujours plus le dos à Staline, s'écartent à plus forte raison davantage encore de Trotsky, Lénine et Marx.

Les autres crises secondaires de l'économie américaine se sont produites en 1943- 44, 1945 et 1946. La première, à peine sensible, traduisait l'épuisement de l'appareil de production américain après le puissant effort qui lui avait été imposé entre 1939 et 1943 par la guerre et qui, en quatre ans seulement, avait triplé son potentiel productif.

On avait assisté à une récession entre 1948 et 1949. Assez faible, elle fut résolue de la même façon qu'en 1939, quoi qu'à une échelle plus réduite, par la grande affaire commerciale que fut la guerre de Corée. Elle fut suivie d'une nouvelle reprise.

Entre 1953 et 1954, enfin, il y eut une autre récession sans gravité. Elle fut suivie d'un grand boum, puis de la dépression actuelle que tous s'efforcent de bien définir.

La production industrielle .

Nous examinerons tout d'abord l'indice de la production industrielle que nous calculerons de façon à ne pas faire intervenir les grandes fluctuations subies par le dollar pendant toute cette époque. Quelle que soit leur importance, ces crises présentent toutes cette caractéristique que la production décroît pendant un certain nombre d'années, pour recommencer ensuite à augmenter. Mais aucune de celles que nous venons d'énumérer n'approche, même de loin, la crise du "vendredi noir".

De 1929 à 1930, l'indice industriel tomba de 12%.

De 1930 à 1931, de 17,4 %

De 1931 à 1932, année de la production minima, de 21,7%.

En trois ans, la dégringolade atteignit donc 44%. La production tomba presque à la moitié (55,5 %) du maximum de 1929, qui était pourtant déjà affecté par la crise qui éclata en octobre. 44% en trois ans, cela donne une diminution annuelle moyenne de 17,5 %, chiffre notable (1).

Pour qu'une crise soit comparable à celle de 1929 - 32 il faut, dirons-nous, que la diminution de la production se poursuive pendant trois ans, et que son rythme soit de 17,5% par an.

La crise de 1938 - 39 débuta avec violence, mais elle ne dura qu'un an. Pendant cette année, la production tomba de 26,4 % Mais il est beaucoup plus facile de repartir de 74,6 % que de 56,4%. Le remède fut héroïque, il est vrai: guerre en Europe, avec commandes colossales à l'industrie américaine.

La crise de 1943 - 46, elle, dura trois ans, tout comme la grande crise. Les baisses annuelles de la production furent respectivement de 2,2% - 13,8 % - 12,8%, ce qui donne un total de 26,3 % pour la période, et une diminution annuelle de 10% c'est-à-dire beaucoup moins que lors de la crise de 1929.

La petite crise de 1948 - 49 ne fit baisser la production que de 6,2%, ce qui est très peu.

En 1953 - 54, la diminution ne dépassa pas 7,3 %, ce qui n'était pas grave non plus, et elle ne dura pas davantage.

Entre 1956 et 1957, il n'y a pas eu de baisse de la production. Les statistiques officielles qui prennent 1948 - 49 pour année base, ont donné les indices de 143 et 144, pour ces deux années, puis de 143 et 143 (517, si l'on prend 1913 pour année - base). Pour 1958, un expert avait prévu l'indice 138, ce qui représenterait une diminution de 3,5 %.

Une diminution apparaît pourtant si l'on considère les données ensuelles (2).

(1) Si l'on tient compte du fait que pendant ces trois ans (29 - 32) la population passa de 121,9 millions à 124,9 millions, ce qui représente une augmentation de 2,5% à égalité d'habitants, cela porte la chute de la production moyenne à 54,2%.

(2) La production connaît des variations mensuelles qui ne sont pas régulières, mais suffisantes pour qu'il vaille mieux confronter des mois identiques des années successives que de faire des moyennes partielles.

Jusqu'en juillet, la production de 1957 excède celle de 1956 : + 2,1 % en juin ; + 5,9 % en juillet. Mais dans les mois suivants, une diminution par rapport aux mois correspondants de l'année précédente se fait jour : août : + 0,7 ; septembre : -0,7% ; octobre : -3,4% ; novembre : - 4,8% ; décembre : -6,8% ; janvier 1958 accuse une diminution de 8,9% par rapport à janvier 1957. L'ordre de grandeur de cette baisse est le même qu'en 1948-49 et 1953-54, crises brèves où la production baisse peu.

L'emploi de la force de travail.

On a annoncé que le nombre des chômeurs atteignait 5 millions en février 1958, et la nouvelle a fait grande impression. La force de travail disponible étant de 68 millions environ, ce chiffre représente les 7,4% des travailleurs.

7,4% de chômeurs est un chiffre notable, et il se peut qu'il augmente encore. On ne doit toutefois pas oublier que janvier et février sont les mois de chômage maximum. Ces 5 millions représentent-ils vraiment la "côte d'alerte", comme il a été dit? Pour le savoir, il faut nous référer aux chiffres de 1929-32.

En 1929, il n'y avait que 1,6 million de chômeurs; au cours de la première année de crise, ce chiffre s'éleva à 4,3 millions; pendant la seconde, à 8 millions; pendant la troisième, à 12,1 millions. Il se mit à décroître ensuite. Mais la population d'alors ne représentait guère plus des 2/3 de celle d'aujourd'hui, de même que la force de travail. En outre, dans les statistiques actuelles, on compte comme force de travail les jeunes générations et on inclut dans le nombre des chômeurs des adolescents aptes au travail, mais n'ayant jamais eu d'emploi. Il vaut donc mieux nous en tenir aux pourcentages.

De 1929 à 1932, le nombre des chômeurs varia de 3,2% à 8,6% puis de 15,8% et 23,5% de la force de travail disponible, ce qui est énorme. Si l'on calcule - comme c'est préférable - le pourcentage des ouvriers occupés par rapport à l'ensemble de la force de travail disponible, on trouve successivement : 96,3% - 90,8% - 83,6% - 75,8%. Les baisses successives sont de 5,8% - 8% et 9,4%, soit, pour toute la période, de 21,3%. La chute moyenne annuelle s'élève à 8%.

Pendant la crise de 1937-38 le nombre des ouvriers occu-

pés diminue seulement de 5,8%.

Pour la période de 1943 - 46, on a une baisse de 3,8% la première année, et de seulement 0,3% pendant la seconde. Pendant la troisième, si l'indice de production continue à descendre fortement, le nombre des ouvriers occupés augmente de 14,3 %. Il s'agit de l'année 1945 - 46, et le phénomène s'explique certainement par les commandes étatiques pour les territoires occupés. De toutes façons, aucun rapport avec la grande crise.

Dans les crises de 1948 - 49 et de 1953 - 54, il n'y a pas eu de chômage.

Aujourd'hui, la situation est la suivante :

En 1954, les chômeurs formaient les 5% de la population ouvrière disponible.

En 1955, les 4%.

En 1956, ils sont tombés à un minimum absolu: 3,8%

En 1957, ils sont remontés à 4,5%

Dans les premiers mois de 1958 ils ont atteint respectivement les 6,7% et 7,4% de la force de travail disponible.

Quel sera le chiffre moyen pour 1958? Nous pouvons faire une comparaison mois par mois, en donnant cette fois les différences arithmétiques entre les pourcentages respectifs des chômeurs dans les mois correspondants de 1956 et 1957 :

Juin : +0,6 - Juillet : + 0,2 - août : + 0,6 - septembre : + 0,8
octobre : + 0,9 - novembre : + 1,1 - décembre : + 1,3. En janvier 1958, on avait 1,9% de chômeurs de plus qu'en Janvier 1957 et 2,7% en février.

Pour l'ensemble de l'année 1958, nous ne pouvons faire qu'une hypothèse. Supposons que la moyenne annuelle de 4,3% de chômeurs que l'on a eue en 1957 augmente en 1958 de 5,7%, c'est-à-dire passe à 10%. Le pourcentage des ouvriers occupés tombera de 95,7% à 90, soit une diminution de 6%.

Il n'y a pas de doute qu'elle sera du même ordre que dans les crises précédentes, et pas très éloignée des premières données de la crise de 1929-32, dans laquelle la diminution moyenne du nombre des travailleurs occupés fut de 7,9% pour la période de trois ans.

Le produit national brut.

Un autre indice de crise est la diminution du produit national brut (gross national product) .

En 1929 - 32, il subit une énorme diminution : 43,3% en dollars de l'année en cours.

En 1937 - 38, il diminua d'à peine 7%.

En 1943 - 46, il augmenta de 8,3% au lieu de diminuer

En 1948 - 49, il resta stationnaire. En 1953 - 54, il diminua d'1%. Les données de 1958 manquent. Mais on sait qu'entre 1956 et 1957, il y a eu une augmentation de 5%. Jusqu'à décembre 1957, il y a eu stagnation ou légère diminution.

Ici, il faut faire une observation d'un grand intérêt. Pendant toute cette période, le pouvoir d'achat du dollar a baissé à tel point qu'un économiste américain prévoit qu'il perdra son privilège de monnaie mondiale typique. A cet égard, la crise de 1929 - 32 avait présenté le phénomène inverse : au cours de celle-ci le pouvoir d'achat de la monnaie augmenta. Nous allons voir que c'est justement pour cette raison qu'elle fut une crise profonde de la production capitaliste, ce qui n'est pas le cas pour les autres. Pour l'instant contentons-nous des faits. Dans la vraie crise, on assiste à tous les phénomènes que l'on voudra, SAUF A L'INFLATION. Alors, des banquiers se firent sauter la cervelle - ce qu'ils ne font pas avec l'inflation, puisqu'ils paieront en mauvais papier pour le bon qu'ils ont reçu.

En effet, voilà l'indice du coût de la vie (qui est en raison inverse du pouvoir d'achat du dollar) pendant la grande crise :

1929 : 55,6 - 1930 : 54,7 - 1931 : 50 - 1932 : 45,2

Si donc nous exprimons les chiffres du "gross national product" en dollars d'une année fixe (disons 1947), nous verrons que la diminution pendant les trois années 1929 - 32 est non pas de 43,3% comme dans les données purement nominales, mais seulement de 29,5%. En outre, dans les chiffres utilisés pour cette comparaison, il s'agit de produit par tête d'habitant.

A cette exception près, dans toutes les autres crises que nous avons étudiées, le dollar perdit de sa valeur, le coût de la vie ayant augmenté. Toutefois dans les crises dont la durée n'excède pas un an le produit national ne diminua pas sensiblement.

Dans la crise de 1943 - 46 dans laquelle le produit nominal augmenta, comme nous avons vu, de 8,3%, le produit réel par tête d'habitant diminua au contraire de 9 % ce qui toutefois est encore bien loin des 29,5% (diminution en valeur réelle) de la grande crise.

Pendant la crise de 1937 - 38, la variation avait été faible tant pour le produit brut que pour le produit en valeur réelle, puisque cette fois encore le dollar ne baissa pas. Comme nous avons vu, le produit brut baissa de 7%, le revenu par tête d'habitant en valeur réelle seulement de 5,5, mais il ne faut pas oublier que la diminution de la production industrielle fut énorme : 26,4% de moins. Cependant tous les prix baissèrent.

Dans l'autre crise d'une année (celle de 1948 - 49), le produit national brut resta presque stationnaire bien que la production industrielle matérielle ait diminué de 6,2%. Mais une certaine inflation ayant continué (sans compter que la population augmentait de 1,75%) le produit réel par personne décru de 2,5%.

La crise plus récente de 1953 - 54 qui abaissa la production industrielle de 7,3% vit une diminution du produit national : 1,1 %, et ceci dans la mesure où il n'y eut pas de chômage réduisant sensiblement la masse des ouvriers occupés (de 62,2 millions à 61,4 millions). Mais comme il y avait l'inflation et que la monnaie se dévaluait, le produit brut diminua en valeur réelle de 3,65 %.

Or, de ces trois phénomènes fondamentaux : diminution de la production industrielle - augmentation du chômage - inflation ou dévaluation de la monnaie en circulation, les deux premiers portés à l'extrême, suffirent à donner lieu à la grande crise classique de 1929 en Amérique; par contre, dans les crises ultérieures et moins graves, ils ont fait tous trois leur apparition.

Nous montrerons plus loin que c'est là une remarque essentielle; elle suffit à réfuter historiquement la théorie keynesienne du bien-être et confirme notre doctrine marxiste sur l'impossibilité pour le capitalisme de surmonter ses contradictions.

Comme nous l'avons vu, le taux de diminution de l'indice de la production industrielle n'est guère élevé dans la crise qui s'est ouverte en 1957. Celui de la diminution de l'emploi est sensible, mais très inférieur au chiffre de 1929-32, ne serait-ce qu'en raison de la façon différente dont il est calculé. Cependant il y a inflation.

La dévaluation monétaire.

Elle influe aussi bien sur les prix de gros que sur les prix de détail qui expriment le coût de la vie: deux mouvements qui ont commencé dès 1954, c'est-à-dire bien avant la crise de la production et de l'emploi.

On en trouvera ci-dessous le tableau :

ANNEE	PRIX DE GROS		PRIX DE DETAIL	
	Indice (1)	Variation	Indice(I)	Variation
1953	110,3		114,8	
1954	110,3	0,0	114,8	0,0
1955	110,7	+ 0,4	114,5	- 0,3
1956	114,3	+ 3,2	116,2	+ 1,5
1957	117,6	+ 2,9	120,2	+ 2,5
<u>Confrontation des données mensuelles</u>				
Juin 1956	114,2		116,2	
Juin 1957	117,4	+ 2,8	120,2	+ 3,4
Janv. 1957	116,0		118,2	
Janv. 1958	118,7	+ 2,3	122,3	+ 3,5

Ces données montrent que la diminution du pouvoir d'achat du dollar sur le marché intérieur avait déjà commencé en 1955-56, année d'euphorie économique. Cependant, l'augmentation fut plus élevée pour les prix de gros que pour les prix de détail.

(1). 1947-49 = 100.

De 1956 à 1957, les prix continuent à augmenter, dans une mesure plus grande pour les prix de détail que pour les prix de gros cependant.

Les données mensuelles indiquent l'évolution de 1957 à 1958. Si l'on compare les données de juin et de janvier de ces deux années, on voit que les prix de gros n'augmentent que peu, tandis que pour les prix de détail, la hausse s'accroît. Des informations récentes indiquent que pour février 1958 l'indice des prix de détail était de 122,5, ce qui représente une variation de +3,8 par rapport à février 1957. Cela confirme la remarque ci-dessus.

La véritable crise

En 1929 - 32, les choses allèrent bien autrement. L'inflation brillait par son absence. Les prix de gros subirent une baisse vertigineuse qui sema la panique dans la bourgeoisie. Les prix de détail diminuèrent moins nettement, mais cependant assez pour apporter aux prolétaires une compensation au grave chômage qui les frappait.

En trois ans, les prix de gros tombèrent de 32,1%, l'indice (si l'on prend 1953 = 100) étant tombé de 56 à 38. Pendant la même période, le prix de gros (c'est-à-dire au producteur) diminua de plus de la moitié : de 60 à 28, c'est-à-dire de 53,5 %, pourcentage énorme. Depuis, la très riche, très cultivée et très tenace Amérique du Capital et du Fermier n'est jamais plus sortie de la crise agraire.

Les prix agricoles au consommateur (prix de détail) subirent eux aussi une forte baisse, moindre pourtant que celle des prix de gros. L'indice général des prix de détail tomba de 64 à 49, c'est-à-dire de 23,4%. La chute la plus forte affecta justement les prix intéressant le plus les classes pauvres, c'est à dire ceux des denrées alimentaires : de 58 à 38, c'est-à-dire de 33,5 %.

Il nous semble que ces données suffisent à distinguer la crise de 1929 de celle qui est actuellement en cours aux U.S.A. son point culminant étant déjà passé selon Ike, si bien que la production devrait recommencer à augmenter en avril. Personne, même pas lui, ne promet d'arrêter l'inflation, cependant. Nous lui

souhaitons une crise du type du vendredi noir de 1928, mais l'heure n'en est pas encore sonnée. Nous comptons bien que lui et nous serons encore là pour la voir.

Ce qui distingue entre autres les trois années de la grande crise ce sont les indices des prix de gros qui furent successivement les suivants : 61,9 - 56,1 - 47,4 - 42,1, soit des chutes annuelles respectives de 9,4 - 15,3 et 11,4 %, soit 12 % en moyenne par an.

En conclusion, une grande crise de production présente, la première année, une chute impressionnante des prix de production. Si l'on considère 1957 comme la première année de la crise actuelle (la confrontation va d'autant mieux qu'en 1929, la chute commença également en Octobre), on voit qu'au lieu de baisser, les prix dont bénéficient les grands capitalistes ont augmenté de 3 %! Les prix de détail n'ont pas diminué: ils ont augmenté, encore plus que les premiers. Autre fait : au lieu de s'effondrer les prix agricoles sont passés de 88,4 en 1956 à 90,9 en 1957 (soit une augmentation de 2,8 %) pour les prix de gros et de 111,7 à 115,4 (soit + 3,3 %) pour les prix de détail. Les dernières données de janvier 1958 sont pires encore, puisque l'indice des prix agricoles de gros est encore monté à 93,6 (+ 4%) et celui des prix de détail à 118,2 (+ 2,4 %) pendant une période de sept mois. Ce qui pour une année entière donnerait une augmentation de prix de 6,8 à 4,1 % . Toute autre chose qu'un "effondrement" des prix !

A la différence de celle de 1929-32, dans cette crise le travailleur licencié par son entreprise mange moins, pour une double raison, de même que toute la classe ouvrière. En France, avant la guerre, on disait " on a mieux mangé pendant la crise" Cette fois, au contraire, le capitaliste arrête la production tant qu'il n'a pas écoulé son surproduit, et il le vend à un prix supérieur, tout en évitant les frais. Le profit est sauf: et on appelle cela une crise ! C'en est une, non pour les riches, mais pour les prolétaires !

Le phénomène de l'inflation monétaire n'est pas apparu avec les petites crises de l'après-guerre. Il n'a pas cessé d'être présent depuis la guerre. Si l'on prend comme mesure moyenne de cette inflation l'indice des prix de détail, on voit que dans la grande crise de 1929-32 celui-ci est tombé de 64 à 49, remontant à 54 en 1937 et retombant une nouvelle fois en 1938, où

la crise menaçait de nouveau. Après une brève halte à 52 de 1939 à 1940, la remontée commença avec la guerre. En 1941, nous sommes déjà à 55; en 1943 à 65 : et le dollar a repris son pouvoir d'achat d'avant la crise de 1929 ! Mais ce pouvoir continuera à diminuer : en 1946, comme nous l'avons dit, et en dépit d'une nouvelle vague de crise industrielle, les prix sont à 73; en 1948 à 90 ; en 1949 (brève vague de crise de la production) à 89 ; en 1953, l'indice monte jusqu'à 100. Il y reste stationnaire jusqu'en 1956 environ. Puis l'augmentation reprend : 105 en 1957, et au moins 110 pour 1958 selon toute présomption.

La différence entre les deux situations historiques - celle de la grande crise et la récession actuelle - nous enseigne qu'avec l'intervention de l'Etat dans l'économie (commencée avec le New Deal), le capitalisme parvient non pas à éviter les crises mais à obtenir que leur poids retombe davantage sur les classes les moins aisées, l'engrenage compliqué du contrôle étatique garantissant des profits élevés aux classes les plus riches.

Ce fait réduit à néant la théorie qui a tenté de s'ériger sur les ruines du libéralisme classique et selon laquelle le capitalisme serait tolérable pour les travailleurs. Il représente donc une victoire théorique du communisme.

La rémunération ouvrière :

Cette comparaison entre la prospérité économique d'avant 1929, la grande crise et la situation actuelle dément totalement les écoles économiques optimistes qui se défendent en faisant l'apologie de l'augmentation des salaires. Si nous nous référons à la statistique de la moyenne hebdomadaire dans l'industrie, nous voyons que celle-ci ne cesse d'augmenter depuis 1939, où elle était de 23,86 dollars. En 1956, elle était de 78,99 dollars et en 1957 de 82,39 dollars. De septembre 1957 à janvier 1958, le salaire monétaire a varié de la façon suivante : 82,99 - 82,56 - 82,92 - 82,74 - 82,27. Il est donc bien en baisse et cette baisse apparaît encore plus forte si l'on tient compte de l'augmentation du coût de la vie.

L'Economist qui nous a déjà fourni les données ci-dessus, publie les chiffres suivants (en dollars de 1957) : 1939 : 48,30 - 1956 : 82,72 - 1957 : 82,39. De septembre à janvier 1958 : 82,41 - 81,99 - 81,94 (selon nous : 81,50).

La situation de la classe ouvrière américaine, la mieux traitée du monde, est donc la suivante : chômage sensible, même s'il n'est pas énorme. A partir de 1956, baisse du salaire réel de 1,5 % par rapport à l'année précédente, entamant l'augmentation tant vantée de 70 % (c'est-à-dire environ 3,5% par an) advenue entre 1939 et 1956. Or toute la théorie de l'école économique du "welfare" ("bien-être") repose sur la progression parallèle de l'emploi, du revenu personnel et de la population. C'est la raison pour laquelle, si nous ne pouvons parler de crise profonde du capitalisme à propos de la récession actuelle, nous sommes en droit de parler d'une défaite des doctrines, aussi bien modernes qu'anciennes, qui défendent le capitalisme. En effet, s'il n'est pas facile de prévoir quels seront les chiffres de 1958, il est par contre certain que les prix et le coût de la vie continueront à augmenter. Mais tandis que les experts prévoient des luttes ouvrières pour la défense du salaire, les chefs syndicaux proposent de donner un peu d'oxygène aux " affaires". Personne ne prévoit ni ne propose de diminuer la journée de travail sans licencier d'ouvriers. Avoir des heures libres pour étudier et fraterniser avec ses semblables, mais ne pas pouvoir acheter une nouvelle motocyclette ou une robe supplémentaire à sa femme, quelle folie, n'est-ce pas !

Lors de la crise de 1929-32, le prolétariat industriel trouve une compensation au grave chômage qui le frappait dans l'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie. Grâce à celle-ci, la diminution du salaire nominal se transformait en augmentation du salaire réel.

Entre 1929 et 1932, l'indice du salaire tomba de 1050 à 740 dollars par an. Si nous tenons compte de la variation des prix alimentaires qui baissèrent de 58 à 38 (et peut-être plus en 1933), nous voyons qu'au lieu de tomber, le salaire réel passa de 1050 à 1111. Si l'on suppose (dans un but exclusivement théorique) que la classe ouvrière, fonctionnant comme une immense coopérative, ait pu acquérir les produits agricoles en gros et donc bénéficier de la diminution de 100 à 49 qu'ils subirent, on verra que dans ce cas le salaire réel serait passé de 1050 à 1500.

Si donc, comme nous l'avons vu plus haut, le nombre des travailleurs employés tomba en quatre ans de 47,6 millions à 38,9 millions, la rémunération de la classe ouvrière qui était

de 50 millions de dollars réels en 1929 fut en 1933 de 58 millions de dollars également réels. La classe ouvrière fit donc " une affaire " alors que ce sont les bourgeois, businessmen par définition qui la font en période de prospérité.

La belle crise qui emplit la bourgeoisie d'effroi, mais qui nous réjouit, nous révolutionnaires, a cette caractéristique fondamentale : les capitalistes font faillite, et en sont réduits à aller vendre des cacahuètes dans les rues ou à se suicider. Et nous, nous frottons les mains pour des raisons à la fois matérielles (ô déterminisme !) et idéales.

C'est donc par pur charlatanisme que les organes de la confusion krouchtchevienne parlent de crise des banquiers à une époque où, en Amérique comme en Russie, seuls les travailleurs sont frustrés et trompés.

Rémunération du capital.

Le First National City Bank a publié récemment sous le titre " Les profits ont augmenté en 1957 " un tableau complet des corporations les plus puissantes, dont le profit net (c'est-à-dire après déduction des taxes) s'est élevé à 19,6 billions de dollars pendant cette année, soit une augmentation d'1 % par rapport à 1956. Sur les 3.521 entreprises considérées, 970 avaient fourni, outre les données annuelles, celles du dernier trimestre de 1957. Or celles-ci accusent une diminution de 14 % des profits par rapport au 3^{me} trimestre de 1956. Les données du premier trimestre de 1958 ont été fournies ultérieurement, et elles marquent, à leur tour, une baisse sensible : leur divulgation a provoqué une baisse en Bourse. Cette fois, il ne s'agit plus que de 801 entreprises : ce sont les plus importantes, puisque les entreprises secondaires ne publient que des bilans annuels.

Pendant le premier trimestre de 1957, ces 801 entreprises avaient eu 3 milliards 344.524 de profits (en dollars). Au quatrième trimestre, ceux-ci étaient déjà tombés à 2.944.710.000 soit une baisse de 11 %. Pour l'année entière, les profits ont été de 12,5 billions de dollars : il s'agit de plus de la moitié du volume de toute l'industrie américaine, vraisemblablement concentrée dans les plus grandes entreprises.

Or ces 801 entreprises ont enregistré (ou plutôt déclaré)

un profit de seulement 2 milliards 301.388. La First National City Bank indique que cela représente une baisse de 31 %, sur le premier trimestre de 1957 et de 23 % sur le quatrième trimestre.

C'est l'industrie proprement dite (que les Américains appellent "manufacturières", même si l'automation lui est appliquée) qui a le plus accusé la récession. Au lieu de 31 % plus haut indiqué, ses profits sont tombés de 35 % par rapport au 1er trimestre de 1957, et de 26% au lieu de 23% par rapport au trimestre précédent.

Au sein de cette industrie même, c'est l'industrie lourde qui a le plus souffert. Aucune autre n'a subi une telle baisse que la sidérurgie, tandis que d'autres, telles que le tabac, les produits pharmaceutiques et les cosmétiques (malheureux pays!) enregistrent une hausse des profits.

L'industrie automobile elle-même qui de 1956 à 1957 avait un gain atteignant 18 % a perdu maintenant 51 et 37, contre 59 et 44 de l'Iron and Steel.

Dans la section considérée comme " non-manufacturière " (carrières et mines - commerce de gros et de détail - services et divertissements - transports - communications - assurances et finances), l'industrie minière a elle aussi subi une forte diminution des profits (34 % par rapport au 1er trimestre de 1957 - 24 % par rapport au quatrième). Baisse plus forte encore : 79 et 81 % pour les chemins de fer qui ne peuvent ni diminuer les frais ni augmenter les prix. Les autres services (commerce, gar, électricité, etc...), par contre, n'ont enregistré que de faibles diminutions ou même une augmentation.

En substance, l'industrie s'est imaginé pouvoir forcer la production de l'acier et des métaux en général; mais quand ces produits seront écoulés, la comédie capitaliste et affairiste reprendra comme par le passé. Au cours du boom, le gain total de la sidérurgie-américaine, a été de 152 millions de dollars sur 19.500 millions, c'est-à-dire 6 %. La monstrueuse machine n'est donc pas près, hélas, de se détraquer. Même sans le remède héroïque de la guerre, simplement en fournissant à Krouchtchev les machines qu'il réclame, elle se remettra sous peu en marche !

La quotation du capital.

La principale caractéristique de la grande crise de 1929 fut l'effondrement soudain de la cote des actions industrielles en Bourse. Du 21 Octobre 1929 au 25, le fameux "vendredi noir", la somme totale des valeurs en circulation et vendues en masses tomba de plus de la moitié au cours de quelques séances tumultueuses. C'est devenu depuis longtemps un sujet de littérature sociale.

Rien de semblable dans la récession actuelle. Si nous consultons les indices, nous verrons que la valeur des actions a subi une légère diminution, diminution qui apparaît, il est vrai, un peu plus forte si l'on fait intervenir la dévaluation du dollar.

Si l'on prend l'indice de 1939 pour indice base de la quotation moyenne des principales actions, et qu'on le fasse égal à 100, on aura 345 pour le milieu de 1956, année prospère, et de 331,4 en 1957 : la variation est infime. Même la série des derniers mois n'indique rien de catastrophique : de septembre 1957 à janvier 1958, nous avons successivement : 327,9 - 306,4 - 301,8 - 298,5 - 304,7. La baisse est due aux Vanguard et aux Explorer, mais par la suite, il y a eu une certaine reprise.

En outre, la masse des dépenses des consommateurs américains n'a pas diminué : de 267,2 milliards de dollars en 1956 elle a atteint 280,4 en 1957, augmentation qui égale au moins la dévaluation monétaire. L'indice que l'on peut déduire des données de décembre, mois des fêtes de fin d'année, est encore plus élevé : 282,4 pour le quatrième trimestre de l'année.

Dans le domaine de l'échange des marchandises et des capitaux la conjoncture présente n'a donc rien de commun avec celle de 1929. Un éditorial du New-York World Telegram and Sun met ainsi en évidence le paradoxe d'une récession accompagnée d'une abondance de monnaie :

" Le revenu personnel total aux Etats-Unis a été de 343,6 milliards de dollars en janvier, c'est à dire 7,3 milliards de plus qu'en janvier de l'année précédente. En février, il a été de 341,8 milliards, c'est-à-dire 3,3 milliards de plus qu'en février 1957 où l'économie était pourtant en plein boom.... Si

" le pays est sur le chemin de l'hospice des pauvres, au moins
" avance-t-il dans un style parfait, les poches pleines d'argent.
" Si c'est là une dépression, c'est certainement la plus saine qu'il
" y ait jamais eu. "

L'article avertissait que le consommateur américain pourrait donner un coup de frein à ses achats, chose qui, ajoutait-il, donnerait beaucoup à penser aux hommes d'affaires et même aux chefs des syndicats ouvriers. Il s'agissait, comme de coutume, de dresser même devant les ouvriers le spectre d'un arrêt de la course actuelle aux achats.

Le remède proposé est facile à comprendre. Etant donné que le consommateur recule devant les prix élevés, il faut déverser sur le marché des articles à bas prix (suivant l'exemple d'une certaine entreprise de l'habillement). Il s'agit toujours de l'éternelle réduction de frais à laquelle les travailleurs devraient se prêter en se sacrifiant pour aider à sauver les idoles du Dollar, de la Production et du Capital.

En conclusion, le tournant actuel de l'industrie américaine doit être jugé de façon bien différente, sous le rapport aussi bien politique qu'économique, que la crise de 1929.

Les mesures américaines contre la crise :

Divers écrits américains mettent bien en évidence que la dévaluation du dollar et la crise des prix élevés pourraient bien avoir leur origine dans l'endettement général. En effet, les mesures que le gouvernement central peut prendre sont de passer des commandes d'Etat aux différentes industries, et en particulier à l'industrie lourde, la seule qui subisse une crise vraiment grave, après avoir dépassé en 1956 la production de 1957, établissant de nouveaux "records de tous les temps". Récemment, cependant, l'Institut américain du fer et de l'acier a annoncé que du 16 au 23 mars la production est tombée à 1 363 000 tonnes, minimum qui n'avait été atteint que lors de la grève de 1956. Avec ce chiffre, on n'en serait qu'à la moitié de la "capacité de production", c'est-à-dire du volume de production que l'on obtiendrait si toutes les entreprises (dans ce cas tous les hauts fourneaux qui convertissent la fonte en acier) étaient en activité.

La production hebdomadaire moyenne en 1957 était donc de 2.180.000 tonnes, si bien que l'industrie américaine de l'acier a travaillé à 78 % de sa capacité. Du 7 au 16 mars 1958, seulement 1.475.000 tonnes ont été produites, ce qui représente seulement 52,5 % de la capacité. Avec les 1.363.000 tonnes du 16 au 23 mars, on est tombé à 48,6 % minimum qui n'avait plus été atteint depuis le 7 avril 1952.

Les grandes usines d'automobile annoncent qu'elles diminueront leurs commandes d'acier, de 25 % et, pour certaines, de 35 %, sur l'année précédente. Or, comme on sait, l'industrie automobile est le thermomètre de l'industrie en général. Plus haut, nous avons donné pour janvier l'indice de 133. Celui de février est à 130, ce qui, par rapport au mois de février 1957 représente une diminution de 10,9 %. Les journalistes payés par les grands sidérurgistes (qui spéculent sur le pessimisme) comparent ce chiffre de février avec le maximum de 147 de décembre 1956 pour pouvoir dire que la récession s'effectue à un rythme de 12 % - 11,6 % en 14 mois, cela représente en réalité une diminution annuelle de 10 %.

Dans un numéro d'avril de l'Economist, on lit tandis que l'industrie de l'acier est préoccupée par l'absence de reprise saisonnière dans l'industrie du bâtiment et par la répugnance des producteurs à acquérir du matériel agricole, des appareils ménagers et du matériel ferroviaire " la seule note d'optimisme " est donnée par le fait que les représentants du syndicat ouvrier " de l'automobile ont promis de faire leur possible pour éviter " une grève qui retarderait encore la production dans cette branche " industrielle déjà soumise à une dépression, et ceci bien qu'ils " aient déjà commencé les pourparlers une semaine avant pour un " nouveau contrat avec la General Motors ". Comme toujours on trouve le réformiste au chevet du malade, vrai ou imaginaire !

Il est temps de passer de l'économie à la politique, si l'on veut affronter toute la confusion faite autour de la récession par les conseillers d'Eisenhower auxquels vient de se joindre Kroutchev qui a, lui aussi, sa formule-miracle pour arrêter la récession.

Comme nous le disions, la solution est dans les commandes d'Etat. Mais où l'état américain trouvera-t-il tant d'argent ? Si c'était en actionnant la planche à billets, il aggra-

verait l'inflation, qui est l'aspect le plus menaçant de la crise du fait qu'elle aiguise inévitablement la lutte de classe, que l'on se vantait déjà d'avoir supprimée. Il ne lui reste donc plus qu'à lancer de nouveaux impôts et à faire payer les citoyens. La solution de la planche à billet a été en gros celle du New Deal (moi, l'Etat, je prends les affaires en main); elle pouvait être utile dans une crise comme celle de 1929, qui était une crise de bas prix. L'état achetait les marchandises et passait des commandes : les stocks s'épuisaient et les prix remontaient donc à nouveau. La marge laissée par la chute déjà advenue écartait tout danger d'inflation. Mais aujourd'hui que celle-ci existe déjà, l'émission de papier-monnaie par l'Etat (ou même seulement de nouveaux emprunts trop importants) ne peuvent que l'exaspérer.

Reste donc la formule des impôts. Elle provoque des hurlements encore plus grands, surtout de la part des charlatans du Parlement. Il n'y a qu'à imaginer ce qui arriverait à un candidat qui proclamerait dans une réunion électorale qu'il faut augmenter les impôts, ou même seulement abolir toutes les exemptions fiscales spéciales, sur la construction en particulier! Il ne serait pas sifflé, mais bien lynché ! Donc, les charlatans américains non seulement ne veulent pas entendre parler de nouveaux impôts, mais ils invoquent la vie chère et le chômage pour réclamer une diminution radicale des impôts déjà existants. Par exemple, pour remédier à la crise de l'automobile et de la sidérurgie, ils disent : supprimez les taxes sur les autos !

Parmi toutes ces opinions économiques contradictoires, quelle est donc celle que Ike a choisie ? Il commande pour 840 millions de dollars de fournitures allant des agrafes pour papier de bureau aux tracteurs, anticipant de trois mois sur la nouvelle année fiscale. Il fait solliciter en outre 500 millions de commandes pour équipements déjà usés, et il renvoie à avril toute décision sur la diminution des impôts que le congrès réclame vivement. Il tente de niveler l'indemnité de chômage (qui, selon un journaliste américain dépasse la paie normale de l'ouvrier de tous les autres pays) et de l'augmenter de 50% grâce à un subsidie fédéral qui s'ajouterait à celui qui est normalement versé par les différents états. La sagesse du Président et de ses conseillers, qui d'ailleurs se contredisent mutuellement et dont certains ont démissionné consisterait donc à accélérer les dépenses de l'Etat, sans les augmenter. Payerait-il à tempérament, lui aussi ?

Le conseil de Nikita :

La proposition de Krouchtchev est plus simple : reprendre à très grande échelle le "libre commerce " entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.; cela permettrait, selon lui, de résoudre très rapidement l'actuel fléchissement de la production américaine.

Ce n'est pas le moment de discuter si un tel remède produirait l'effet désiré. Le crétinisme capitaliste " à usage externe " va certainement objecter que c'est là une nouvelle "manoeuvre de propagande" du genre de la récente suspension des essais nucléaires. Cela n'empêche que la proposition sourit beaucoup aux grands ploutocrates américains. Ce qui est plus sûr encore, c'est que Krouchtchev n'est pas un Méphistophélès, et qu'il n'attend pas un refus de ses offres qui ferait éclater la crise et la révolution aux Etats-Unis: il désire sincèrement que cette crise soit évitée.

Ike et Nikita se valent en fait d'anti-marxisme. Dans les deux "systèmes" ce que l'on veut, c'est mettre le moteur de la machine productive à son plein régime en faisant produire aux ouvriers des masses énormes de produits industriels qu'il s'agira ensuite de faire consommer d'une façon ou d'une autre. Dans le cas américain c'est au pouvoir d'achat du consommateur (que l'on incite de toutes les façons à dépenser) que l'on demande d'absorber le surplus de production : il faut donc éviter que la course aux prix élevés le freine dans ses achats. Le moyen vraiment insensé et désormais dénoncé par les américains eux-mêmes, consiste à faire dépenser au travailleur-consommateur une somme " supérieure à son revenu", en hypothéquant ses revenus futurs. Il est vrai qu'avec ce moyen, la masse des articles est bien vendue, mais non payée; on a du moins obtenu qu'en entrant dans la maison des pauvres acheteurs à crédit tout comme si elles étaient déjà payées, les marchandises soient retranchées de la masse de l'offre qui, en se gonflant, ferait baisser les prix de marché. Le consommateur américain ne voit pas comment, en lui offrant plus que son revenu annuel courant ne lui permet d'acheter, on ne lui fait pas de cadeau, mais qu'on lui vole au contraire une bonne fraction de celui-ci : celle qui lui sera enlevée par les crises futures, et dès maintenant par le progrès de l'inflation. L'Economist titre dans un de ses numéros : John Public se met-il en grève contre la vie chère ? Hélas non, répondrons-nous pour lui : il est trop bête pour cela !

En Russie, ils ne forcent pas le travailleur à acheter mais ils le paient moins. Ils règlent son salaire sur les prix selon un niveau de vie deux ou trois fois moins élevé que le niveau américain - ou même moins encore. Ce n'est là qu'une autre façon de retirer au producteur une forte fraction de son revenu. Le phénomène reste le même.

La tâche de l'économie marxiste, science essentiellement démolitrice, est de faire comprendre aux prolétaires des deux côtés que ce n'est pas là l'effet de la malice d'un Ike ou d'un Nikita, mais une conséquence nécessaire du mécanisme mercantile et monétaire de l'économie. Pour celle-ci, le seul salut coïncide dialectiquement avec la ruine : il consiste en effet à pousser la production à des hauteurs folles dont nous, révolutionnaires, nous attendons qu'elles provoquent la catastrophe pour les deux monstrueuses machines économiques du capitalisme américain et russe.

Tableau récapitulatif des grands tournants de l'économie américaine.

Nous résumons ce qui a été dit dans cet article à propos de l'économie des États-Unis, de la grande crise du vendredi noir à la récession si discutée d'aujourd'hui. Il s'agit d'une période de trente ans englobant les années de la seconde guerre mondiale. Les cinq crises dont il a été question sont mises en évidence dans la partie droite du tableau (voir tableau n° 1, à la fin de cet article). De toutes façons, elles apparaissent dans le tableau même, la flèche dont l'extrémité est tournée vers le bas indique la progression, celle dirigée en sens inverse, la régression.

Notons que nous n'avons pas les chiffres absolus (sauf pour la population) mais les seuls écarts annuels, en plus ou, pour les crises, en moins. Dans la quatrième colonne, concernant l'emploi de la force de travail, nous avons donné non pas le nombre des chômeurs mais la variation annuelle de l'emploi ou, pour être plus exact du rapport des ouvriers employés avec la force de travail disponible pendant l'année considérée: Quand ce rapport diminue, nous avons une variation affectée du signe moins qui indique une crise de chômage. Cet indice concorde avec celui de la production industrielle. En 1933, on a une variation négative (quoique sans gravité) de l'emploi un an encore après la crise. En 1937, il la précède au contraire d'un an, avec une chute sensible de la main-d'oeuvre employée (fait qui n'échappa pas à la

sagacité de Staline). En 1945, le chômage est faible et n'apparaît que pendant la seconde année de la crise, en liaison avec la démobilisation. En 1948, à nouveau, un léger sous-emploi annonce la crise de l'année suivante. Enfin le fléchissement léger de 1957 et du début de 1958 annonce la chute de 1958 à laquelle nous assistons. On sait que le chiffre de mars n'est pas pire que celui de février. Le taux de l'emploi est donc pour l'instant de 92,6 soit une baisse de 3,5 % par rapport à 1957. Avançons l'hypothèse que l'année 1958 dans son ensemble enregistre une baisse de 6 %, ce qui n'est certainement pas pêcher par optimisme : dans ce cas, l'indice serait du même ordre de grandeur qu'en 1930 et 1938 - le premier ayant ouvert une baisse de l'emploi pour trois ans encore, le second n'ayant pas eu de suite.

Les variations monétaires sont portées dans la cinquième et sixième colonne. Nous nous sommes servis de l'indice des prix de marché - de gros (c'est-à-dire payés au producteur) dans la cinquième colonne, et de détail (c'est-à-dire intéressant le consommateur) dans la sixième. Dans les deux cas, nous avons préféré nous servir des prix généraux, comprenant tous les articles, plutôt que de ceux des denrées alimentaires. Nous avons voulu mettre en évidence l'inverse de l'indice moyen des prix, ou coût de la vie, c'est-à-dire le pouvoir d'achat de la monnaie que nous avons calculé à part en posant égal à 100 celui qui est fourni par l'indice des prix de 1929. Ce sont les variations de cet indice que nous avons indiquées dans notre tableau. Ici, quelques explications s'imposent. On verra que les variations de la valeur se font en sens négatif, c'est-à-dire que le dollar perd de son pouvoir d'achat. Sur trente ans, seuls neuf ont un indice positif (augmentation du pouvoir d'achat), et les plus remarquables sont les quatre ou cinq ans de la crise initiale de la période que nous étudions. Depuis lors, la dévaluation s'est poursuivie impassiblement. On n'a que quelques rares variations positives dues à la diminution des prix de gros dans les périodes de récession d'après-guerre; encore sont-elles imperceptibles si l'on passe aux prix de détail. Nous en avons conclu que pendant ces trente ans, l'inflation était le processus normal, vainement masqué par l'invariabilité officielle du prix de l'or en dollars (gold standard), tandis que, depuis 1929, le prix de l'or en papier-monnaie aurait dû doubler .

Par prudence, nous avertissons le lecteur que le pouvoir d'achat de la monnaie peut être évalué en se servant de différents

indices mercuriels; il peut exister quelques différences entre les diverses sources, qui se retrouveront peut-être dans notre tableau. Mais le procédé employé fait apparaître de façon irréfutable la chute du pouvoir d'achat du dollar, surtout dans la crise actuelle, la caractéristique de la crise de 1929 (bas prix et violente "déflation") disparaissant radicalement.

Après les longues vagues d'inflation de guerre, ce qu'il faut guetter, c'est la prochaine crise de déflation dans les pays industriels et riches : et malheur à la classe ouvrière si elle y est sensible seulement économiquement et non pas politiquement!

La valeur totale du produit est indiquée dans la septième colonne et se réfère à ce que nous avons déjà dit dans le chapitre concernant le produit national brut, qui dans la statistique officielle se trouve déjà exprimé en dollars constants et référé à la population (indice par tête d'habitants). Le chiffre est brut, c'est-à-dire qu'on n'a pas déduit les taxes. Il exprime en gros la valeur ajoutée dans la production annuelle avant déduction des amortissements (c'est-à-dire le remplacement de la partie usée du capital fixe). Il ne tient pas non plus compte de la subdivision en rémunération ouvrière, profit consommé par les capitalistes et nouveaux investissements.

Nous nous sommes servis de ce chiffre abstrait parce que ses variations annuelles donnent une idée adéquate des autres grandeurs : revenu national brut et net - dépenses des consommateurs, etc.....

La diminution du produit brut accuse un état de crise. La variation de cet indice de 1933 à 34 marque bien la fin de la grande crise, qui en 1933 n'était pas encore liquidée comme l'indiquent également les colonnes concernant l'emploi et les prix de détail, qui restaient bas. Pour la crise de 1938, on a, comme normal, un indice négatif. Mais pour la crise de 43 - 46, on trouve les valeurs négatives en 1945, 1946 et 1947, c'est-à-dire en retard sur l'indice industriel - peut-être du fait de l'écoulement de forts stocks en magasins. Dans les crises de 1949 et 1954, la diminution du produit brut vient en temps normal, mais reste limitée. En 1957, elle n'existe pas puisque l'indice brut subit une légère variations positive: mais ici interviennent, comme nous l'avons dit, l'augmentation de la population et de la dévaluation de la monnaie, si bien que l'on a affaire à une diminution (sans gravité comme on voit) de 0,7 %.

Nous ne pouvons malheureusement pas donner les variations des stocks en magasin, qui sont certainement significatives. Il est pourtant certain qu'ils n'ont rien de comparable à ceux que le séisme économique de 1930 laissa sur les bras aux capitalistes. C'est que, depuis lors, la vigilance de l'Etat protecteur des intérêts bourgeois s'est grandement perfectionnée. Ajoutons encore qu'y en eût-il, ils seraient écoulés à des prix en hausse, contrairement à ce qui s'était passé pendant la crise où ceux-ci s'effondrèrent.

Titres bourgeois et paye ouvrière.

Les variations des côtes boursières sont indiquées dans la huitième colonne. Pour les établir nous nous sommes servis des indices composés fournis par différents services statistiques. Comme il y en a plusieurs, il se peut que d'une année à l'autre, les données ne concordent pas bien, mais le sens général reste exact. C'est ici que la différence entre la crise de 1929 et celle d'aujourd'hui apparaît de façon criante. Entre 1930 et 1932, la chute est catastrophique : des trois quarts (75 %). En 1933 : l'indice recommence à monter vigoureusement : + 31,2. Depuis, la hausse n'a cessé de se poursuivre. Forte chute en 1938 : oscillation en 1940 et 1941, pour faits de guerre et menace de désastres pour le militarisme américain. Puis c'est la confiance dans la piraterie impérialiste qui l'emporte. Nouvelle petite pause en 1947 - 49, quand, en avance d'un quart de siècle, de mauvais pronostiqueurs annoncent la troisième guerre mondiale. Il faut noter que les mesures étatiques pour freiner le vertige de spéculation qui provoqua le vendredi noir ont agi ! L'indice 201 de 1929, tombé à l'infime 51 de 1932 ne sera plus atteint qu'en 1954, avec un saut de 189 à 227. qui se moquait bien de la crise productive et annonçait le boom de 1956 où l'indice atteignit le chiffre record de 354. En 1957, on a une chute de 4 % qui rappelle en rien les dramatiques 27,3 % de 1930. Cette confrontation ne perd rien de son intérêt si l'on remarque que dans ces indices il n'est pas tenu compte de la dévaluation du dollar. Avec celle-ci, la valeur des actions devrait être très inférieure à celle de 1929 : mais ici interviennent les profits des sociétés industrielles et l'énorme accroissement des taxes dans ces dernières années.

Au pôle opposé, il y a la rémunération ouvrière, présentée dans la neuvième colonne. L'évolution générale ne fait

aucun doute, mais il y a de graves incertitudes de détail dont nous réservons l'élucidation à une étude ultérieure.

Pour les premières années, nous nous sommes servis de statistiques sur les salaires annuels en dollars courant; pour les dernières, de chiffres hebdomadaires fournis par l'Economist anglais; et pour les années allant de 1936 à 1954, d'une statistique de l'annuaire de l'ONU. Pour 1929 - 1933, les chiffres annuels nous ont manqué. Il a fallu surmonter la difficulté de la réduction du salaire hebdomadaire au salaire annuel pour les années ci-dessus indiquées pour établir de notre mieux un indice unique. Puis il a fallu réduire les variations de cet indice à celles que l'on obtient en tenant compte des fluctuations du coût de la vie, ce que nous avons fait en opérant non pas sur des chiffres absolus, mais sur les variations consignées dans la colonne des prix de détail. Ces réserves faites, nous retenons exactement la série chronologique des variations.

Notons que non seulement le salaire nominal, mais le salaire réel marque une augmentation continuelle et ceci même pendant la grande crise initiale. On n'observe de fléchissement de ce salaire réel qu'en 1939 et 1940, ainsi qu'en 1945, puis plus rien, sauf la légère baisse de 1956 à 1957. Ce n'est pas là un fait réconfortant, car il montre que le capitalisme américain est bien en mesure d'endormir son prolétariat sans être pour cela obligé de subir les coupes sombres de 1930 - 1933. Le phénomène de la baisse légère du salaire effectif, alors que l'ouvrier est poussé à acheter à crédit, est encore trop peu marqué pour qu'on insiste dessus.

Le profit des entreprises ou : la clef du phénomène.

Dans les deux dernières colonnes, on trouvera le volume total du profit des entreprises industrielles capitalistes, auquel nous n'avons encore fait qu'allusion. Les sources sont diverses, mais pour une fois concordantes. Elles fournissent aussi bien les profits bruts que nets, c'est-à-dire défalqués des impôts tant des états que de la fédération. Nous n'avons donné ici que les profits nets, en valeurs absolues dans la dixième colonne et en pourcentages dans la onzième. Toutefois, ces derniers manquent pour les années de la grande crise, puisqu'alors on assista à ce "scandale" économique et algébrique :

les profits tombèrent au-dessous de zéro en valeur absolue. Ces messieurs travaillaient à perte, au milieu des lamentations. Naturellement, on pourrait considérer que de + 2,5 à - 1,3, la chute est de 3,8 par rapport à 2,5, soit de plus de 100%. Quand, après la bourrasque, on passera de -0,4 à + 1,0, on pourra également considérer qu'il y a une augmentation de 1,4. Mais cette augmentation l'est par rapport à une valeur négative : - 0,4 (400 millions de dollars perdus par le capital). Donner ici un pourcentage serait absurde : l'augmentation brute serait positive, tandis que l'augmentation relative serait négative. Pour éviter des complications mathématiques nous avons donné les variations brutes chaque fois que les profits étaient "positifs", et pour les profits "négatifs" (c'est-à-dire les pertes du capital), nous avons donné seulement les augmentations absolues (et non pas relatives). Pendant la première année de la grande crise, par exemple, les profits diminuent de 4,8 milliards. Pendant la seconde, de 1,3 seulement, soit une chute de 3,5; pendant la troisième la perte s'élève à 3,4 soit 2,1 nouveaux milliards. En 1933, bien que l'héroïsme des capitalistes ait fait remonter la production, les cotes boursières accusent encore un passif de - 0,4 ce qui signifie que les profits ont remonté de 3 milliards. En 1934, enfin, ils remontent de 1,4 encore; c'est-à-dire atteignent 1 milliard en valeur positive. A partir de 1934, nous ne donnons plus que les pourcentages ; le lecteur remarquera l'imposant 120% de 1935.

Les profits du capital subiront une autre chute brusque de 50% pendant la crise de 1938. Ensuite, c'est la grande sarabande de la guerre, pendant laquelle ils quadruplent en trois ans. Un certain malaise en 1944 - 45, rapidement compensé par l'augmentation de 2 fois et demie dans les trois années suivantes. Baisse en 1949 et 1951 - 52 (pour le profit brut en 1954) puis remontée au "maximum de tous les temps" en 1956: 21,5 milliards de dollars. Ce chiffre s'est assez bien maintenu en 1957, et il n'y a aucune apparence à ce qu'il s'effondre en 1958, comme dans la lointaine année 1930 où il tomba d'un tiers pour ensuite atteindre des valeurs négatives.

Les extrêmes de la course criminelle.

Un tableau comportant uniquement des variations pourrait fatiguer le lecteur, bien que l'économie soit le véritable domaine du calcul différentiel. La science moderne est née à partir

du moment où l'homme a compris que ce n'étaient pas les grandeurs absolues qui importaient, mais seulement les variations quantitatives, et même, au fond, seulement le sens de ces variations. Et il l'a compris, comme idéologue, quand il a été transporté, lui et sa bourse, dans l'ambiance de l'économie capitaliste. Aujourd'hui, ce qui importe n'est pas de savoir quel est le patrimoine de X ou de Z : il devient en effet de moins en moins définissable, car il ne s'agit plus de terres, de maisons ou d'esclaves. Ce qui est important, c'est de savoir si le crédit de X ou de Z se transforme en débit ou vice-versa, et de connaître les variations de détail dont résulte le mouvement général.

Les variations de l'économie américaine font véritablement l'effet d'un rock and roll dément, et c'est pourquoi nous donnons en dernier lieu un tableau plus simple et assimilable (voir tableau n° 2 à la fin du présent article), de caractère moins différentiel. Dans ce tableau, la comparaison est établie entre les extrêmes de la période de trente ans que nous avons considérée, c'est-à-dire 1929 et 1957, ou parfois 1956, pour nous référer toujours aux valeurs maxima.

Ce tableau comporte cinq colonnes horizontales seulement. On verra ce qu'elles indiquent. Voyons maintenant les colonnes verticales. Pendant cette période, la population a augmenté de 40,5 % et annuellement de 1,2 % en moyenne.

La production industrielle a augmenté de 151 % et annuellement de 3,2 % (ce chiffre, établi à partir d'une année de dépression, 1929, a permis à Krouchtchev de spéculer sur la supériorité russe dans le rythme d'augmentation).

L'emploi n'a pas varié : chute de 0,6 %, ce qui annuellement équivaut à zéro. Ce fait porte un bon coup à la théorie de Keynes qui a pour pivot la glorieuse augmentation de l'emploi et refuse de considérer la situation des diverses classes, si bien qu'il ne reste plus pour elle que des variations parfois tragiques autour d'une donnée fixe.

Le pouvoir d'achat du dollar a diminué de 47.5 % à considérer les prix de gros et de 37.1 % à considérer les prix de détail. La chute annuelle est respectivement de 2 et 1,6 %.

Le produit national brut a augmenté beaucoup moins que la production matérielle : 68 % contre 151 %. Le taux annuel est ici de 1,7 % (la valeur du dollar et le chiffre de la population ont joué).

Les cotes boursières ont gagné 118 %, soit 2,7 % par an.

Le salaire ouvrier (avec quelques réserves sur les valeurs extrêmes et la possibilité de les comparer) a augmenté de 257 %, c'est-à-dire de 4.5 % par an, en le considérant comme salaire réel.

Nous donnons enfin les profits bruts et nets des entreprises, en notant, comme toujours, que le profit déclaré ne représente qu'une partie du profit véritable, même quand il est confirmé par le fisc. Pendant toute la période, le profit net a augmenté de 159 %, soit 3,3 % par an en moyenne. Etant donné que les prélèvements du fisc ont énormément augmenté, le profit brut, lui, a bel et bien augmenté de 369 %, grandeur maxima de tout le tableau, ce qui représente une hausse annuelle de 5.5 %, elle aussi maximum de la colonne horizontale.

Tableau II

VALEURS ABSOLUES ET VARIATIONS TOTALES DES GRANDEURS
DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE ENTRE 1929 ET 1957

	Population	Production industrielle	Taux d'emploi de la force de travail	Pouvoir d'achat du dollar sur la base des prix		Produit brut par habitant en monnaie constante	Cote moyenne des actions en Bourse	Salaire ouvrier moyen, réel	Profit des entreprises industrielles	
				Gros	Détail				Brut	Net de taxes
	Millions	Indice	Pour cent	Indice	Indice	En dollars 1947	Indice	Indice	Milliards de dollars	Milliards de dollars
1929	121,8	100	96,3	100	100	1225	158	56	9,6	8,3
1957 (ou 1956)	171,2	251	95,7	62,9	62,9	2056	345	200	45,0	21,5
Augmentation totale %	40,5	151	- 0,6	- 47,5	- 37,1	68,0	118	257	369,0	159,0
Augmentation moyenne annuelle	- 1,2	- 3,2	- 0,024	- 2,0	- 1,6	- 1,7	+ 2,7	+ 4,5	+ 5,5	+ 3,3
Minima de la série	121,8	54	75,2	52,5	62,9	825	51	56	- 3,0	- 3,4
Année du minimum	1929	1932	1933	1957	1957	1933	1932	1929	1932	1932



ELEMENTS DE L'ECONOMIE MARXISTE
(III)

SECTION IV

24. La plus-value relative.

Dans toute science, dans le but d'analyser un phénomène qui présente, en général, plusieurs grandeurs variables, on simplifie tout d'abord le problème en n'en faisant varier que quelques unes et en considérant les autres comme constantes. Ainsi, par exemple, la loi de la chute des corps prend une forme plus simple lorsque l'on suppose constante l'accélération de la pesanteur, c'est-à-dire l'intensité de l'attraction terrestre. Mais si l'on fait un pas en avant et que l'on considère que le corps pesant tombe, non plus d'une petite hauteur mais, par exemple, de l'orbite lunaire, on observe qu'au cours de la chute, pendant que la distance entre le corps pesant et le centre de la terre varie, la force attractive et l'accélération croissent. Puisque l'on sait suivant quelle loi se fait cette variation (à savoir proportionnellement aux carrés des distances), on sait étudier la chute à accélération variable comme celle à accélération constante, avec cette seule différence que les résultats seront plus complexes. D'une manière parfaitement identique, tandis que nous avons étudié jusqu'à présent la production de la plus-value dans l'hypothèse de la constance de toutes les valeurs, c'est-à-dire des marchandises, de l'or et de la force de travail (ce qui signifie que nous supposons inchangé le quantum de travail moyen nécessaire à produire les différentes marchandises, l'or et les moyens de subsistance), nous pousserons maintenant l'analyse plus avant et nous supposerons que la valeur d'échange des moyens de subsistance nécessaires au travailleur, et donc la valeur de la force de travail et le salaire, puissent varier.

Dans l'analyse précédente, la quantité de capital, le nombre des ouvriers, la durée de la journée de travail et le temps de surtravail étaient variables, le travail nécessaire restant invariable. Nous avons vu que la plus-value ne pouvait croître que par l'augmentation de son taux ou de la masse de capital variable, ce qui n'est rendu possible que par l'accroissement du nombre des ouvriers. La plus-value produite dans cette première hypothèse est appelée par Marx plus-value absolue.

Nous supposerons maintenant que puisse varier, avec la valeur des moyens de subsistance, le salaire et donc le temps de travail nécessaire. Nous appellerons plus-value relative celle qui est produite, non plus par la simple prolongation de la journée de travail, mais par la diminution du salaire et du temps de travail nécessaire.

Nous n'examinerons pas encore le cas d'une réduction de salaire imposée alors que la valeur de la force de travail reste constante. Ce fait est loin d'être rare, mais il présente toutefois un caractère d'exception vis-à-vis de la généralité de notre recherche. Nous parlons d'une diminution du salaire à parité de consommation du travailleur, par suite de la baisse du coût (valeur) de ce qu'il consomme. Cela ne peut résulter que d'une augmentation de la productivité du travail dans les entreprises qui produisent des moyens de subsistance. Pour que surgisse la plus-value relative, il est donc nécessaire que soit accrue la productivité du travail, non pas pour des marchandises quelconques mais pour des marchandises qui entrent dans la subsistance des travailleurs.

Etant donné que nous avons continuellement traité la valeur de la marchandise produite dans l'entreprise capitaliste, en vue de la vente, comme une constante, nous pouvons nous faire cette objection : comment s'explique-t-il que le capitaliste qui peut introduire une innovation technique augmentant la productivité du travail réalise un plus haut profit - bien que le salaire et tous les autres temps de travail nécessaires restent inchangés ? Dans un tel cas et pendant un certain temps le capitaliste pourra vendre à l'ancien prix plus élevé, ou légèrement en-dessous ; en effet, puisqu'il réussit à produire davantage et qu'il doit conquérir un marché plus étendu, il faut qu'il élimine d'autres producteurs par une diminution relative des prix. Mais un tel bénéfice sera transitoire, car la concurrence contraindra rapidement ses rivaux à introduire la nouvelle méthode de production et le contraindra lui-même à adopter un prix plus bas. Pour qu'elle puisse abréger le temps de travail nécessaire, l'augmentation de la productivité devra toucher les marchandises qui font partie des moyens de subsistance du travailleur : on aura alors une augmentation définitive de la plus-value à condition toutefois que la classe ouvrière ne parvienne pas à élever sa teneur de vie, c'est-à-dire la masse de sa consommation, autre variation de grandeur qui reste étrangère à notre examen pour l'instant.

De toutes les façons, dans notre cas du capitaliste qui a transformé sa technique, même dans la période transitoire il n'a fait qu'élever la valeur d' "usage" de la force de travail de ses ouvriers par rapport à la moyenne sociale; ils lui fournissent non pas un travail simple, mais un travail complexe, et donc de valeur supérieure pour chaque heure d'application. Voilà comment, sans changer le salaire, on a diminué le temps de travail nécessaire (qui serait celui pendant lequel le travailleur reproduirait son salaire s'il pouvait vendre lui-même son produit, en recevant le bénéfice du perfectionnement évidemment). Par suite, même dans cette période transitoire, la plus grande plus-value résulte d'un plus grand surtravail.

25. Collaboration.

Les étapes au travers desquelles le capitalisme réalise continuellement une plus grande plus-value relative en augmentant la productivité du travail au-delà des limites que pouvait atteindre le travailleur indépendant, peuvent être réduites à celles-ci: collaboration des ouvriers, manufacture, machinisme.

On peut déjà réaliser une augmentation de la productivité en prenant les métiers tels qu'ils sont en régime de production artisanale avec la même répartition, la même capacité de travail et les mêmes instruments ou outils des travailleurs de chaque métier, par le seul fait de réunir pendant le temps de travail un grand nombre d'ouvriers. Ceci permet non seulement de compenser les écarts individuels, mais surtout d'exécuter les mêmes opérations en un temps plus court.

Nous avons ainsi la collaboration simple, qui accepte sans encore la modifier la division technique du travail qui avait été réalisée par le régime artisanal. Toutefois, la collaboration élève le rendement moyen du travail humain; c'est là un bénéfice social, le premier dont il faut attribuer le mérite historique au capitalisme; celui-ci pourtant ne réalise pas la collaboration sous l'influence de cette impulsion sociale, mais seulement dans le but d'intensifier la production de plus-value.

D'autre part, il ne faut pas croire que le régime capitaliste est indispensable à une société qui entend jouir du béné-

fice de la collaboration. Les régimes antiques dans lesquels les chefs militaires, dynastiques ou sacerdotaux pouvaient disposer de grandes masses de force de travail (Assyriens, Egyptiens, etc.) nous ont donné des exemples de collaboration sur une vaste échelle. De même on doit conclure que, si l'on ne peut produire de plus-value sans collaboration, on pourra conserver cette conquête sociale qu'est la collaboration tout en dépassant le stade de la production de la plus-value (1).

26. Manufacture.

Lorsqu'on passe à la manufacture, on constate un changement radical : la technique productive des artisans n'est pas changée, en substance, mais la vieille division du travail est révolutionnée dans le sens d'une augmentation de la productivité.

La manufacture réalise ceci de deux manières . 1) Pour produire des objets qui nécessitent l'intervention de plusieurs métiers (par exemple le carosse, qui nécessite l'intervention du forgeron, du menuisier, du tailleur, du peintre, etc...), les ouvriers sont réunis dans le même atelier où ils exercent toujours, non plus tout leur métier, mais seulement cette activité particulière qui est nécessaire à l'objet en question. Dans ce premier cas la manufacture réunit divers métiers séparés, tout en restreignant énormément la sphère d'application de chacun d'eux. Chaque ouvrier acquiert ainsi une plus grande habileté et une plus grande productivité dans la fonction spéciale sur laquelle se concentre son activité. 2) Pour produire un objet qui auparavant nécessitait le travail d'un seul métier. (exemple de l'épingle) la manufacture fractionne les diverses opérations successives de ce métier en confiant leur exécution à des ouvriers qui se spécialisent. Ainsi un métier est divisé en de nombreux autres.

Dans l'un comme dans l'autre cas, parallèlement à la spécialisation de l'ouvrier on a une spécialisation de l'outil

(1) - Nous avons préféré au terme coopération qui pouvait créer quelques confusions avec les organisations coopératives de production - phénomène plus que secondaire vis-à-vis des innombrables entreprises capitalistes privées - le terme de collaboration en espérant qu'il n'y ait pas d'équivoque avec l'expression bien connue de collaboration de classe.

qui, devant servir à une seule opération, prend la forme qui permet de l'accomplir le plus rapidement.

Ces deux formes s'appellent forme hétérogène et forme organique de la manufacture.

La manufacture diminue le temps de travail nécessaire, non seulement pour les raisons déjà signalées, mais encore parce qu'elle crée une distinction que le régime artisanal tentait de repousser : la distinction entre ouvriers spécialisés et manoeuvres qui accomplissent mécaniquement toujours les mêmes gestes.

Pour cette seconde catégorie, par l'élimination ou la diminution des frais de la période d'apprentissage, on a une diminution de la valeur de la force de travail et une augmentation de la plus-value.

La manufacture représente un pas en avant dans la division du travail. Mais c'est là un processus qui a commencé bien avant la manufacture et que l'on peut examiner vis-à-vis du complexe de la société.

La base fondamentale d'une division du travail, qui s'accompagne nécessairement de l'échange des marchandises, réside essentiellement dans la séparation de la ville et de la campagne. Ce fait est déjà avancé à l'intérieur de l'économie féodale : tandis que les paysans restent disséminés sur le territoire dont le féodataire est l'arbitre, les artisans se concentrent dans la ville avec un système de vie matérielle, intellectuelle et politique tout différent.

Tandis que cette division du travail artisanal suppose une grande dissémination des moyens de production entre de très nombreux producteurs-commerçants indépendants, la division du travail de type manufacturier exige la concentration de nombreux moyens de production entre les mains de quelques capitalistes.

Ne serait-il pas possible de concilier le grand avantage de la division sociale du travail avec une organisation sociale sans capitalisme ? Non seulement ceci est possible en tant que programme de l'avenir, mais encore il existe des exemples dans le passé de communautés vivant sur la base d'une division du travail organisée entre les métiers et d'une possession commune de la terre (Inde antique, etc...)

C'est pourquoi Marx dit que, tandis que la division sociale du travail se trouve dans les formes les plus différentes de société, sa forme manufacturière est une caractéristique du capitalisme - mais ses bienfaits réels survivront au capitalisme lui-même.

Les vieux économistes exaltent la division sociale du travail, car elle augmente le rendement de l'activité humaine: ils ont plus en vue la qualité et la valeur d'usage que la quantité et la valeur d'échange.

Avec l'époque manufacturière apparaît l'économie politique comme science spéciale. Ses auteurs voient les questions du point de vue capitaliste, c'est-à-dire qu'ils considèrent la division du travail comme un moyen pour produire davantage, augmenter la plus-value et l'accumulation du capital, ce qu'ils appellent élever la richesse nationale.

27. Machinisme.

La manufacture, née sur la base étroite des vieux métiers, devient bien vite insuffisante et l'on passe à l'étape du machinisme, qui débute par l'apparition d'usines mécaniques où l'on emploie les outils et les premiers appareils plus complexes déjà adoptés dans quelques manufactures.

L'introduction de la machine qui, à son tour (comme les deux premières étapes : collaboration et manufacture), représente un pas en avant décisif pour le rendement du travail humain social, est déterminée par la tendance capitaliste à diminuer le prix des marchandises et à produire davantage de plus-value relative.

Ce que l'on appelle machine dans le sens économique ne peut pas être confondu avec la machine au sens mécanique ou physique, c'est-à-dire avec tout dispositif qui modifie l'intensité la direction ou le point d'application de la force qui y agit. Le coin, le levier, etc... sont des machines au sens physique, mais ne sont que de simples outils du point de vue économique. On ne peut pas non plus définir simplement la machine comme un appareil mû, non par l'homme, mais par d'autres agents: l'animal, l'eau, la vapeur etc... En parlant des machines, nous distinguons machines-

outils et machines motrices. Celles-ci fournissent, au moyen d'agents mécaniques ou de l'énergie calorifique, chimique, électrique, etc... un mouvement donné qui, transmis convenablement, met en action la machine-outil (ou machine opératrice) de manière à ce que celle-ci exécute des actions et des mouvements confiés auparavant à l'homme utilisant un outil relativement simple.

Mais même les machines-outils qui utilisent la force humaine comme force motrice méritent économiquement le nom de machines en tant que l'homme accomplit un mouvement simple et continu.

Dans ce cas, l'intervention humaine devient purement accidentelle, car elle peut être remplacée par un moteur mécanique, comme l'on peut appliquer un moteur électrique à une machine à coudre.

Il est bien entendu que, suivant les cas, l'ouvrier continue d'intervenir, soit pour guider ou rectifier le mouvement de la machine-outil, soit pour diriger la force motrice : par exemple, en guidant l'étoffe qu'il faut coudre sous l'aiguille de la machine, ou en actionnant l'interrupteur du petit moteur.

Les premières machines furent opératrices et l'ouvrier devait fournir l'énergie physique pour les mettre en mouvement; puis on commença à substituer l'animal à l'homme et l'on utilisa la très vieille pratique qui consiste à tirer de l'énergie des cours d'eau et du vent; mais la véritable révolution mécanique fut réalisée par l'invention de la machine à vapeur, capable d'actionner en même temps un grand nombre de machines-outils. Par la suite est venue l'application industrielle de l'électricité qui permet d'utiliser à distance l'énergie hydraulique.

Il se pose la question de savoir si notre théorie de la valeur, effet du travail, et de la plus-value, effet du sur-travail, réussit à traduire convenablement le fait économique de l'emploi des machines et à expliquer que cet emploi est le fondement de la plus-value relative.

La machine prend place parmi les éléments du capital constant. C'est-à-dire qu'elle transmet au produit une partie de sa propre valeur. Cette fraction de valeur est d'autant plus

petite que la résistance à l'usure et la durée de service de la machine sont plus grandes; de même cette fraction de valeur est d'autant plus grande que la machine consomme plus de combustible, de lubrifiant, etc... (nous compterons la valeur du combustible, du lubrifiant, etc... parmi celle des matières premières (indirectes) qui vont s'incorporer au produit comme capital constant). Donc la machine semblerait ajouter quelque chose à la valeur et au prix du produit.

La valeur de la machine dépend pour nous du travail social moyen nécessaire à sa production. Moins la machine est coûteuse, moins elle consomme à parité d'énergie, et plus elle est productive, en ce sens qu'elle entre pour une plus faible part dans la valeur du produit.

Il est indubitable que la machine contient plus de travail, et qu'elle est beaucoup plus coûteuse que les simples outils de l'artisan ou même de la manufacture.

Donc, dans le machinisme, le moyen de travail semblerait prendre une plus grande part à la formation de la valeur du produit. Pourtant, en compensation de ce fait, il se vérifie une diminution des frais de salaires, la machine se substituant, à parité de produit, à un grand nombre de travailleurs, de telle sorte que l'on peut avoir, dans l'ensemble, une diminution de la valeur du produit. Donc, bien que les installations productives du machinisme entraînent une dépense plus grande que celles de la manufacture pour la même valeur de produits, si le rendement du machinisme est tel que la valeur (somme de travail nécessaire) des produits diminue, le coût des installations mécaniques calculé en valeur absolue pourra diminuer.

28. Substitution de machines aux ouvriers.

Il s'agit de se demander si la machine permet d'épargner plus de frais de salaires qu'elle n'augmente les frais de conservation des installations productives. Ce bénéfice peut apparaître même si - comme c'est toujours le cas - la machine coûte beaucoup plus cher que l'outil.

Rappelons tout d'abord quel est le bilan de l'entreprise en utilisant les mêmes symboles que précédemment (1)

(1)- voir "Programme Communiste" n° 3, p. 44, chap. 20 : "Appendice. Calcul de l'entreprise décrite au chapitre 18".

$$fL - (qA + H + rM + vjn) = E$$

C'est-à-dire : les entrées (quantité L du produit par son prix unitaire f) moins les frais (valeur A des installations par leur quote annuelle d'amortissement q, plus les frais accessoires H, plus la quantité M de matières premières par leur prix unitaire r, plus le nombre n d'ouvriers par j journées de travail pour le salaire v) égale le profit total.

Rappelons également que le capital variable est donné par $V = njv$ et le taux de la plus-value par $pl' = \frac{E}{V}$

Dans cette entreprise on introduit une machine d'une valeur A_0 avec une quote annuelle d'usure $q_0 A_0$. Cette machine consomme une quantité M_0 de matières premières au prix r_0 . Elle permet d'éliminer n_0 ouvriers. Le capitaliste dépense en plus $q_0 A_0 + M_0 r_0$; il dépense en moins $n_0 jv$.

Il trouvera avantage à appliquer cette machine dès que se vérifiera :

$$n_0 jv \text{ supérieur à } q_0 A_0 + r_0 M_0$$

Lorsqu'il y a seulement égalité entre les deux membres, le capitaliste n'est pas encore poussé à introduire la machine, mais son adoption constituerait un bénéfice social. En fait, tandis que la partie $n_0 jv$ représente les salaires payés, c'est-à-dire la valeur de la force de travail, la partie $q_0 A_0 + r_0 M_0$ représente le prix payé sur le marché, c'est-à-dire une valeur correspondant à un travail intégralement payé (travail nécessaire payé aux ouvriers, surtravail empoché par le capitaliste producteur de la machine et le capitaliste producteur des matières premières). Du point de vue social la substitution serait donc souhaitable puisque dans les matières premières et la machine a été investi un nombre de journées de travail très inférieur aux $n_0 j$ épargnées, à parité de produit.

Voyons maintenant ce qu'il advient de la plus-value. En admettant que le capitaliste introduise la machine même lorsque les frais sont équivalents, le capital variable baissera de $n_0 jv$ à $(n - n_0) jv$. Le taux de la plus-value aura donc augmenté de :

$$\frac{E}{n_j v} \quad \text{à} \quad \frac{E}{(n - n_0) j v}$$

Par exemple : si le nombre d'ouvriers est passé de 100 à 50, le taux de la plus-value sera doublé.

Nous avons donc de la plus-value relative, c'est-à-dire une augmentation de la plus-value (pour l'instant seul le taux de la plus-value a augmenté) sans prolongation de la journée de travail.

Il pourrait sembler que ceci n'intéresse nullement le capitaliste puisqu'il a seulement déplacé une partie de ses investissements du capital variable au capital constant, sans que (pour l'instant) croisse son profit. Mais ceci n'est qu'une apparence et - en mettant de côté la confrontation complète entre l'analyse marxiste et le système de comptabilité capitaliste que Marx réserve au Livre III, mais que nous essaierons, plus loin, de réduire à quelques formules - la somme de capital constant $q_0 A_0 + r_0 M_0$ que notre capitaliste a substituée (la masse de la plus-value E restant inchangée) à une égale dépense de salaires, est à son tour le produit d'un travail qui, auparavant, n'était pas exécuté (c'est-à-dire avant que la machine et le charbon ne soient devenus nécessaires). Sur une telle somme de produits un autre capital (autre par le possesseur, mais en réalité le même qui auparavant s'investissait dans le salaire des n_0 ouvriers) a réalisé une autre plus-value: donc la plus-value totale a augmenté.

Supposons maintenant qu'il y ait un large bénéfice dans la substitution des frais de machine à une partie des salaires, comme cela se produit en réalité dans la diffusion du machinisme. Le profit E , si le prix des produits restait le même, augmenterait beaucoup, et le taux de la plus-value (profit sur dépenses en salaires) croîtrait pour deux raisons : par l'augmentation du dividende et la diminution du diviseur.

En réalité l'effet du machinisme, lorsqu'il s'est suffisamment généralisé, est de permettre la production des marchandises à un coût inférieur, c'est-à-dire pour une somme inférieure de travail. Et en fait, lorsque l'équilibre est atteint et que l'on retourne dans les conditions générales de notre hypothèse de recherche (sur le marché tout se paie à sa juste valeur, déterminée par le temps de travail), les prix des produits de l'entre-

prise considérée baissent en proportion du temps de travail inférieur qu'ils contiennent. Ils devront baisser obligatoirement, non certes parce que tel était le but du capitaliste, mais parce que la concurrence les y oblige. Le capitaliste n'aura pourtant pas à se repentir des innovations qu'il a introduites, et voici pourquoi. Dans le produit fL figurait du travail qui, maintenant, a diminué de n_0j journées de travail. Il est vrai que figurent en f_0L_0 les journées de travail contenues dans $q_0A_0 + r_0M_0$, mais leur nombre est bien inférieur : tout d'abord par l'effet de surtravail qui figure dans $q_0A_0 + r_0A_0$, ensuite parce que nous avons supposé $q_0A_0 + r_0A_0$ inférieur à n_0jv . Donc le produit L sera désormais payé à un prix inférieur à f , soit f_0 :

$$f_0 = \frac{qA + H + rM + q_0A_0 + r_0M_0 + (n - n_0) jv}{qA + H + rM + njv} f$$

Il semblerait donc que même dans ce second cas le profit redescende à la valeur E .

Mais si nous faisons l'hypothèse d'un équilibre général succédant à la diffusion du machinisme, nous devons admettre en conséquence que les phénomènes que nous avons considérés pour l'entreprise individuelle qui nous occupe se sont produits dans toutes les autres, entraînant la réduction des prix, non seulement pour les nouveaux produits A_0 et M_0 , mais également pour les anciens: A et M , et également pour les moyens de subsistance, c'est-à-dire pour les salaires. Par l'effet de cette compensation générale, la baisse des prix s'effectue sans diminuer le profit et sans toucher à l'augmentation que lui a faite subir l'introduction des machines. La masse de la plus-value restera donc accrue malgré la diminution du prix des produits; le taux de la plus-value aura également augmenté et la production de plus-value relative sera fortement exaltée.

Tout ceci, sans considérer encore les effets historiques et sociaux du machinisme dans l'augmentation générale de la masse de la consommation et du nombre des travailleurs absorbés par l'industrie.

Les effets secondaires de l'introduction des machines, qui concourent tous à accroître la plus-value, sont :

- a) la possibilité d'utiliser le travail des femmes et des enfants.
- b) la possibilité de prolonger la journée de travail, le travail exigeant moins d'efforts et d'attention.
- c) l'intensification du travail, c'est-à-dire l'augmentation de son rendement à parité de force d'emploi de l'ouvrier, chose qui peut également compenser la réduction forcée de la journée de travail.

29. Autres caractères du machinisme.

Une des conséquences de l'introduction du machinisme fut le licenciement immédiat d'un grand nombre d'ouvriers, qui causa de véritables révoltes suivies par la destruction des machines. Un exemple classique est le mouvement des "luddistes" au début du XIX^{me} siècle en Angleterre, réprimé par le gouvernement avec une extraordinaire violence.

L'apparition de la manufacture capitaliste n'avait pas provoqué de conflits analogues, car, si une opposition se manifesta de la part des corporations d'artisans, il n'y eut pas de conflits entre salariés et capitalistes.

Les conséquences de l'introduction des machines, qui donna lieu à une véritable tragédie de la misère, sont bien différentes. Les ouvriers ne pouvaient comprendre que ces inconvénients ne dérivait pas de la technique du machinisme, mais de son emploi social.

De nombreux économistes bourgeois contemporains de l'introduction du machinisme se préoccupaient de justifier et de défendre le système mécanique malgré tous ses inconvénients; mais, naturellement, ils tentaient de le faire sans confesser que ces inconvénients trouvaient leur fondement dans la gestion capitaliste du machinisme. Entre autres, ils énoncèrent la "théorie de la compensation" suivant laquelle la diminution des frais de main d'oeuvre (salaires) obtenue par la machine est une libération de capital qui peut être employé ailleurs en "donnant du travail" aux autres ouvriers. Cette théorie rappelle ce raisonnement vulgaire suivant lequel les capitalistes, en consommant une large partie du produit collectif du travail humain, fournissent aux travailleurs de plus nombreuses occasions de travailler et ainsi de gagner de quoi vivre.

Pour revenir à la théorie de la compensation, il suffit de noter que, comme nous l'avons vu, même si l'économie de salaires n'est pas supérieure à la valeur de la machine achetée, elle représente un nombre de journées de travail très supérieur. En effet, dans la valeur de la machine et dans celle de la différence épargnée - ou plutôt réinvestie ζ par le capitaliste, les frais de salaires apparaissent pour une fraction seulement, le reste étant couvert par des investissements en nouveau capital constant et par la plus-value. Mais les économistes en question se placent sur le terrain de la répercussion sur le marché du travail et des subsistances, du point de vue de leur loi de l'offre et de la demande.

Même sur ce terrain on pourrait en faire une critique. Par suite de la diminution des frais de salaires et de l'achat des moyens de subsistance de la part des ouvriers en chômage, la demande des moyens de subsistance baissera et leurs prix baisseront également. Mais l'offre de la force de travail augmentera également et son prix baissera; dans les entreprises qui produisent des moyens de subsistance, la baisse de la demande entraînera d'autres licenciements.

L'énigme des contradictions du machinisme ne peut être résolue que par la condamnation de l'application sociale qu'en fait le capitalisme. La société devrait épargner, avec les machines, une grande quantité de travail, la masse des aliments restant la même, dans la plus mauvaise hypothèse - ou, plus vraisemblablement, croissant elle aussi. Le résultat moyen serait: dépense de travail plus faible et plus grande masse d'aliments; mais le machinisme, en engendrant une plus-value relative, sépare le travailleur effectif de ses aliments et en soustrait une plus large quote au bénéfice des non travailleurs.

En réalité même dans le régime capitaliste se sont produits, à la suite de l'introduction du machinisme et de ses brutales répercussions, des phénomènes qui ont permis, en mettant de côté le prélèvement intensifié de plus-value, d'étendre malgré tout la demande de travailleurs, avec l'apparition de nouvelles industries inconnues auparavant, par suite de la production de machines ou d'autres exigences du système mécanique (chemins de fer, navigation à moteur, automobilisme, éclairage et chauffage au gaz et à l'électricité, photographie et cinématographie, télégraphie et radiotélégraphie, navigation aérienne, etc...).

Ce n'est pas ici le lieu de poursuivre une analyse de la révolution apportée par le machinisme dans la production, les rapports entre les divers marchés furent bouleversés, les pays qui se sont industrialisés les premiers purent inonder de leurs produits à bas prix les marchés extérieurs, et les autres pays durent se résoudre à produire des matières premières et des moyens de subsistance pour ceux qui étaient industrialisés. La main d'oeuvre rendue disponible par les machines donna une grande impulsion à l'émigration et à la colonisation. A l'époque où Marx écrivait les Etats-Unis étaient dans un tel rapport vis-à-vis de l'Angleterre, c'est-à-dire qu'ils absorbaient la population et les produits de l'industrie, en restituant des matières premières et des produits agricoles. Aujourd'hui ce rapport est radicalement changé, et s'il n'est pas vraiment inversé, il fait pourtant de l'industrie américaine une concurrente désormais capable de surclasser celle de l'Europe.

Toutefois, il ne s'agit pas de traiter ici la théorie des crises de surproduction et les phénomènes qui sont strictement liés à l'impérialisme industriel, colonial et militaire.

La grande industrie, en un mot, bouleverse de fond en comble, dès son apparition, la division sociale du travail.

Nous négligeons également de résumer ici les problèmes soulevés par le régime de fabrique et qui forment l'objet des revendications des organisations professionnelles et de ce que l'on appelle la législation sociale (discipline, hygiène, protection contre les accidents, invalidité, chômage, travail nocturne, travail des femmes et des enfants, etc...).

30. Grande industrie et agriculture.

Dans le texte de Marx, enfin, il est fait allusion à l'influence de la grande industrie sur l'agriculture, thème qui est traité complètement par ailleurs. Marx souligne que se répète d'une manière accentuée le dommage que les nouvelles méthodes font subir au producteur par suite de l'application capitaliste des nouvelles ressources techniques; mais il y ajoute la thèse que l'exploitation intensive épuise la fertilité accumulée dans la terre. Ce processus est évité par la découverte des en-

grais chimiques qui permettent de compenser artificiellement les pertes du sol, mais l'argument social de Marx conserve toute sa valeur, en tant qu'il signifie que l'application du machinisme à la terre sera difficilement réalisable par le capitalisme, bien que celui-ci ait pu relativement dépasser les contradictions de son application à l'industrie. Pour réaliser la révolution technique agraire, il est nécessaire que l'application de la technique mécanique soit faite sur une base sociale, par des directives centrales et non plus privées. Ce point de vue est confirmé par le contraste entre la marche en avant de l'industrie et l'état arriéré d'une grande partie de l'agriculture mondiale actuelle - et il concorde donc avec l'orientation programmatique de la socialisation du capital industriel comme étape nettement anticipée par rapport à l'industrialisation de l'agriculture.

31. Evolution historique de la production de plus-value. Evolution de la science économique.

Reparcourons le chemin déjà fait. Nous avons analysé l'échange des marchandises, en identifiant la marchandise à un produit du travail humain qui, au lieu d'être consommé par celui-là même qui l'a produit, est échangé par lui contre un autre produit qui lui est nécessaire; quel qu'en soit le mécanisme ou l'intermédiaire, la règle de cet échange est qu'il se produit entre des objets qui coûtent en moyenne le même temps de travail/

Le complexe de ceux qui travaillent et échangent présente des rapports toujours plus enchevêtrés et, à un certain moment, après que l'échange se soit généralisé, que la division du travail se soit étendue, que la monnaie ait été introduite, il semble que l'on assiste à la faillite de notre règle car, au travers des échanges, émergent des différences de valeur - c'est à-dire de la plus-value. Il existe certains possesseurs d'argent qui viennent sur le marché pour repartir ensuite en ayant "gagné" quelque chose, c'est-à-dire en emportant une somme de produits supérieure à celle qu'ils avaient apportée.

Avant même l'époque mercantile et dans des domaines autres que le marché, certains individus réalisaient (et réalisent) une semblable appropriation de produits; mais dans ces cas-là, ils leur étaient remis sans qu'ils fournissent aucun équiva-

lent matériel et sur la base de rapports sociaux qui révélaient à l'évidence leur caractère de rapports de force - qu'il s'agisse de tribus pillardes, de chefs militaires, hiérarchiques ou féodaux, de patrons d'esclaves ou autres choses semblables.

A partir du moment où la plus-value apparaît sur le terrain mercantile et semble se réaliser au travers de rapports pacifiques et légitimes, nous individualisons la naissance du capitalisme. Une telle plus-value semble ne pas être une appropriation de produits d'autrui, et donc de travail d'autrui.

A chaque époque la plus-value a permis à certains individus et même à des communautés entières d'éviter que tout ce qui avait été produit fût consommé, permettant cette accumulation de produits matériels nécessaire à la vie de sociétés qui marquent un progrès l'une par rapport à l'autre, et que l'on appelle communément richesse.

Dans l'Antiquité il apparaissait comme évident à ceux qui tentèrent les premiers de théoriser les faits économiques que toute plus-value surgissait du travail approprié sans frais (nous disons surtravail) et l'on reconnaissait que la source de la richesse est le travail.

Naturellement, il existe des richesses qui ne sont pas produites par le travail, mais offertes par la nature - mais c'est seulement dans des populations peu denses et aux besoins primitifs que l'on peut jouir de ces richesses sans travail. Lorsque l'économie ne fut plus basée sur le travail des esclaves ou des vaincus, mais sur le travail des paysans qui, pour le seigneur féodal chrétien étaient moralement des hommes comme lui, on formula théoriquement que la richesse était un don de la nature. en voulant dissimuler le rapport de force par lequel le propriétaire terrien obligeait le paysan à travailler au-delà des nécessités de sa propre consommation pour fournir un surtravail et un sur-produit au féodataire.

Après les grandes découvertes géographiques, lorsque la diffusion mondiale du commerce vint se superposer à l'économie terrienne, apparut l'école des mercantilistes, soutenant cette absurdité que ce n'est ni la nature, ni le travail, mais le simple échange qui produit la richesse; la plus-value naît de chaque

échange; leur loi fondamentale est la négation de la nôtre: pour eux, tout échange se produit entre non-équivalents.

Mais le capitalisme apparaît et avec lui de nouvelles doctrines économiques et de nouvelles explications de la plus-value et de l'origine de la richesse. La grande activité des ateliers manufacturiers et industriels force à constater cette vérité que toute richesse naît du travail. Ricardo fait triompher cette théorie et son école proclame que la richesse naît de la force productive du travail (Economie Politique Classique).

Arrivés à ce point, les théoriciens de la classe capitaliste ne sont plus ceux d'une couche révolutionnaire, mais ceux d'une classe conservatrice. Ils ne peuvent plus aller au-delà dans la recherche scientifique de la vérité.

Si la nouvelle société mercantile et industrielle a définitivement brisé tout frein de nature féodale ou théocratique au développement moderne des sciences de la nature, un développement semblable des sciences de la société est loin de lui convenir.

Ricardo et les siens savent que la valeur vient du travail, mais ils n'oseront pas conclure que la plus-value vient du surtravail, car alors le profit capitaliste trouverait sa cause, non pas dans une propriété immédiate du travail organisé moderne, mais seulement dans le fait qu'une contrainte lui est superposée.

Donc, tandis que les économistes contemporains de Marx soutenaient par toutes sortes de raisonnements que la plus-value est un fait "naturel" et "nécessaire" inhérent au travail productif, et que, donc, la société se développait sans jamais l'abolir, les multiples écoles successives iront - sous prétexte d'objectivité et de véritable sens de la science positive - récolter une masse de matériaux, tout en refusant d'en tirer des conclusions simplificatrices. Le profit deviendra une constatation de comptabilité, une différence arithmétique entre deux parties, mais l'on pourra individualiser ses causes avec une sage élasticité tout à la fois dans l'exploitation des ressources naturelles, dans le travail, dans les vicissitudes de l'échange, et ainsi de suite. On soutiendra que l'économie ne permet

pas d'énoncer des lois scientifiques ou même des hypothèses causales, avec le fameux argument que l'impondérable de l'intervention humaine y joue son rôle, et l'on voudra réduire l'économie à une simple statistique. On pourrait refuser de la même façon les constructions de la mécanique ou de la chimie puisque, malgré d'innombrables observations et expériences, personne n'a jamais vu la réalisation pure de la loi de l'inertie (qui serait le mouvement perpétuel, pratiquement absurde) ou un fragment de matière réelle dont les rapports entre les composants traduisent mathématiquement sans erreur les données de la théorie moléculaire.

La solution marxiste, au contraire, est cristalline : la valeur et la richesse naissent du travail; les échanges se font seulement entre équivalents; la plus-value ne surgit pas nécessairement là où existent travail productif et échanges de produits, et ce n'est pas un caractère nécessaire d'une haute division sociale du travail; elle représente un surtravail, c'est-à-dire un travail non payé et la condition nécessaire à sa production est l'existence d'un rapport social de force qui sépare le travailleur de l'instrument de production et du produit, et qui le contraigne à aliéner sa force de travail comme unique moyen de se procurer des moyens de subsistance.

La cause et la mesure du profit capitaliste résident dans une appropriation de surtravail. La thèse suivant laquelle il ne peut y avoir travail productif sans qu'apparaisse de la plus-value est fautive. Marx procède suivant une méthode que ses critiques vulgaires définissent comme une froide analyse du capitalisme, privée de toute approbation ou condamnation, et qui se conclut par la prévision de l'évolution graduelle ultérieure du capitalisme lui-même; le fait même que le Capital n'est pas un manifeste programmatique ou un mémoire de revendications, les induit à croire que l'on y tolère - programmatiquement - une longue évolution du régime capitaliste et qu'y figurent comme revendications satisfaisantes et désirables du prolétariat les mesures législatives de l'Angleterre et d'autres pays exposées dans la chronique des phases du développement bourgeois et analysées dans le but de montrer que s'y applique bien la théorie économique dont l'énonciation et la démonstration forment l'objet de l'ouvrage. Cet équivoque, grossier ou volontaire, se base sur le fait que le livre procède suivant la méthode scientifique, et que cette méthode consiste à écarter et à dénier toute valeur aux préconcepts de nature morale.

Il s'agit, dans le travail de recherche, d'accepter les faits tels qu'ils sont, de déterminer leurs lois, et sur cette base d'en suivre et d'en prévoir l'évolution. Ce n'est pas ici le lieu de montrer comment et pourquoi cette tâche ne contredit pas le moins du monde le travail d'intégration d'une intervention active, non pas de forces idéales ou d'individualités inspirées et créatrices, mais de collectivités opérant dans un domaine vaste ou réduit, suivant les situations (1).

Nous avons dit ceci parce que le chapitre 16 de la Section V nous fournit un exemple de la manière dont on doit lire et comprendre l'oeuvre de Marx.

Le fait de la plus-value est tout d'abord analysé suivant les méthodes de la science expérimentale sur la base d'une hypothèse qui explique et fournit une mesure des données connues. On examine donc la thèse, rappelée plus haut, qui prétend que la plus-value est inséparable du travail productif. On la confronte d'abord avec les données du passé : il est faux que la plus-value soit apparue en même temps que le travail productif; tant que le producteur reste en possession de ses instruments de travail et est en mesure de se procurer des matières premières, il reste libre d'aliéner ou non ses propres produits ou, en tous cas, il les éliène à son bénéfice exclusif et travaille autant qu'il le faut pour se procurer les objets dont il a besoin, c'est à dire pour le seul travail nécessaire. Dans les premières sociétés, si les forces de production acquises sont faibles, les besoins le sont également et, surtout là où le climat et la fertilité du sol sont favorables, le temps de travail nécessaire est réduit. Il faut l'intervention d'une force qui soumette les membres de la société l'un à l'autre pour imposer à certains de travailler un temps supplémentaire au bénéfice d'autrui. S'il est donc exact qu'un certain degré de productivité du travail est nécessaire pour qu'apparaisse le fait de la plus-value, on ne peut dire que celle-ci ait sa cause immédiate dans le travail, puisque nous trouvons dans l'histoire des exemples de travail sans plus-value.

(1) Nous faisons allusion aux problèmes du déterminisme et de la liberté d'initiative - que nous traiterons dans une étude sur l'aspect philosophique du marxisme - et à ceux de la fonction et de la tactique du parti, traités dans des textes et des thèses de nature politique.

Après cette confrontation avec les données de l'histoire qui suffisent à démentir la soi-disant nécessité de la plus-value et du profit, le troisième point de la démonstration est un corollaire évident : la disparition de la plus-value et du profit sera possible en conservant la haute productivité du travail à laquelle est parvenu le capitalisme.

Il ne s'agit donc pas de proposer des adoucissements ou de préconiser des changements secondaires de l'ordre économique; il s'agit, bien au contraire, de la position la plus radicale que l'on puisse penser, celle qui réclame la suppression du capitalisme lui-même, en balayant les prétendues démonstrations de la nécessité et de l'immanence sociale de ses principes fondamentaux. Le fait que ce passage est non seulement possible, mais nécessaire, ses modalités et la nature des forces qui exerceront une action positive dans ce sens, toutes ces questions seront traitées ailleurs.

32. Répartition de la valeur produite par le travail entre le capitaliste et le salarié.

Maintenant que nous avons esquissé à grands traits la variation historique de la durée et de la productivité technique de la journée de travail, considérons les lois quantitatives de ces variations. Dans tout ce qui suit nous considérons comme constante la valeur de l'argent qui joue le rôle de mesure de la valeur de toutes les autres marchandises : c'est-à-dire que nous supposons que le kilogramme d'or coûte toujours le même temps de travail moyen et que le kilogramme d'or représenté toujours le même nombre d'unités monétaires. Pour reprendre un exemple précédent, l'équivalence entre une heure de travail et trois francs reste toujours constante.

Nous ajoutons une nouvelle grandeur à celles que nous avons déjà considérées : la productivité du travail, c'est-à-dire sa capacité à produire un nombre plus ou moins grand de produits dans l'unité de temps. Nous désignerons cette grandeur par m en considérant la productivité sociale moyenne du travail. Nous appellerons au contraire intensité du travail sa productivité dans une entreprise donnée, cette intensité pouvant être supérieure ou inférieure à la productivité générale moyenne; nous la désignerons par i . Par exemple, la productivité générale moyenne

d'une heure de travail peut être équivalente à x grammes de fer, y grammes de coton, 2 grammes d'or et 3 francs; si un ouvrier d'une entreprise donnée, à cause de son habileté ou de moyens techniques supérieurs, est en mesure de produire 2 x grammes de fer, 2 y grammes de coton, etc..., c'est-à-dire 2 heures de travail moyen, nous dirons que l'intensité est le double de la productivité moyenne.

Mettons de côté le capital constant dont la valeur passe sans changement dans le produit, et considérons la valeur des produits due au travail; elle se compose, comme d'habitude du capital variable ou frais de salaires (v) et de la plus-value ou appropriation capitaliste (pl). Nous avons appelé taux de la plus-value le rapport $x = pl/v$ (1), et t représente toujours le nombre d'heures de travail. Appelons maintenant L la quantité du produit non plus annuelle, mais journalière, et f son prix unitaire pour ce qui concerne le travail (et non plus son prix total, c'est-à-dire englobant aussi le capital constant, comme précédemment). Nous aurons alors :

$$v + pl = fL = t x 3$$

1°/ La durée du travail varie (3° cas du chap. XVIII).

Au lieu de t heures de travail nous en avons maintenant t'. Si $t' = a t$, la quantité de produits L deviendra aL et sa valeur $faL = t' x 3$. La somme des salaires et de la plus-value a donc varié. Quelle aura été la variation de chacun d'eux ? En général le salaire restera constant, et toute l'augmentation retombera sur la plus-value (en supposant que la variation soit une augmentation). Pourtant, dans certaines limites, si les travailleurs restent en activité plus longtemps, ils consommeront plus de subsistances et il sera nécessaire d'augmenter les salaires si l'on ne veut pas voir diminuer l'intensité et la productivité du travail, que nous supposons constantes pour l'instant.

Donc, à une augmentation de la journée de travail correspond une augmentation de la valeur produite, une certaine augmentation de salaire et une augmentation correspondante de la plus-value.

(1) En réalité ce rapport a été désigné par pl' dans tout ce qui précède. Nous avons modifié ce symbole dans ce chapitre afin d'éviter des confusions comme on le verra mieux plus loin.

2°/ La journée de travail reste constante mais l'intensité du travail varie (2me cas) .

Dans une entreprise donnée, sans prolonger les heures de travail, on réussit à obtenir plus de produits, si bien que l'intensité du travail, qui correspondait auparavant à la productivité moyenne m , devient am . Cette fois encore nous obtenons plus de produits, soit $aL = L'$. Comme il n'y a pas de raisons pour que leur prix baisse sur le marché, on encaissera plus, soit $afL = at \times 3 = a (v + pl) = v' + pl'$.

Cette augmentation du complexe $v + pl$ doit se répartir sur le salaire et sur la plus-value. Il y aura une certaine augmentation du salaire car l'ouvrier, en travaillant plus intensément pendant le même temps, consomme plus et peut toujours offrir sa force de travail à d'autres patrons en se substituant à un autre ouvrier qui produit moins. Pourtant, si l'augmentation de l'intensité dépendait uniquement d'un secret de fabrication du capitaliste, le salaire pourrait rester inchangé ($v' = v$) et toute la différence se reporter sur la plus-value.

3°/-La journée de travail reste constante et, en négligeant les variations particulières de l'intensité, la productivité moyenne du travail varie dans toute la production (1er cas) .

Comme d'habitude, les produits passent de L à $aL = L'$ tout en étant le résultat de t' heures de travail moyen. Mais puisque cette variation, par hypothèse, intéresse toutes les marchandises, y compris les matières premières, les instruments de production et les subsistances, tous les prix vont baisser et celui de la force de travail avec eux. Le prix f devient $f' = f / a$; les frais de salaires deviennent $v' = v / a$.

Par suite le produit de la vente de L' sera :

$$L' f' = aL \times \frac{v}{a} = Lf$$

Une journée de travail fournit une plus grande quantité de produits mais continue de produire la même valeur.

$$pl' + v' = f'L' = fL = pl + v.$$

Le complexe de la plus-value et du salaire n'a pas varié. Mais nous avons vu que le salaire a diminué de v à $v' = v/a$. Par conséquent la plus-value a augmenté :

$$pl' = pl + v - v' = pl + v - \frac{v}{a} = pl - v \left(I - \frac{I}{a} \right)$$

Quelle sera la variation du taux de la plus-value? Il aura augmenté pour deux raisons pl' est supérieur à pl et v' est inférieur à v . Donc la valeur de la force de travail diminue, tandis que croissent la plus-value et le taux de la plus-value.

Ce taux devient :

$$x' = \frac{pl'}{v'} = \frac{pl + v \left(I - \frac{I}{a} \right)}{\frac{v}{a}} = a \frac{pl}{v} + (a - I)$$

$$x' = ax + (a - I)$$

a étant supérieur à l'unité, le taux de la plus-value a varié plus que proportionnellement à la productivité puisque, au lieu de correspondre au vieux taux multiplié par a , il s'y ajoute encore la quantité positive $(a - I)$. L'erreur de Ricardo qui, pourtant, avait découvert l'augmentation du taux de la plus-value, fut de la croire proportionnelle à l'augmentation de la productivité et à la réduction des salaires.

Prenons un exemple numérique pour clarifier les choses. Posons le salaire v égal à 18 francs, la plus-value à 12 fr. et le produit total à 30 fr. (6 heures, 4 heures et 10 heures) avec une augmentation de la productivité de 100%. Nous obtiendrons toujours 30 fr. puisque, tandis que le produit aura doublé (20 kilogrammes au lieu de 10, par exemple) le prix du Kg sera de 1,50 fr au lieu de 3. Le salaire baissera parallèlement de 18 à 9 fr; la plus-value augmentera de 12 à 21 fr.: elle n'augmentera donc pas de 100%. Le taux de la plus-value était auparavant de $12/18 = 66\%$, il devient maintenant $21/9 = 233\%$. Le taux de la plus-value a donc augmenté dans la proportion de $233/66 \approx 350\%$ pour une augmentation de la productivité de 100%.

Les trois cas que nous avons examinés peuvent se combiner à volonté, avec variations simultanées de toutes les grandeurs (4me cas).

Lorsque, dans le premier cas, les prix généraux ne varient pas, le salaire ou prix de la force de travail ne varie qu'en conséquence d'un surtravail supérieur (consommation plus grande de la force de travail). Si, au contraire, les prix varient par suite de la variation de la productivité générale, c'est la variation des salaires qui cause directement la variation inverse de la plus-value. Le capitalisme fait que l'accroissement de la force productive ne se résoud pas dans une diminution de travail moyen mais dans l'augmentation du rapport entre le prélèvement d'une classe privilégiée et la compensation du travail; ceci, en mettant de côté tout le reste du "passif" social d'un tel état de choses.

Chronique syndicale :

REPONSE A CERTAINS CONFUSIONNISTES

Il s'est formé récemment un "Comité Syndical Interprofessionnel", regroupant des militants appartenant à diverses "Tribunes" (bulletins ouvriers paraissant dans diverses entreprises), dont "Tribune Ouvrière" paraissant chez Renault. Il nous paraît important de faire une critique détaillée de ce "socialisme d'entreprise" en nous en prenant plus particulièrement à la "Tribune Ouvrière" de chez Renault et au groupe "Socialisme ou Barbarie" qui l'appuie et se charge de fournir une base "théorique" (!) à ces mouvements.

C'est "Socialisme ou Barbarie" qui définissait comme suit ce bulletin : "Il est en vérité l'organe d'un embryon d'organisation permanente des ouvriers, indépendant des bureaucraties syndicales et politiques". (Cf. le n°15-16 de "S. ou B."). Votre pensée fondamentale, c'est donc que toutes les conditions existent à l'intérieur de chaque entreprise pour lutter de façon conséquente contre le système d'oppression actuel (n°18 de "S.B."). La meilleure méthode que vous concevez est qu'il faut multiplier les "Tribunes Ouvrières" dans toutes les entreprises et que de cette façon se formera une structure permanente de la lutte ouvrière. Comment se fait-il que vous en êtes à cette forme d'organisation permanente, c'est-à-dire comment se fait-il que les "Tribunes Ouvrières" puissent sembler constituer une structure d'organisation capable de mener la lutte contre le capitalisme ?

La réponse est que vous croyez que tous les travailleurs, dans leur unité moléculaire (c'est-à-dire dans leur individualité) possèdent, chacun pris à part, la conscience de l'action qu'ils ont à mener. Pour "Socialisme ou Barbarie" comme pour vous, l'expérience faite quotidiennement par les ouvriers au sein de l'appareil de production les conduit à la découverte progressive des tâches d'organisation et de gestion. De même, c'est leur conscience des possibilités qu'offre le développement technique qui les conduit vers la réorganisation sociale. Le but de cette "organisation permanen-

te de la lutte ouvrière" n'est pas l'instauration de la société communiste (après la dictature du prolétariat), c'est-à-dire d'une société radicalement différente de la société exploiteuse présente. Vous cherchez une réorganisation là où il n'y a qu'une alternative : capitalisme ou communisme. Une "réorganisation sociale" demeure dans le cadre de la société capitaliste. Dans S. ou B., l'auteur avoue cela, pour S. ou B. et pour vous, en disant que cette expérience politique ne vise pas des buts tels que la création du parti et la destruction de l'Etat bourgeois. Dans un autre article, "l'usine et la gestion ouvrière", le même courant laisse supposer la possibilité de l'usine socialiste en opposition à l'usine capitaliste, sans passer inévitablement par le renversement de tout l'appareil économique et politique bourgeois, mais par la seule suppression des hiérarchies dans la production.

Pour le premier point, il suffit de voir que les pays les plus développés en matière technique, Etats-Unis en tête, n'offrent pas, de loin s'en faut, la démonstration que la prise de conscience évolue parallèlement au développement technique.

Selon vous, puisque chacun des éléments ouvriers possède la conscience, il suffit de les grouper, de les amener à s'explicitier (par les T.O. que vous êtes) et à agir. Tout ceci est votre "pensée fondamentale". Nous passons maintenant à l'analyse des grandes valeurs de votre système. Puisque les ouvriers ont spontanément la conscience, ils n'ont pas besoin d'une organisation dont l'action déborde largement le cadre de l'usine, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas besoin du parti révolutionnaire, qui rassemble l'expérience passée et présente de tous les pays et forme ainsi la conscience et le moyen qui réaliseront l'oeuvre gigantesque de la révolution. Vous cherchez au contraire la conscience et les perspectives dans chacun des ouvriers. Or, celui qui fait intervenir, comme force motrice dans l'histoire, la conscience individuelle, ses opinions et ses décisions, n'a rien à voir avec le marxisme et ne rend pas de service à la classe des producteurs.

Voilà en quoi cela vous concerne : vous autres T.O. vous restez sur le plan de la conscience individuelle que vous multipliez simplement par 10 ou par 20 (dans chaque T.O.), puis par 10 ou 20 (ou davantage) dans le groupement de celle-ci. Mais ce faisant vous restez au niveau de la conscience individuelle, de l'opinion et des décisions individuelles moyennes. Cette façon de procéder

est évidemment hautement démocratique, puisqu'après avoir soutenu et stimulé la libre expression de ces consciences, vous vous basez sur l'opinion moyenne obtenue par cette consultation pour fixer le contenu et la forme de " votre lutte ". On comprend que dans une période de recul et de dégénérescence du mouvement ouvrier vous n'ayiez que des programmes lamentables, en procédant de la sorte.

Pour nous ce qui pousse les hommes à agir, ce ne sont pas les opinions, les croyances ou autres phénomènes de ce que l'on appelle la pensée, qui inspireraient ensuite leur action et leur volonté. Mais les hommes sont poussés à agir par leurs besoins. Ces besoins prennent le caractère d'intérêts communs, lorsque les mêmes exigences matérielles stimulent en même temps des groupes entiers. Mais les individus se heurtent aux limitations que l'ambiance et la structure sociale imposent à la réalisation de ces exigences.

Ce que nous entendons par action spontanée, c'est que les individus et les groupes réagissent dans un sens qui, pour la grande moyenne, est nécessairement déterminé avant même que le jeu des stimulants et des réactions n'ait fait naître dans leurs cerveaux ces reflets qu'on appelle les sentiments, pensées, jugements.

Ce qui nous intéresse, ce sont les déterminations matérielles qui font agir les masses, c'est-à-dire les causes matérielles. Alors que vous n'avez d'yeux que pour les reflets de ces déterminations matérielles dans les cerveaux, ces réactions fugitives et souvent maladroitement de l'individu sur le plan de la pensée, de l'opinion et des sentiments. De telles réactions fugitives vous tirez démocratiquement la moyenne, dont vous faites le contenu de la lutte ouvrière. Ce moyen démocratique est aussi celui des plateformes avec les autres T.O. où toutes les opinions s'expriment et où vous vous efforcez de tirer une moyenne position commune. Cette façon de coller aux masses ouvrières, en faisant un programme de ses opinions moyennes, donc l'opinion de l'ouvrier moyen, explique que vous n'avez que des programmes peu prétentieux en cette période de recul du mouvement ouvrier: vous préférez parler de gestion de la production et du pays au lieu de la dictature du prolétariat, de socialisme, d'abolition de la monnaie: mais par là, vous ne reflétez que le défaitisme actuel et vous voudriez en faire un programme pour l'avenir. Vous représentez l'ouvrier moyen dans sa mentalité actuelle. Lorsqu'un jeune ouvrier, qui a

la volonté de militer et un grand désir de connaître et de savoir, mais n'a pas encore l'expérience, vient à vous, attiré par les mots de socialisme, de Lénine et d'antiparlementarisme, bref par le jargon pseudo-radical que vous avez emprunté à d'autres, en d'autres temps, c'est un malheur pour lui. "Vous qui avez milité depuis plus de dix ans, expliquez-moi, par quel mécanisme, par quels moyens le mouvement ouvrier en est là où il est maintenant? Ditez-moi ce qu'est le socialisme?", voilà ce que ce jeune ouvrier vous demandera. Vous lui répondrez que vous ne faites pas de théorie, mais que vous êtes actifs (vous n'avez rien appris pendant ces dix ans et plus, passés à vous agiter sans cesse!). Au lieu de faire un militant révolutionnaire, vous rabaissez cet ouvrier au niveau moyen, au défaitisme moyen actuel. Ce n'est certes pas de cette façon que l'on prépare l'avenir révolutionnaire du prolétariat! Essayez donc de comprendre cette chose simple: la lutte, le programme et le but du prolétariat ne changent pas selon les époques, selon les défaites ou les victoires que le prolétariat remporte: ils restent toujours les mêmes.

Mais revenons à vos idées et à cette fameuse conscience individuelle. Si l'on se place du point de vue individuel, les intérêts ne sont pas communs au sein de l'entreprise, dont vous voulez être l'expression. La fonction de l'O.S. par exemple, détermine une conscience différente de celle du P.3. tandis que celle du P.3. diffère de celle du technicien, etc. Même parmi les O.S., il existe 2 catégories: l'un O.S. productif et l'autre improductif (?!) qui n'a pas les mêmes intérêts (ni le même salaire) que le premier. Il est indéniable que ce sont là des éléments de la fameuse "conscience ouvrière", mais nous n'allons pas établir notre programme à partir de la moyenne de ces limitations individuelles dues au mécanisme de la production. A quoi correspond donc pour nous cette conscience: sur ce plan, elle reflète la hiérarchie au sein de l'entreprise, et cette division, même si elle est artificielle au niveau technique actuel, correspond à un état de fait dont les racines font partie intégrante de la structure du capitalisme, puisque ce dernier apparaît justement comme le système déterminant la plus grande différenciation des fonctions et donc des hiérarchies sociales. Il faut donc aller également contre cette conscience spontanée des groupes d'ouvriers en même temps que contre les causes matérielles de la hiérarchisation si l'on veut lutter efficacement contre la hiérarchie des salaires, c'est-à-dire qu'il faut substituer l'intérêt général du prolétariat au particularisme des diverses catégories professionnelles. Or vous ne reflétez que ce particularisme et

cette dispersion, et l'entreprise n'offre pas en son sein toute la base de cette lutte; elle ne saurait donc être menée seulement à partir d'elle et en fonction d'elle.

C'est au travers de la construction de sa hiérarchie sociale que jusqu'à présent toute société a pris forme. Plus le capitalisme différencie les salaires dans les usines pour diviser les ouvriers, plus il répand ses idées. En effet, une société ne crée pas seulement des produits matériels, mais aussi les produits idéologiques indispensables à sa conservation: toutes ces idées ont une base hiérarchique : droit, morale, philosophie, religion. C'est seulement sur le plan social et politique qu'il est possible de mener la lutte totale et efficace: elle ne saurait se limiter à la sphère des rapports ouvriers - patrons. Mais dans cette sphère des rapports ouvriers - patrons, le prolétariat a à mener une lutte impitoyable contre le capital pour lui arracher le maximum. Dans cette lutte, il n'y a pas à tenir compte des intérêts de la production, de la nation et d'autres couches sociales hybrides, ni des possibilités de l'entreprise. Pour nous, la lutte économique pratique est, comme l'a définie Engels, la "résistance aux capitalistes" ou ce qui est appelé encore la lutte professionnelle, syndicaliste ou trade-unioniste.

Mais de vous, qui vous limitez au cadre de l'entreprise, on pourrait attendre que vous y meniez la lutte qui doit s'y mener, à savoir la lutte économique - pratique et puisque vous avez décidé de vous limiter à l'entreprise, que vous laissiez à d'autres l'organisation de la lutte théorique et politique. En réalité, ce que vous faites, c'est critiquer toute forme cohérente de lutte politique et théorique, sans pour autant mener la lutte économique, qui à notre sens ne peut d'ailleurs être efficace que par l'attaque concentrique des trois armes du prolétariat. En effet, pourquoi faudrait-il renoncer à une quelconque de ces armes ?

Mais vous avez, pensez-vous, un argument à nous opposer ici: vous prétendez vous-mêmes ne pas vous limiter aux seules questions de beefsteack et vous êtes prêts, dites-vous, à ce que la politique ait une certaine place. Mais quelle est cette politique ? Avez-vous pour autant renoncé à vous limiter à l'entreprise ? Non, car vous vous bornez à une politique à partir de l'usine et établie en fonction d'elle. Or, il faut suivre la politique là où elle se développe, sur son terrain à elle; pour connaître la politique il faut connaître ses enchaînements et ses causes là où ils se produisent; il faut agir là où elle se trame, et il est inconcevable que

cette action de riposte du prolétariat ait un caractère purement économique. Or, vous élaborez votre politique à partir de l'entreprise et en fonction d'elle et la conséquence en est que le socialisme se limite pour vous au problème de gestion.

Nous allons voir combien vous êtes éloignés de la lutte pour le socialisme (et donc contre le capitalisme) et comment vous posez le lien entre l'économie et la politique. Pour ce faire, nous nous référons à la conclusion de l'éditorial de T.O. du n° 38 (sept. 1957) inspiré par la brochure de S. ou B. " Comment lutter!" Dans celle-ci sont envisagées les revendications : retour aux 45 h., rétrécissement de la hiérarchie, augmentation uniforme de 40 frs pour tous et incorporation de toutes les primes au salaire, comme plateforme pour poser la question de la gestion de la production et de tout le pays par les travailleurs au travers d'une grève générale illimitée, coordonnée par des Comités d'usines. Voilà ce qui est déterminant et faire la politique à partir de l'usine. Vous partez de revendications économiques banales (oui) et vous vous mettez à rêver d'un plan qui va jusqu'à la gestion de la production et du pays. Mais laissons encore la parole à ces faiseurs de plans et nous allons voir combien celui-ci est fertile en surprises, rebondissements, etc. (p. 20) : "... Si les travailleurs, après avoir imposé la revalorisation générale de leur pouvoir d'achat, manifestent leur détermination de riposter immédiatement à toute tentative de la bourgeoisie de reprendre de la main gauche ce qu'elle a donné de la main droite, ils peuvent faire reculer la bourgeoisie". La bourgeoisie subsiste donc en dehors des usines ? La lutte ne se fera donc pas uniquement pour la gestion ?

Dans le paragraphe suivant, nous lisons : "Il faut que ces organes (les Comités de grève démocratiquement élus) se maintiennent, qu'ils organisent leurs contacts permanents d'entreprise à entreprise et de localité à localité, qu'ils proclament publiquement leur intention de contrôler l'évolution de la situation en général et du pouvoir d'achat en particulier, et d'appeler à nouveau les travailleurs à la lutte à la moindre tentative, d'où qu'elle vienne d'attenter à leur niveau de vie !" (C'est nous qui soulignons). Autrement dit vous n'avez pas, dans votre plan, abattu la bourgeoisie (même après avoir imposé la revalorisation intégrale du pouvoir d'achat !) et elle surgit à présent, malgré vous, et il s'agit de lui résister. L'offensive généralisée vous l'avez conduite à une position générale de repli, de défensive. Il est faux de croire que c'est en supprimant (ou en limitant) les inégalités que

l'on pourrait supprimer les différences de classes. En réalité, c'est l'intervention despotique du prolétariat dans les rapports de production et de classes, par la dictature du prolétariat, qui seule le pourra.

La société imaginaire gérée par les Comités ouvriers n'a rien de commun avec la forme socialiste et communiste, même dans sa phase de transition. En effet, la production et la distribution ne sont pas étendues à l'échelle de la société, ni même à l'échelle nationale, puisque les instruments et les produits du travail sont mis à la disposition des Comités librement confédérés ou fédéralement libres d'agir à leur guise. Si les entreprises ainsi gérées par les Comités se rendaient autonomes, elles lutteraient entre elles par la concurrence, et ensuite physiquement, surtout en l'absence de toute espèce d'Etat.

Votre gestion de la production reproduit exactement le schéma de la production capitaliste. L'obstacle majeur, c'est l'existence de l'entreprise, et non pas le fait qu'elle ait un patron. Car comment voit-on les relations entre les entreprises particulières ayant leurs intérêts particuliers et les éventuels Comités de liaison qui représenteraient l'intérêt général, comment lutterait-on pour éviter que les grandes entreprises n'étouffent les petites, que les usines ayant une faible productivité puisse lutter à armes égales avec celles qui disposent des instruments de production les plus développés ?

Dans ce schéma fictif, la production n'est pas effectuée par la société, ni pour la société, mais pour les comités de gestion, par les entreprises. En effet, elle restera une production de marchandises et chaque bien de consommation passera en tant que tel d'une usine à l'autre. Et puisque ceci ne peut se produire sans équivalent monétaire, sans une mesure de valeur, ces biens passent également comme tels au consommateur individuel. Le système du salaire s'y maintient, comme chaque fois que l'on poursuit l'utopie d'attribuer tout le produit au travailleur. L'accumulation aura beaucoup plus de chances de recommencer (à supposer qu'elle se soit jamais arrêtée !) comme accumulation d'argent, de stocks formidables de matières premières et de produits finis. Ce n'est donc pas une société socialiste. Le socialisme est la conquête de tout le produit par les travailleurs associés non pas en entreprises, mais en une société internationale formant un seul bloc, pour arracher à la nature ce dont l'homme a besoin. En réalité, l'organisation de la

production en entreprises autonomes, ayant leur bilan et leur comptabilité propre (et donc leur rentabilité) correspond à un niveau encore très bas du mode de production (oui, messieurs qui êtes si fiers de vos usines techniquement ultra-modernes). En effet, au lieu de concentrer unitairement toutes les énergies à la lutte contre la nature, elles se gaspillent à lutter entre elles, sur le plan de la concurrence nationale, internationale, etc... Le processus historique qui, à partir d'une société pleinement capitaliste et industrielle conduit au socialisme, nous le voyons depuis un siècle déjà comme suit : formation du prolétariat; organisation du prolétariat en parti politique de classe ; organisation du prolétariat en classe dominante. C'est seulement alors que commencent le contrôle et la gestion de la production, non pas dans l'usine, ni par le conseil du personnel, mais dans la société et par l'Etat de classe dirigé par le parti de classe. Dans la société pleinement socialiste, les formules de contrôle ouvrier et de gestion ouvrière perdent toute signification, à plus forte raison. Car dans le socialisme, la société n'est plus divisée en producteurs et non producteurs, parce qu'elle n'est plus une société divisée en classe. Le socialisme ne sera pas l'autonomie du prolétariat, mais sa disparition, c'est-à-dire la disparition du salariat, de l'échange, même du dernier, celui qui s'effectue entre monnaie et force de travail, disparition enfin de l'entreprise. Il n'y aura rien à contrôler, ni à gérer, personne face à qui réclamer l'autonomie. L'autonomie ne peut en effet être autre chose que la lutte d'une partie des travailleurs contre une autre partie, de fédérations contre d'autres fédérations, de producteurs contre d'autres producteurs. Avec votre gestion de la production et du pays, vous démontrez simplement une impuissance théorique et pratique à lutter pour une société qui ne soit pas une mauvaise copie de la société bourgeoise.

Pour nous, les Conseils d'ouvriers sont effectivement à leur base des organes de la classe. Ils ne sont pas, comme on l'a cru, des combinaisons des représentations corporatives ou professionnelles et n'ont donc pas à nos yeux des limitations que présentent les organismes de caractère purement économique. L'importance de ces conseils réside pour nous avant tout dans le fait qu'ils sont des organes de lutte.

Du fait que nous sommes actuellement dans une période de recul et de dégénérescence du mouvement ouvrier, vous déduisez que c'est la politique menée du Manifeste de 1848 à la III^e In-

ternationale qui a conduit à cette faillite. Vous pensez donc qu'il faut modifier cette doctrine en recourant aux expériences nouvelles. En réalité, vous niez ainsi la seule expérience à tirer de cette situation, à savoir que le mouvement prolétarien révolutionnaire n'a dégénéré que parce que la doctrine révolutionnaire marxiste a été abandonnée et reniée progressivement, sous l'assaut des réformistes, des opportunistes et des révisionnistes, qui ont fait prévaloir leurs thèses dans le parti révolutionnaire. Sachez que tout rapetissement de la doctrine socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière, impliquent un renforcement de l'idéologie bourgeoise et de son influence au sein du mouvement ouvrier. La riposte à la dégénérescence doit donc se faire en premier lieu par la réaffirmation de tous les principes qui ont été mis en pièces par les révisionnistes et il ne s'agit pas de chercher des théories soi-disant nouvelles. Voilà la tâche la plus urgente du moment pour reconstituer la lutte révolutionnaire.

Les T.O. et S. ou B. traduisent en formules et codifient la dissociation momentanée qui s'est produite entre la lutte ouvrière et la voie historique. Ils sont tous deux le produit de cette situation où le prolétariat battu, désesparé et éliminé de la vie politique, n'imprime plus son sceau propre au mouvement de la société. Ils avilissent le passé du mouvement prolétarien tout autant qu'ils désarment le proche avenir, car ils ont découvert que tout n'est que mystification : la science développée par la phase bourgeoise, ils l'englobent à tort dans l'"idéologie", dont ils ignorent la portée révolutionnaire; pour eux, le socialisme n'aura jamais été qu'une utopie et ils réduisent le traditionnel programme historique du prolétariat à l'état d'un informe amalgame d'idéologies les plus diverses, empruntées pour la plupart à la bourgeoisie.

Voici une longue citation de T.O., déc. 1954, n°7, p. 5 qui exprime la similitude d'idées entre T.O. et S. ou B. : le défaitisme de la période actuelle et la manière de l'ériger en principe :

"... Et tout le monde s'adresse à la classe ouvrière pour appuyer l'une ou l'autre politique. Chacun a son plan, mais à l'ouvrier on ne lui demande jamais le sien. On lui demande d'être pour l'un ou pour l'autre.

Si l'ouvrier pouvait avoir la parole et pouvait faire entendre sa voix, son langage serait différent : "Nous ne voulons pas nous mêler de savoir ce que vous, politiciens et capitalistes allez faire avec le fruit de notre travail, ce qui nous intéresse

est autre chose. Etes-vous capables de vendre les produits que vous nous faites fabriquer ? Très bien qu'à cela ne tienne. Pourquoi alors ne serait-ce pas nous qui déterminerions ce que l'on doit fabriquer et qui le répartirions ? Pour savoir quoi fabriquer, nous ne serions pas embarrassés. Nous manquons de tout logement, produits de consommation, etc... Quant à répartir tout cela, nous serions très capables de nous en charger. Que vous vendiez notre travail à la Russie ou à l'Allemagne, peu nous importe, vous nous prenez toujours notre travail. Ce qui nous importe est que vous ne preniez plus notre travail. Non seulement vous prenez notre travail, mais vous voulez que nous luttions pour que celui à qui ce travail doit profiter soit américain, français, allemand ou russe.

Nous voulons que notre travail profite aux ouvriers, mais là c'est une question "toute différente".

C'est cela que les ouvriers répondraient. S'ils ne le font pas, c'est parce que les politiciens parlent à leur place et qu'ils n'ont rien pour se faire entendre.

Si nous avons ouvert le journal, c'est pour que les ouvriers s'expriment et ne laissent plus les autres s'exprimer à leur place. Ne plus faire confiance aux autres, cela ne veut pas dire que l'ouvrier doit se taire et laisser aux autres le soin de penser à sa place, il doit au contraire essayer d'affirmer la pensée de sa classe et faire entendre sa propre voix".

L'attaque menée ainsi contre les politiciens est également dirigée contre toute politique et toute idéologie, comme en témoigne le T.O. de mars 1958 :

" La passivité de la classe ouvrière est due avant tout à la politisation qu'on lui donne; elle est provoquée par les influences que lui font subir et la bourgeoisie et les partis de gauche. Tant que la classe ouvrière ne sortira pas de cette ornière idéologique. Il n'y aura rien à faire et nous serons les complices des Oradours d'Afrique du Nord ". (c'est nous qui soulignons).

Mais comment cette opposition à la politique peut-elle se concilier avec votre affirmation " que la politique doit avoir sa place dans les T.O." ? L'explication est fournie par la forme même des T.O., qui sont des plateformes où s'expriment librement les opinions les plus contradictoires et ne poursuivent pas une

ligne ferme et unique, un programme bien défini. Comme il ressort de la première citation, vous envisagez face à l'échec actuel en premier lieu un repli de l'ouvrier dans l'entreprise, puis de celle-ci le repli dans le cerveau de chacun des ouvriers. Or ce cerveau est soumis à un bombardement intensif de toutes les propagandes bourgeoises qui disposent de moyens puissants : presse, radio, cinéma, publicité et le mode de vie actuel en général. Et c'est ce cerveau sans défense, sollicité jusque dans l'usine par les propagandes patronales et opportunistes (1) qui devrait formuler la pensée de la classe, sans l'aide d'aucun écran-filtreur ? Ce que vous proposez aux ouvriers, c'est de singer les bourgeois, de jouer à l'intellectuel : exprimer sa pensée. Mais cette pensée spontanée ne reflète que la confusion et le désarroi actuel, et c'est ce que vous exprimez fidèlement dans les T.O.

Chacun des millions et des millions de prolétaires referait la théorie et la politique à sa manière dans sa tête. Or sachez que la politique et la théorie ne se fabriquent pas dans les cerveaux pas plus qu'on invente les lois en chimie, en physique on n'invente pas les lois de l'histoire, même démocratiquement entre ouvriers !

Une autre question, commune à T.O. et S. ou B. et en liaison avec la revendication de tout le produit par le travailleur, est la nébuleuse substitution de la bureaucratie à la bourgeoisie. Nous répondrons rapidement ici : la pyramide des revenus se termine en fait par une pointe effilée, car les super-traitements sont relativement rares. Même si le nombre des bureaucrates s'élevait à 1/5e de celui des prolétaires (ce qui est une exagération absurde), le volume de la pointe de la pyramide des revenus serait minime. Si nous admettons, par ailleurs, qu'il correspond à une masse de salaires double de celle du reste de la pyramide, les traitements bureaucratiques s'élevaient alors au maximum à 15 ou 20 fois les salaires ouvriers. Etant donné que ces bureaucrates reclassés seraient proprement utilisés ... à se gratter le nombril, on pourrait bien parler de surtravail "extorqué" : mais celui-ci ne

(1) Voici un exemple entre mille : à la Régie Renault, qui groupe plus de 40 000 salariés, une quête symbolique a été faite lors de la mort du président-directeur, dans l'entreprise. 50% du personnel a apporté sa contribution. Repoussant l'opportunisme syndical actuel, les travailleurs tombent ainsi, sans intermédiaire, sous la coupe du patronat.

représenterait tout au plus que 10 ou 15% de tout le produit (étant donné qu'il ne se compose pas, naturellement, des seuls salaires et traitements). La bureaucratie une fois défenestrée, le niveau de vie n'augmenterait qu'imperceptiblement ou bien le temps de travail global ne diminuerait que d'une heure. Est-ce difficile à comprendre ?

Il va de soi que la révolution ne se fera pas, comme dit Marx, pour la "dernière heure" de Senior (1); elle se fera pour toute la journée et pour toute la vie. Le prolétaire qui ferait la révolution pour ne s'attribuer que cette partie du produit de son travail et pour gérer ensuite les entreprises, serait un prolétariat inconscient: c'est le but que s'assignent T.O. et S. ou B. On comprend qu'ils soient les théoriciens de la défaite. Cette confusion entre bourgeoisie et bureaucratie a son origine dans l'optique même de S. ou B. et de T.O., à savoir considérer tout à partir de l'entreprise: il s'agit de lutter contre tous ceux qui prélèvent injustement une part du produit du travailleur, en ne voyant que les personnes physiques: les bureaucrates et les bourgeois, qui se mélangent dans leur tête. Or, pour tout ce qui concerne l'analyse de la situation, rien n'est jamais mis directement en relation avec la nature même du capitalisme. Ainsi dans le numéro 44 de T.O. : "Le virus patriotique et la guerre d'Algérie". L'anarchie de la production, le fait de faire la guerre, que ne soient pas construits de maisons, de crèches et d'écoles etc...; ce sont les généraux qui abusent du pouvoir et que les gouvernements couvrent : bref tout cela est accidentel, de la fausse manoeuvre, on dirait presque des malentendus. A vous lire, on croirait que les sbires de Himmler, ainsi que les généraux nazis ont contaminé (explication de type médical) les français qui, ainsi sont devenus tortionnaires ou de braves généraux sont devenus des généraux de type nazi. L'auteur se demande alors "comment en est-on arrivé là en quelques années ?" Il ne semble y voir que le résultat de quelques années de politique parlementaire funeste, quand il n'y découvre pas que la passivité de la classe ouvrière n'est due après tout qu'à la politisation qu'on lui donne.

(1) Senior affirmait que la douzième heure que l'on voulait ravir aux capitalistes (en diminuant les heures de travail) était précisément la seule heure dont ils tiraient profit.

En réalité, l'antifascisme et la politique de la Résistance, au cours de la guerre et ensuite, ne représentent que les derniers chaînons d'une longue période de dégénérescence de la lutte prolétarienne. On pourrait chiffrer à plus de quarante ans, et non à quelques années, la période où a sévi en France l'opportunisme ouvrier. C'est parce que l'auteur est effrayé de la décomposition avancée du mouvement ouvrier français qu'il en arrive à accuser les ouvriers eux-mêmes de faire et de payer la guerre coloniale voire de la soutenir ouvertement. Mais au lieu d'attaquer la ligne politique des partis ouvriers patentés, il s'en prend à l'ornière idéologique que représenterait en soi toute politique de parti ou d'organisation. Il accuse ainsi les organisations ouvrières d'avoir abdiqué leur rôle d'éducatrices révolutionnaires et d'avoir repris les idées fondamentales de la bourgeoisie. Il propose donc " de reconstruire et de retrouver l'idéal " pour lequel le mouvement ouvrier s'est battu pendant près d'un siècle". Ici il faut poser clairement la question à ces gens de T.O. : quel est cet "idéal"? définissez-vous ! Vous savez-vous-mêmes qu'il faut reconstruire; dites-donc quel est ce programme, d'une manière claire et d'une manière durable.

Nous sommes maintenant en 1958; depuis une décade, vous pratiquez votre immédiatisme. Mais il existait une autre voie, celle d'un approfondissement des positions théoriques qui a non seulement permis de persister, mais de progresser. Aujourd'hui, il suffit de confronter les positions respectives sur le plan théorique et pratique pour s'apercevoir que ceux qui abandonnèrent les formulations programmatiques classiques sont en fait retombés dans toutes les erreurs des théoriciens prémarxistes et sont encore à se demander : quel est l' "idéal" ?

En attendant votre programme a été toujours et partout : contradictions et confusion. Celles-ci abondent et l'on pourrait citer par exemple le n° 23 de T.O. où vous reprochez d'une part aux syndicats de ne pas remplir leurs fonctions et d'autre part vous suggérez le front unique pour imposer l'union d'action avec ces mêmes syndicats. Plus loin, on lit encore que tout recours aux syndicats est banni, puisqu'il faut substituer aux organismes syndicaux des organismes ouvriers.

Mais tout cela date d'avant l'article où vous proposez de rechercher l' "idéal" et de reconstruire. Recherchons donc quelle a été votre action la plus récente et nous verrons ce que valent

vos déclarations. Face à la situation politique actuelle (affaire d'Algérie, gaullisme, réforme de la Constitution et renforcement de la République) dans le dernier T.O. votre position était la suivante : ni pour Pflimlin, ni pour de Gaulle. Pour des immédiatistes de votre genre, il était étonnant que vous ayez pu vous contenir pour une fois. En réalité, comme tous les autres, vous avez apporté votre contribution. En effet, vous croyez pouvoir profiter des mots d'ordre de constitution de comités antifascistes lancés par les partis et les organisations démocratiques et républicaines, pour lancer à votre tour votre mot d'ordre des "Comités pour la paix en ALGERIE et pour la défense des salaires et des libertés ouvrières" dans chaque atelier et dans chaque département. Avec deux pages d'écriture, vous voulez bouleverser toute la situation et la détourner à votre profit. C'est folie des grandeurs.

Il est pourtant élémentaire de savoir que certaines situations sont révolutionnaires, alors que d'autres ne le sont pas. Or, vous croyez qu'à tout moment, on peut lancer efficacement un mot d'ordre général de lutte. Vous décrivez d'une part, la situation comme catastrophique pour la classe ouvrière (cf. article sur l'Algérie), mais d'autre part vous pensez qu'elle permet des actions d'envergure.

L'expérience a montré que c'est au nom de la "démocratie" que le mouvement prolétarien a dégénéré. C'est en posant sans cesse au prolétariat comme seule alternative : démocratie ou fascisme, que les partis "communistes" et l'Etat russe ont substitué la défense de l'ordre bourgeois au programme révolutionnaire du prolétariat. Mais cela ne vous empêche pas de proclamer à tout bout de champs les mots de liberté et de démocratie.

Il n'y a qu'une alternative : oeuvrer à la reconstruction du mouvement révolutionnaire à partir des données classiques marxistes ou bien contribuer à la confusion pour retarder l'effondrement du régime capitaliste.

" L'EXPERIENCE POLONAISE " DES CONSEILS OUVRIERS

En cette époque, où l'opinion ne se passionne, en politique comme en tout autre domaine, que pour les événements spectaculaires que lui jette en pâture la grande presse, les plus significatifs sont parfois ceux qui passent à peu près inaperçus. Telle la décision prise en mars dernier par le gouvernement de Gromulka de mettre fin à l'existence autonome des Conseils ouvriers de Pologne. Il est bien vrai que depuis cette date la tragi-comédie de la IV^{me} République a accaparé l'attention générale, mais même avant l'explosion de la crise française, cet aspect le plus intéressant de la " mise au pas " de la surfaite "révolution polonaise" n'avait guère suscité de commentaires. Et on peut s'étonner que ceux qui avaient célébré l'avènement des Conseils ouvriers de Pologne par une littérature abondante et enthousiaste soient demeurés aussi discrets quant à la signification de leur effacement.

Pourtant les mesures prises à l'encontre de ces organismes n'expriment pas seulement l'écroulement de la perspective, trop rapidement échaffaudée par certains, d'une reprise ouvrière radicale au sein des démocraties populaires, mais elles constituent de plus un nouveau et sérieux démenti à leur thèse du renouveau du mouvement communiste international, lequel, à les entendre, devrait essentiellement s'inspirer des formes d'action adoptées par le prolétariat de ces pays. Plus encore qu'en Hongrie révolutionnaire et battue par les armes, l'expérience polonaise des conseils ouvriers a été aussi décevante qu'éphémère. Mais ce qui n'est pour nous qu'une échéance logique et prévisible, étant donné les conditions générales et le rôle contradictoire dans lequel de tels organismes étaient forcés de se débattre, devrait au moins donner à réfléchir à ceux qui les ont salués comme la forme d'avenir de la lutte prolétarienne, plus encore comme le socialisme de demain.

Si nous qui n'avons pas partagé les mêmes illusions et l'avons dit nettement en temps opportun, estimons utile de revenir aujourd'hui sur ce sujet, c'est parce que nous pensons que la classe ouvrière, lorsqu'elle retrouvera sa juste ligne d'action politique en purgeant toutes les déviations opportunistes qu'elle a

subies, ne devra pas épargner celle qui s'est fait jour sous les mouvements de Hongrie et de Pologne et, plus encore, sous les "théorisations" dont ces mouvements ont fait l'objet. La conception politique que ces dernières expriment, en enfermant l'énergie de classe dans le cadre étriqué de l'entreprise ne fait que ressusciter la vieille idéologie "gestionnaire" dont la doctrine du prolétariat s'est depuis longtemps débarrassée au prix de chères et dures expériences historiques. Mais sous son aspect actuel, cette idéologie a elle-même dépouillé tout son ancien prestige subversif pour n'être plus qu'un nouveau déguisement du classique réformisme démocratique, comme l'illustrent diverses caractéristiques que nous allons exposer et qui expliquent la vicissitude finale du mouvement des conseils ouvriers de Pologne.

Une vérité pas bonne à dire.

L'aspect théorique et historique de la question, nous ne ferons ici que l'effleurer, renvoyant le lecteur au numéro 1 de cette revue, dans lequel il trouvera un exposé systématique de la position marxiste à l'égard des diverses formes d'organisation similaires, expérimentées par le prolétariat au cours d'une longue lutte historique. Il ne s'agit ici que de l'illustrer une nouvelle fois par l'examen de l'éphémère épopée des organisations ouvrières surgies au cours de la spectaculaire mais décevante "déstalinisation".

Le préjugé classique qui consiste à croire en la possibilité d'insérer le socialisme dans le cadre des rapports bourgeois de production a fait l'objet, sous ses diverses formes d'attaques incessantes et répétées de la part des marxistes orthodoxes et nous savons bien qu'il ne suffira pas, pour les déraciner, d'ajouter quelques nouvelles preuves expérimentales dont la portée échappe à quasi tout le monde. Mais nous savons aussi qu'à la base du mouvement des conseils en Pologne il y eut une réelle poussée ouvrière, une saine réaction de classe contre les méthodes d'exploitation qui comptent parmi les plus dures et les plus ignobles du système capitaliste. L'expérience que vient de faire le prolétariat polonais ne peut pas à la longue, ne pas porter ses fruits. Il importe toutefois d'en tirer profit sur un plan international et de mettre le révisionnisme de type "gestionnaire" en face des résultats probants de la politique qu'il préconise : la "déstalinisation" fut une farce tragique une pure manoeuvre de superstructure politique au sein des forces de conservation sociale du bloc oriental, dont les prolétaires

des pays de l'Est, partis en lutte sur leur propre objectif mais enrôlés derrière une bannière politique qui n'est pas la leur, ont essentiellement fait les frais.

Mais cette vérité, comme bien d'autres touchant à la situation actuelle du mouvement ouvrier, ne peut éclore sur les lèvres de ceux qui sont avant tout préoccupés de "faire masse" de recruter des adhérents à l'aide de mots d'ordre dont la facilité séduit. Ayant choisi la voie diamétralement opposée, nous serons plus à l'aise qu'eux, après l'extinction discrète des conseils polonais, pour tirer la leçon de cette phase qui n'est autre que la réponse que nous avons déjà donnée à la question que posait, après l'affaire hongroise, un groupe qui compte parmi les adeptes les plus résolus du système des conseils :

" Etes-vous pour ou contre l'action et le programme des travailleurs hongrois ? Etes-vous pour ou contre la constitution de Conseils des travailleurs dans tous les secteurs de la vie nationale et la gestion ouvrière de la production ? (1)

Nous déclarons donc posément que des vrais marxistes et des vrais révolutionnaires doivent être contre ce programme et contre ce rôle qu'il a assigné aux organisations surgies au feu de la lutte ouvrière. A plus forte raison faut-il être contre l'acceptation polonaise des conseils ouvriers, qui n'a pas le mérite d'avoir affronté l'épreuve du feu. Mais à l'encontre des philistins petits-bourgeois qui critiquent la forme des conseils parce qu'étant au-dessus des capacités techniques et des facultés d'organisation des ouvriers, ce dont nous faisons grief à leur formule polonaise ce n'est pas de "viser trop haut", d'assigner aux travailleurs une tâche impossible, mais bien au contraire de se situer en-deçà du socialisme et même de lui tourner le dos. Ce qui est chimérique en cette matière ce n'est pas de penser que les travailleurs présentent les qualités requises pour gérer l'entreprise moderne - quelques difficultés techniques qui puissent surgir - c'est de croire qu'une telle gestion, qui n'échappe pas aux lois draconiennes de l'économie fondée sur l'exploitation de la force de travail, puisse se concilier avec l'espoir d'amélioration de leur sort qu'y placent les salariés et, encore plus, qu'elle puisse représenter un accès au socialisme comme le postulent les "théoriciens" d'un marxisme "renové" !

(1) - Socialisme ou Barbarie n° 20, 1957.

Développer l'historique des conseils à travers tout le mouvement prolétarien déborderait des limites de cet article, mais il nous faudra cependant en relever quelques éléments afin de mettre en lumière la dégradation qu'a subie ce mot d'ordre qui, faussé d'abord par une erreur d'appréciation tactique, a dégénéré ensuite jusqu'à devenir une forme de mystification idéologique qui relève, non plus de la tradition révolutionnaire du prolétariat, mais de l'arsenal propagandiste réformiste et bourgeois. Cette évolution, dont tout un bavardage truffé d'arguments d'ordre technologique, voire philosophique, masque les résultats, apparaîtra plus clairement après le rappel de quelques définitions fondamentales.

En théorie, l'hypothèse d'une répartition du capital d'entreprise entre les travailleurs qu'elle occupe n'est nullement irrecevable et ne met pas en cause le caractère capitaliste de la production. Juridiquement est concevable, dans le cadre du système bourgeois, une gestion authentiquement et exclusivement ouvrière qui redistribuerait, sous forme de primes ou de dividendes la partie non-réinvestie du produit. Pratiquement ce système ne s'est réalisé que dans l'agriculture de type "collectiviste" faussement étiquetée socialiste où le kolkhosien, après la réalisation du produit et le prélèvement des fonds d'entretien et d'investissement, reçoit une part en numéraire proportionnelle à la quantité de travail fournie, compte tenu de sa qualification. Mais dans l'industrie aucune entreprise ne fonctionne intégralement sur cette base et les tentatives bâtar-des faites dans ce sens révèlent sans équivoque leur caractère de pure propagande paternaliste : si les ouvriers "participent" tant à la gestion qu'au profit, c'est uniquement dans la mesure où l'illusion d'une telle solidarité avec les intérêts de l'entreprise peut neutraliser toutes leurs velléités de lutte revendicative. Ainsi la pratique actuelle nous épargne la paradoxe d'ouvriers participant effectivement à l'organisation de leur propre exploitation.

Mais les quelques essais de "kolkhozianisation" de la production industrielle suffisent à montrer que la revendication de la gestion de l'entreprise par les travailleurs n'a pas de fondement classiste. Le paternalisme ainsi inové par quelques gigantesques firmes capitalistes, s'il apparaît comme une caricature de cette "gestion ouvrière" que revendiquent divers courants politiques se prétendant marxistes, n'en révèle pas moins qu'une telle structure, si elle s'avérait viable, ne sortirait pas du cadre mercantile et capitaliste d'exploitation de la force

de travail. L'identité de nature sociale entre ces initiatives du grand capital de l'ouest et l'expérience des conseils polonais ne frappe personne alors que leur substance économique est la même; mais c'est uniquement parce qu'il subsiste dans tous les esprits des doutes et des illusions quant à leur vrai caractère politique et social. C'est donc celui-ci qu'il convient ici de dévoiler sans équivoque et qui, effectivement, s'exprime dans les faits, notamment dans leur portée politique. Ce que ne font pas évidemment les activistes car leur propre est de masquer que les mouvements qu'ils appuient par souci d'efficacité relèvent des objectifs de la démocratie bourgeoise et non du prolétariat et du socialisme.

Il y a "conseils" et "conseils".

Il faut tout d'abord préciser le concept dont se réclame le mouvement que nous mettons en cause. Celui qui se rattache au nom impérissable que l'expérience passée a laissé à l'histoire sous le terme de soviets est d'ordre essentiellement politique. La classe ouvrière ne peut prendre la direction de la société en utilisant des organismes qui sont indissolublement liés aux formes d'organisation historique et sociale bourgeoise et destinées à périr avec elles : le parlement, la séparation des pouvoirs; l'appareil d'Etat tel que l'a créé la domination capitaliste avec ses fonctions déterminées. Les Soviets constituaient la base organique d'un Etat ayant des fonctions sociales toute opposées : celle de la dictature des classes non-possédantes. Ils avaient pour double tâche d'élaborer et d'appliquer toutes les mesures propres à rendre cette dictature effective. Les actuels partisans des conseils de Pologne spéculent, dans leur considération générale, sur l'étroite relation entre "l'économique" et le "politique" pour déduire que les défaites du prolétariat, et particulièrement la dégénérescence de la révolution russe, découlent de ce que le parti de classe aurait donné la primauté au second au détriment du premier. En réalité la distinction entre les deux termes n'a jamais été que formelle et il n'existerait pas de science de la société s'il n'avait été découvert qu'en définitive l'économie, comme facteur autonome, n'existe pas et que, dans la société de classe toute transformation relève de la politique c'est-à-dire est déterminée par des intérêts sociaux et ne s'accomplit que par un changement de pouvoir.

Justement ce que ces révisionnistes reprochent aux

Soviets c'est d'avoir été essentiellement des organismes de pouvoir et de ne pas être allés assez loin dans la voie de la transformation économique. On ne reviendra pas ici sur les limites que les conditions historiques et politiques imposaient à cette transformation dans la Russie d'Octobre. Mais il faut redire que la chose essentielle c'est l'ordre de priorité entre ces facteurs les Soviets ont bien été amenés à épauler ou prendre en charge des tâches "économiques", mais ils ont avant tout rempli leur rôle politique qui était celui d'exercer la dictature de classe. Lorsqu'ils sont intervenus pour ranimer l'activité productive que les entrepreneurs capitalistes sabotaient ou désertaient, et lorsque des ouvriers prirent en charge la gestion des usines dont le personnel de direction était défaillant, ils le firent - et c'était juste - non pas en fonction des préoccupations et de l'optique propres à l'entreprise, mais selon des critères centraux établis sur la base de la politique générale de l'Etat ouvrier. Ainsi peut-on vérifier que le simple contrôle ouvrier institué par la révolution d'octobre avait un caractère de classe bien plus affirmé que les expropriations massives accomplies par des mouvements révolutionnaires ultérieurs qui, tels celui de l'Espagne en 1936, donnaient la direction des entreprises aux ouvriers mais laissaient celle de l'Etat aux mains de coalitions politiques socialement hybrides qui furent très rapidement le jouet des influences et contradictions de l'impérialisme.

Les "Conseils" de la révolution d'octobre furent donc des formes originales d'organisation prolétarienne surgies de la lutte même et au travers desquelles devait s'effectuer l'intégration des classes productrices dans la dictature révolutionnaire pour le socialisme. Il est bien certain que la forme d'Etat ainsi instaurée brisait délibérément - et Lénine y a insisté - avec toutes les formes antérieures de la société de classe où l'Etat, tout en étant au service des classes dominantes, constituait un appareil au-dessus et étranger à la population. Mais il n'en est pas moins vrai que l'Etat prolétarien présentait cette caractéristique commune à tous les Etats, d'être un organe de dictature de classe, même si, pour la première fois dans l'histoire il était au service de la classe économiquement exploitée.

Sans nous étendre ici sur les vicissitudes des Soviets Russes, nous retiendrons comme acquis deux caractères essentiels qui les distinguent sans aucune confusion possible de la concep-

tion qu'on se fait actuellement des conseils d'ouvriers et qui tranchent nettement avec le rôle effectif qu'ils ont joué en Pologne . Tout d'abord les conseils russes n'ont jamais prétendu transformer les rapports sociaux en partant d'une réforme de l'entreprise , ils n'y participaient qu'à l'échelle de l'Etat. Ensuite, s'ils devinrent d'effectifs organismes prolétariens et révolutionnaires ce fut dans la mesure où ils revendiquèrent tout le pouvoir politique et où ils agirent sur la base du programme du parti de classe et en accord avec celui-ci. C'est cette aptitude qui en fit une force révolutionnaire dans un sens actif et non formel ils exprimaient incontestablement les aspirations de toutes les classes laborieuses, de la campagne comme de la ville. Mais l'équilibre qu'ils avaient établi entre elles ne se réclamait pas de la fumeuse et sacro-sainte démocratie; c'était un compromis mais dont la seule base était la polarisation de l'énergie révolutionnaire des classes qu'ils représentaient vers l'objectif historique de la seule classe foncièrement révolutionnaire : le prolétariat.

Premières altérations de cet acquis historique furent: d'abord la tendance à revendiquer, dans les pays d'occident, l'homologation des Soviets au sein de la démocratie bourgeoise (et donc leur compétition pacifique avec le parlement et le pouvoir d'Etat d'autres classes); ensuite le rétrécissement de leur base organique et de leur champ d'action au cadre des entreprises industrielles (organisation de type "conseils d'usine"). De ces deux conceptions l'une incline vers le réformisme social-démocrate, l'autre vers l'idéologie anarco-syndicaliste. Mais l'acception actuelle des conseils ouvriers se situe en fait à un niveau bien plus bas. Ces deux premières déviations, bien ou mal, se plaçaient sur le terrain de la conquête de la direction de la société, préalablement à toute préoccupation de réorganisation des rapports productifs. Pour la transformation sociale à accomplir, elles visaient au centre et non à la périphérie. Les conceptions actuelles s'assignent avant tout de modifier la structure de l'entreprise, d'en donner la gestion aux ouvriers et seulement après de coordonner entre elles toutes ces gestions et de régulariser leurs rapports avec le pouvoir politique. Il est évident que ce programme ne se préoccupe qu'accessoirement de la nature de l'Etat ou tout au moins dans la plus extrême confusion.

Une telle déchéance du mot d'ordre des conseils n'est évidemment pas fortuite. Elle découle de la grande défaite his-

torique du mouvement communiste international dont les tares idéologiques engendrées tout au long du cours de dégénérescences politiques continuent à peser sur les travailleurs même lorsqu'ils s'efforcent de passer à l'action pour leurs revendications immédiates, même lorsque les chefs qu'ils se donnent affirment vouloir reprendre la voie d'un socialisme "véritable".

Chimère du néo-ouvriérisme; contradiction de la "conquête" des entreprises.

Il convient toutefois d'établir une distinction préalable, d'une part entre les conseils ouvriers de Hongrie, nés au feu de la lutte insurrectionnelle, et ceux de Pologne, socialement pacifistes et "constitutionalistes", de l'autre entre ces deux expressions réelles de la poussée des travailleurs et leur "théorisation" par les groupes hétéroclites et squelettiques de "l'avant-garde" ouvrière des pays de l'Ouest. Quelles que soient les fautes politiques du mouvement hongrois on ne peut lui marchandier l'admiration que mérite toute lutte armée du prolétariat. De même qu'à l'égard de la Pologne on ne saurait contester la combattivité des travailleurs et le courage de la jeune "intelligentsia". Mais les spéculations théoriques et les éloges dythérambiques qui les ont salués dans l'ambiance quasi-intellectualiste et quasi-existentialiste des révisionnistes d'occident méritent, par contre, la plus grande sévérité. Car ce que ces gens-là ont porté aux nues, en disséquant savamment la "perspective" qu'elles contenaient, ce sont justement la faiblesse et l'insuffisance politique des mouvements hongrois et polonais. Toute la distinction qu'il convient de faire sur cette question des conseils d'Europe centrale c'est que, d'un côté nous avons le mouvement vivant, enfermé dans une incapacité politique et une confusion certaine, mais susceptible, sous certaines conditions, de préparer un nouvel éclatement révolutionnaire, tandis que de l'autre nous ne trouvons que d'exorbitantes prétentions activistes qui voudraient, par la vertu de fausses positions programmatiques, créer de toute pièce une agitation sociale inexistante, faire naître la reprise prolétarienne par le mérite de conceptions qui n'en sont, en définitive, que l'éteignoir. Quelle que soit la valeur idéologique intrinsèque d'un mouvement, il y a toujours lieu de distinguer son expression vivante de son expression fossilisée.

Nous ne reviendrons pas ici sur la critique du programme politique du mouvement des travailleurs hongrois, qui a déjà fait l'objet d'une étude dans cette revue (1) où fut mise en cause leur orientation générale axée sur un objectif pluri-classiste et anti-russe. Ce mouvement posait du moins le problème politique et la question du pouvoir puisqu'il fut conduit à "démissionner" par la force le gouvernement fantoche à la solde du Kremlin. Les événements ne lui ont pas permis de mettre à l'épreuve, sur le plan économique et social, son insuffisance programmatique. Pour les raisons inverses, l'expérience des conseils ouvriers de Pologne, qui se développe sur le terrain exclusivement légal des revendications de modification de structure des régimes des entreprises, est bien plus significative sous cet angle. Les quelques informations les concernant, et que nous avons relevées dans le journal "Commune" (n° 7, mars 1958), sont assez imprécises et souvent paraissent contradictoires. Mais elles ont un caractère commun indéniable : le mouvement polonais des conseils accuse la volonté d'améliorer et de réformer le système existant, mais non le désir de l'abattre, la conscience d'une exploitation éhontée des travailleurs mais non la notion des vrais critères du socialisme.

On peut constater en cette occasion que la confusion générale qui règne aujourd'hui sur la définition de la nature sociale du régime russe et de ses satellites se rit des frontières et du 'rideau de fer'. Comme pour faire pendant aux spéculations oiseuses de "l'avant-garde" anti-staliniste des pays de l'Ouest, la classe ouvrière des démocraties populaires, au moment où elle lance des assauts héroïques contre la superstructure qui l'opprima, se résigne à des recettes politiques déduètes et ridicules d' "aménagement" des rapports d'entreprise. Ils peuvent bien exulter ceux qui prétendent avoir fait l'autopsie de la "société bureaucratique" et qui retrouvent dans les "solutions" mises en oeuvre en Pologne de proches parentes de celles qu'ils préconisent pour tout le mouvement ouvrier. Cette similitude n'a rien de réconfortant. Elle prouve simplement qu'il n'existe qu'une seule solution de classe, et, que, là-bas comme ici, le fil de la continuité historique du mouvement révolutionnaire prolétarien est, sur le plan organique, coupé. Faute de pouvoir poser leur lutte dans les termes classiques de ce mouvement, les ouvriers sont condamnés à répéter de vieilles formules

(1)- voir programme communiste n° 2.

qui ont déjà prouvé leur inefficacité et leur danger d'infection idéologique du prolétariat. Il leur faut reparcourir, fut-ce en raccourci, toutes les étapes expérimentales déjà accomplies, le siècle dernier, par le prolétariat des pays de l'Ouest. Du moins, aurons-nous en compensation la certitude que, dans les conditions actuelles des démocraties populaires, cette expérience de tactiques et formes condamnées, sera brutale et édifiante et qu'elle ne laissera pas longtemps triompher ceux qui ergotent à leur sujet.

Ainsi, par un indéniable phénomène d'osmose politique, les principales formulations des courants anti-stalinistes d'occident - dont le mérite consiste, pour les plus originaux d'entre eux, à avoir découvert une nouvelle classe sociale, la bureaucratie, et une nouvelle phase du capitalisme, la phase "bureaucratique" - se sont répandues en Europe Centrale. Mais si elles ont abouti là-bas, comme nous allons le voir à des banalités réformistes d'une évidence choquante, c'est justement parce qu'elles ont été soumises à l'épreuve de la réalité de la lutte de classe. Et c'est ce qui nous donne le droit d'opposer leur résultat effectif aux savantes mais gratuites spéculations de leurs partisans de l'Ouest, et de balayer en même temps toute l'idéologie qui les imprègne.

A qui a eu le courage de lire toute la littérature des défenseurs de la théorie du "capitalisme bureaucratique", il est visible que ces derniers, lorsqu'ils ont voulu déduire de leur "analyse" une ligne programmatique précise, ont purement et simplement pillé dans l'arsenal des formules "ouvriéristes". Que renferme donc ce terme peu connu et peu utilisé d'"ouvriérisme" ? Il est difficile d'en donner une définition sinon par opposition à la formulation classique des buts et moyens de la lutte ouvrière dans le mouvement prolétarien. Les "ouvriéristes" c'étaient ceux qui, partant d'un concept nébuleux de la "conscience de classe", spontanément issue, disaient-ils, des conditions matérielles de l'exploitation capitaliste et équitablement impartie à chaque travailleur, refusait la claire formule de Lénine selon laquelle le socialisme doit être "importé" dans les masses sinon le prolétariat, privé de son parti, ne peut dépasser la "conscience" trade-unioniste (syndicale). Niant cette définition rigoureuse, les ouvriéristes lui opposaient toute une série de positions pratiques dont le caractère le plus clair consistait en ce qu'elles remettaient en cause le rôle du parti,

l'activité révolutionnaire dans les syndicats et la tactique générale du mouvement communiste international.

Mais là aussi quelle dégradation devons-nous constater entre cette école politique, profondément égarée, sur le plan de la théorie comme sur celui de la pratique, mais indéniablement animée d'esprit révolutionnaire et de farouche haine de classe, et ceux qui ont pillé ses formules pour les insérer dans un ensemble "théorique" qui ne peut aboutir, comme nous allons le voir, qu'au pur et simple réformisme ! L'ironie de cette évolution réside justement dans le fait que c'est l'existence même de cette structure de capitalisme d'Etat - dont les théoriciens de la bureaucratie ont si mal identifié l'expression sociale - qui a conduit leurs involontaires adeptes de Pologne, lesquels, comme M. Jourdain pour la prose, "font" de l'ouvriérisme sans le savoir) à poser de banales et usées revendications de réforme du système dit bureaucratique. C'est bien en effet à l'existence d'une forme économique que tout le monde croit non-capitaliste (ou, ce qui est encore pis, non-conforme au capitalisme décrit par Marx) et au fait qu'il est difficile à l'équipe politique qui la dirige de consentir aux réformes classiques vers lesquelles tendent les travailleurs des pays de l'Est, que la classe ouvrière des démocraties populaires est entraînée dans des mouvements extrêmement violents et quasi-désespérés et à les pousser au-delà des revendications économiques immédiates et de la conquête des moyens d'action, alors qu'elle s'avère incapable de formuler et d'organiser sa lutte sur des bases classistes et correctes.

Nous trouvons donc deux causes à l'impuissance du prolétariat de ces pays et à l'avènement de conceptions bâtarde qui en résultent : l'une relevant de la situation historique générale, de son produit monstrueux, le faux socialisme russe, et du recul du mouvement prolétarien international; l'autre découlant des conditions particulières aux pays du glacis soviétique.

L'ensemble du mouvement populaire qu'on a baptisé on ne sait pourquoi, "révolution polonaise", et dont le triste héros fut Gromulka, porte sans aucun doute l'empreinte de la confusion idéologique qui règne dans tous les milieux politiques et dans toutes les classes de la société à propos de la nature du système économique et social de la Russie et de ses "alliés".

L'opinion générale se retrouve sur cette notion archi-générale: ce système est différent du capitalisme occidental. Les plus radicales des critiques formulées à son adresse se réduisent à ceci que le socialisme de Kroutchev, comme celui de Staline, mais à un degré moindre, est imparfait. Les reproches les plus osés qui lui sont faits ne vont pas au-delà des griefs suivants : absence de démocratie, hypertrophie bureaucratique, arbitraire du parti et de l'Etat.

Les conseils de Pologne n'échappent pas à cette opinion et les critiques ouvrières à l'égard du "régime" calquent très fidèlement ces griefs généraux. Même leurs partisans de l'Ouest, ceux qui célébrèrent avec enthousiasme les "révolutions" hongroise et polonaise comme l'anticipation de l'assaut prolétarien international de demain, leur ouvrent largement leurs portes puisqu'ils considèrent que, dans ce cadre idéologique démocratique, le mouvement des conseils PEUT avoir des résultats positifs révolutionnaires. Toutes les nouvelles "théorisations" aboutissent en somme à ce même mouvement de réforme des résidus économiques et politiques du stalinisme.

Une telle réforme, nous l'avons dit aussi en son temps, eut été sans aucun doute un très illusoire progrès pour le prolétariat. Mais il s'avère qu'au moins pour trois raisons, cette réforme est extrêmement difficile sinon impossible. Tout d'abord le système russo-démo-populaire est du capitalisme achevé et la phase réformiste du capitalisme est historiquement dépassée : les jeunes capitalismes issus de la révolution nationale des peuples de couleur peuvent effectuer des réformes au détriment des séquelles du féodalisme local et de la domination détruite de l'impérialisme; les capitalismes définitivement stabilisés ne pourraient procéder, s'ils en avaient la possibilité économique, qu'à ces fausses améliorations qui caractérisent la "prospérité" d'occident. Mais ensuite cette marge de possibilités économiques fait encore grandement défaut dans les pays de l'est européen où le terrible effort d'industrialisation accompli après la guerre et les durables exigences de "l'allié" russe entretiennent un état de semi-crise latente. Enfin tout mouvement de réforme implique le déploiement d'immenses forces sociales qui n'est possible qu'avec la présence d'un prolétariat solidement organisé et dirigé par un vrai et fort parti de classe.

Or les positions exprimées par les conseils ouvriers démontrent que ni les dirigeants ni les travailleurs n'ont une conscience claire de ces choses. Les Chefs et les militants qui surgissent au cours du mouvement demeurent influencés par une école politique internationale qui vient de déclarer nettement qu'on peut aller au socialisme par la voie de la démocratie, qu'elle soit parlementaire ou populaire. Ne connaissant pas la nature des antagonismes internes du régime dans lequel ils vivent ils ne peuvent comprendre que toute amélioration sérieuse de la conditions ouvrière ne peut survenir que liée à une reprise de la lutte de classe et qu'elle ne peut donc être posée qu'en dehors des méthodes de coalition avec d'autres classes. Ces dernières, de par la situation des pays de l'est, sont appelées à s'appuyer sur la révolte du prolétariat parce que, comme lui, elles se heurtent en premier lieu à la Russie et à ses serviles agents à l'intérieur du pays. Mais si elles aspirent à relâcher l'étreinte russe, elles ne tiennent pas moins à maintenir la classe ouvrière dans sa sujétion misérable. Et c'est pourquoi elles sont promptes à la trahir lorsque le rapport des forces change après toute phase où, devant l'acuité de la crise sociale et l'irruption des ouvriers, ses représentants politiques ont été contraints de prendre à leur tour une attitude radicale en face du "protecteur" russe.

Les conseils ouvriers enfin, en voulant à la fois améliorer la condition des travailleurs, ce qui relève de la lutte pour les revendications immédiates, et postuler à la direction de l'économie, ce qui soulève la question de la prise du pouvoir, se sont révélés aussi impuissants sur un plan que sur l'autre. C'était normal dans les conditions présentes du mouvement ouvrier international. Ce qui l'est moins c'est de célébrer sans restriction le côté faible du mouvement polonais - sa direction et son orientation politiques - et d'y voir des intuitions révolutionnaires géniales alors qu'il s'agit d'une carence totale, involontaire, objectivement inévitable, mais indiscutable. Une situation politique d'intense exploitation des travailleurs dans laquelle ces derniers sont privés de tous moyens légaux d'action et de défense; une économie en proie à de grandes difficultés qui ne peut améliorer les conditions matérielles de toute la population et un pouvoir qui ne peut tolérer les moindres revendications ouvrières sans craindre une crise sociale; l'inexistence de tout lien organique avec une force prolétarienne internationale en complète déroute et la dispersion de toute tradition

révolutionnaire dans le pays où les générations présentes sont politiquement incultes et inexpérimentées; voilà le cadre extrêmement complexe et difficile dans lequel se posent les problèmes propres au prolétariat de Pologne et que d'aucuns voudraient voir se résoudre par les vertus de la "spontanéité de classe". De ce prolétariat courageux et résolu, ces révisionnistes voudraient attendre la seule chose qui lui manque : l'expérience politique et la continuité d'un parti de classe

Ni syndicat, ni parti - au-dessous des deux.

Dans de telles conditions il était ainsi fatal que les conseils polonais fussent tiraillés entre deux objectifs contradictoires. D'une part ils voulaient disputer à l'Etat et à sa bureaucratie la direction des entreprises, mais par là ils étaient appelés à prendre en charge toutes les exigences qui relèvent de la gestion, en particulier la rentabilité des entreprises qui repose, dans ce pays plus encore que dans tout autre, sur l'intensification de la spoliation de la force de travail. De l'autre ils prétendaient améliorer le niveau de vie du salarié par un assouplissement des rapports internes, la suppression du travail aux pièces, la réduction des normes, etc... Deux tâches qui sont évidemment inconciliables aussi longtemps que le cadre économique de la production demeure le même, c'est-à-dire dans ces pays comme dans ceux de l'Ouest, subordonné au marché, fondé sur le caractère de marchandise de la force de travail.

Les quelques échos qui sont parvenus de Pologne concernant l'activité des conseils ouvriers montrent effectivement que des organismes ont oscillé entre ces deux objectifs opposés: d'un côté la sauvegarde de la prospérité de l'entreprise, de l'autre les revendications des travailleurs.

Une telle contradiction peut apparaître évidente et on peut s'étonner que de tels objectifs aient été pris au sérieux. Mais il faut tenir compte qu'à l'encontre des élucubrations intellectualistes de nos théoriciens du marxisme "rénové", la promotion des recettes "gestionnaires" par les conseils de Pologne est le résultat direct d'une situation objective, d'un rapport de force social. Il est normal que, devant le spectacle de l'incurie et du cynisme borné de l'appareil bureaucratique,

les prolétaires polonais, imbus d'autre part de l'opinion que le capitalisme a été "liquidé" dans leur pays, aient été amenés en quelque sorte naturellement, à voir dans les revendications de gestion ouvrière, la condition nécessaire et suffisante de la réalisation d'un "vrai socialisme". Alors qu'une masse imposante de personnes érudites et cultivées ont lu et relu Marx sans comprendre son analyse du mode capitaliste de production et la conception communiste qu'il lui oppose à chaque page, on ne saurait faire grief à des ouvriers de prendre les apparences pour la réalité, c'est-à-dire de croire que la dureté des conditions qui leur sont faites est due à l'appétit des bureaucrates ou à leur incapacité technique, en un mot de penser que ce sont les besoins sordides de lucre et de domination des hommes qui déterminent le caractère de la production et non ce caractère qui engendre et perpète l'inégalité sociale. Aberration grave et profonde mais objectivement justifiée.

Toute autre est la spéculation "à froid" sur les mêmes apparences qui est l'oeuvre de gens qui se réclament du marxisme, donc d'une méthode scientifique et d'un concept critique de la métaphysique libérale, mais n'aboutissent qu'à une revendication s'inspirant de la notion bourgeoise du "libre contrat" entre les divers échangeistes du mode moderne de production qui, en dernière analyse apparaîtra comme l'argument central du mouvement des conseils. Là-bas comme ici ce ne sont pas ceux qui agissent et luttent, mais ceux qui pensent et élaborent qui errent, se trompent et, en définitive, portent la responsabilité de la triste fin de l'expérience. Tandis qu'ils exaltent le remarquable initiative des travailleurs et leur forte intuition de l'organisation et du combat, ils ne sont capables, eux, les dirigeants, les "théoriciens", que de les conduire sur un terrain de revendication totalement étranger aux principes de la révolution socialiste dont ils se réclament. Bien plus ils aggravent l'inévitable effet des apparences, qui induit à prendre pour cause de la misère ouvrière l'attitude de la bureaucratie, alors que celle-ci n'est qu'un instrument des forces sociales privilégiées, et lui donnent une justification frauduleuse par le concept même qu'ils mettent en avant. Aux antagonismes sociaux impersonnels, de la production mercantile capitaliste, ils substituent arbitrairement la volonté, la conscience, l'erreur des hommes; ils transforment l'opposition entre les deux grands facteurs antagoniques de la production moderne, le capital et le travail, en opposition entre exécutants et dirigeants dans un

procès spectaculaire mais creux dont la "bureaucratie" fait exclusivement les frais. Cette conception nous la connaissons déjà, elle nous revient, amplifiée, de la Pologne, où, après Djilas, les "barbaristes" de Paris et toutes leurs émules, le mouvement des conseils découvre à son tour quel est leur ennemi n° 1 : " il faut lutter contre la hiérarchie et contre la bureaucratie "....

Comment s'y sont-ils pris ? Le journal " Commune " nous l'explique; il s'agit avant tout de modifier les rapports au sein de l'entreprise : " ... celle-ci doit être considérée non seulement comme unité économique de production mais comme structure sociale où les ouvriers peuvent agir plus efficacement" (1). Une telle affirmation est effarante. Non seulement elle constitue la négation de tout caractère de classe à la revendication ouvrière (jusqu'ici dans toute conception socialiste il s'agissait de modifier la structure sociale pour modifier les rapports d'entreprise, et non l'inverse), mais encore elle heurte le simple bon sens, l'expérience la plus empirique qui sait bien que le "tête-à-tête" entre employeur et ouvrier dans l'entreprise représenté toujours, pour ces derniers, le terrain de débat le plus défavorable. Ce serait un lieu commun de rappeler qu'au cours d'un siècle de luttes contre l'exploitation ce fut toujours l'élargissement du front d'action, de l'entreprise à la profession, de la profession à l'ensemble de la classe, qui rendit possible la défense efficace des intérêts immédiats des travailleurs. Mais si on admettait un instant que le système économique polonais, comme le pensent les porte-paroles du mouvement des conseils, n'est pas capitaliste et que les ennuis et difficultés qu'y éprouvent les ouvriers découlent de ce qu'il subsiste en son sein, et comme conséquence d'une phase transitoire, des intérêts étrangers au socialisme et pesant directement sur les ouvriers, ce ne serait pas la pression isolée des travailleurs enfermés dans le circuit des rapports d'entreprise qui les combattrait " le plus efficacement", mais bien l'autorité des décisions centrales appuyées sur le pouvoir d'Etat. Coincées entre les impératives décisions du centre politique et la vigilance des syndicats ouvriers, toute atteinte portant préjudice aux conditions de salaire et de travail des ouvriers serait impitoyablement brimée, toute tare et parasitisme de la "bureaucratie" sévèrement réfoyés.

(1)- Commune n°7, article cité.

Mais il ne s'agit pas de cela en Pologne. Il s'agit bel et bien des contrastes internes d'une production capitaliste et " l'esprit de corps " au profit de l'entreprise qui se manifeste chez les tenants des conseils ouvriers pourrait bien n'être que le reflet de la mentalité réformiste des catégories moyennes et des couches privilégiées du prolétariat, mécontentes des brimades et pressions de la bureaucratie de l'Etat, mais peu soucieuse d'un véritable conflit avec le pouvoir, et auxquelles l'impasse dans lequel se trouve la situation politique laisse le champ libre à l'intérieur de la poussée ouvrière. Quelques éléments qu'on examinera plus loin pourraient justifier cette hypothèse.

Quoi qu'il en soit, sincères ou non, les hommes des conseils de Pologne, semblables en cela aussi à nos révisionnistes occidentaux, nous présentent comme une nouveauté des solutions aussi banales que surfaites. Ainsi, à les croire, le programme évoqué ci-dessus constituerait " un sens nouveau de la vieille devise du contrôle ouvrier". Ce qui indique une confusion encore plus grande: le mot d'ordre du contrôle ouvrier constituerait donc une mesure socialiste ? On voit par là qu'il est continuellement nécessaire de reprendre la question de la définition des rapports économiques dans la révolution russe, dont il s'avère de plus en plus que personne ne veut ou ne peut comprendre le sens. Le contrôle ouvrier que préconisait le pouvoir d'Octobre était destiné à suppléer la carence des entrepreneurs capitalistes, dont les uns avaient fui l'usine et les autres sabotaient la production. Ils exprimaient, non pas la forme la plus élevée d'organisation productive sous pouvoir prolétarien, mais l'impossibilité immédiate d'un capitalisme d'Etat, c'est-à-dire d'une formule qui, dans des conditions qui ne permettaient pas la réalisation des mesures du "socialisme inférieur" (suppression des formes mercantiles) constituait le degré maximum de concentration et de centralisation économique auquel tendait la révolution prolétarienne encore enfermée dans les limites de la seule Russie. De cette formule qui avait pour objet de pallier la dispersion des forces productives, on voudrait faire une nouvelle édition qui érigerait à l'état de principe ce que le mot d'ordre bolchevick voulait justement combattre : l'autonomie des entreprises que revendiquent aujourd'hui les conseils polonais lorsqu'ils veulent " enlever à l'Etat la libre disposition " ?

C'est pur verbiage de vouloir freiner l'emprise de l'Etat sans avoir la force d'en définir la nature économique et sociale. De deux choses l'une : ou bien les rapports de production sont en voie de transformation dans un sens pro-socialiste et alors doit se vérifier une tendance à la disparition de tous les caractères et exigences qui dominent la production mercantile. On doit constater une progressive réduction des heures de travail, compensée par la suppression des productions inutiles ou nuisibles et par l'augmentation délibérée du prix du produit. On doit assister au dépérissement du salariat par la suppression échelonnée du mécanisme monétaire comme moyen d'entretien de la force de travail : transports, services et denrées de première nécessité devenant gratuits. La monnaie doit céder la place à une attestation de travail non accumulable et qui ne peut être échangée que contre des produits de consommation. Tout cela n'est évidemment possible que par une planification rationnelle l'observation de décisions générales prises au niveau de l'Etat et même contre l'éventuelle tendance des entreprises à décider elles-mêmes de leurs rapports internes et externes. C'est la dictature de classe qui fixe les modalités de salaire, durée et conditions de travail pour tous, et non des accords contractuels entre direction et ouvriers d'entreprise et ce, jusqu'à la fusion de chacune des entreprises en un tout organique, jusqu'à la disparition complète des fondements de l'économie de marché, c'est-à-dire : le salaire, la monnaie, l'autonomie de la cellule productive ... Mais il est évident que ce n'est pas là le chemin parcouru, ni par la Russie ni par ses satellites.

Ou bien, comme c'est l'évidente réalité dans les pays de l'est, la production conserve tous les caractères d'une production capitaliste et on ne s'en débarrasse pas en grignotant, fut-ce au profit d'authentiques travailleurs, des prérogatives d'organisation et de gestion de l'entreprise, mais par une complète révolution sociale dont le premier acte est la prise prolétarienne du pouvoir et la dictature.

Il suffit de parcourir la documentation sur les conseils de Pologne pour se rendre compte que leur direction n'a même pas pris conscience de cette alternative. Elle est restée sur la perspective d'une transformation prudente et modérée et, ce faisant, elle a échoué, aussi bien sur le plan de la défense des revendications ouvrières que sur celui d'une "rénovation" socialiste du système de gouvernement.

Mais ce qui est peut-être plus édifiant encore c'est que, de cette impuissance, les ouvriers polonais semblent avoir eu l'intuition. A en croire certains indices qui ressortent de l'article cité, le mouvement des conseils, loin d'avoir présenté cette homogénéité et cet enthousiasme "de base" dont ses partisans occidentaux ont fait le grand critère dont ils tirent argument pour affirmer leur caractère prolétarien d'avenir, se révèle susciter le septicisme des travailleurs. On peut en juger par les réactions contradictoires du mouvement devant le contraste fondamental des intérêts sociaux qui se manifeste même sous enveloppe "bureaucratique". Il est bien évident que ce que désirent en premier lieu les travailleurs polonais c'est vivre mieux, travailler dans des conditions moins infamantes, se débarrasser à la fois de la pression policière et de son expression stakhanoviste dans les normes de salaire et la forme du labeur. Sous cette poussée ils ont été conduits à mettre en doute la fastidieuse propagande officielle en faveur du "socialisme" à la mode russe et de ne plus accepter l'impératif de "l'intérêt national" dont la grande aberration idéologique du stalinisme a fait le pendant inséparable du communisme. Ceci constitue sans aucun doute une évolution d'une portée considérable, en ce sens notamment, qu'un tel phénomène prouve qu'on ne peut conjurer indéfiniment la révolte prolétarienne par des mots et des phrases fussent-ils choisis dans la phraséologie la plus ignoblement usurpée. Mais si ces travailleurs, livrés aux méfaits de la confusion politique la plus extravagante, ne sont pas éclairés sur le caractère capitaliste inséparable de toute production nationale, comment sont-ils déterminés à aborder le problème de leurs revendications immédiates ? Simplement à la façon classique dont, en tous temps et tous lieux, les ouvriers ont été poussés à l'action lorsqu'ils ne disposaient pas du guide politique de classe, c'est-à-dire en ne pas dépassant la "conscience trade-unioniste", dont Lénine disait qu'elle était, dans ces conditions, le maximum de conscience à laquelle des salariés peuvent prétendre. C'est ce qu'ils ont fait effectivement en Pologne. Ils ont revendiqué avec décision et courage leurs traditionnels moyens d'action de classe - le droit de grève et des syndicats authentiquement ouvriers - mais n'ont pas compris que cette revendication constituait une véritable déclaration de guerre à l'Etat capitaliste et qu'en conséquence elle exigeait des moyens appropriés : une véritable organisation politique de classe et non cette création hybride et contradictoire, compromis entre le démocratisme à l'occi-

dentale, les illusions du staliniste " socialisme national " et le vieil économisme pré-marxiste, qui a usurpé le nom glorieux de conseils ouvriers.

Aussi, dans une période de complète décomposition opportuniste du mouvement prolétarien international et au contact de la confusion idéologique staliniste et post-staliniste, leur trade unionisme s'est-il situé au niveau historique le plus bas, celui du syndicalisme réformiste, qui implique, non la lutte de classe, mais les compromis, l'arbitrage de l'Etat, les contrats: " la défense des intérêts du salarié ne peut pas se limiter à celle de ses intérêts de producteur : les syndicats doivent avoir le droit d'intervenir, tout en gardant leur distance de tout parti et de l'Etat, dans les questions du régime, de la politique générale, etc... " . "Pour que les syndicats ne perdent pas leur indépendance, l'exercice des fonctions qui leur incombent dans la société et dans l'Etat ne doit pas prendre la forme de participation aux décisions, de statut consultatif ou de responsabilités dans l'application des décisions prises. Ici aussi, ils doivent intervenir en qualité de "partie contractante".

Le fonds réformiste de cette orientation est indiscutable ? Il apparaît non seulement dans la notion des "rapports contractuels" avec l'Etat et de l'indépendance à son égard, mais encore parce que, plus loin, dans cet ensemble, d'informations contradictoires, nous voyons les syndicats exprimer la même réserve à l'égard des conseils. Et ce mouvement lui-même alors qu'il postule à la direction des entreprises dans le but avoué de mettre un terme à l'exploitation des ouvriers et qu'il considère que la gestion des travailleurs doit supprimer tous les contrastes au sein de l'usine, adopte des principes qui trahissent la défiance envers ce système de "représentation" des prolétaires dans le processus de production :

" Les délégués n'ont pas à se préoccuper des intérêts de l'entreprise, mais bien de ceux de son personnel. Ils doivent adopter en conséquence à l'égard de la direction une attitude de "parti contractante". La "collaboration" doit céder la place à la "négociation". Cette revendication est maintenue là même où, comme en Pologne, le régime a accepté le principe d'"auto-gestion" des entreprises par des "Conseils ouvriers" : les travailleurs exigent de leurs délégués qu'ils adoptent vis-à-vis de ces derniers la même attitude indépendante qu'envers tout autre organe gestionnaire, et ils entendent reconquérir le droit de grève".

Tandis que de ce côté-ci on nous rabâche que les conseils polonais constituent l'expression de la plus effective et de la plus radicale lutte ouvrière, qu'ils sont le premier pas vers un socialisme réalisé " par en bas ", nous voyons que ceux qui, sur place, ont animé le mouvement, se préoccupent d'abord de manifester une grande circonspection à l'égard de ces organismes et de recommander aux syndicats de défendre les intérêts des travailleurs contre les risques de leur propre gestion !

En réalité toute cette confusion découle de ce qu'il n'y a pas un mouvement homogène et cohérent, que les ouvriers - avec quelque raison, on le verra - se méfient du nouveau système et enfin que quelques groupes d'individus qui ont participé à l'érection des conseils se trouvent représenter des intérêts très diversement étagés dans cette structure polonaise où le clivage de classe se dérobe sous l'étiquette trompeuse du faux socialisme.

Sur le plan syndical, le mouvement des conseils préconise donc les plus vieilles recettes du réformisme. Il ne conçoit pas leur rôle dans l'acception classiste : expression des intérêts généraux du prolétariat sur le terrain des revendications ouvrières immédiates, mais comme la défense d'une couche sociale aux intérêts distincts mais non antagoniques, de ceux de l'ensemble de la production : " Les rapports entre ouvriers et direction d'entreprise doivent être ceux de deux "parties" nettement distinctes : la direction représente les intérêts économiques de l'entreprise et de la production ; les ouvriers feront valoir leurs intérêts sociaux et économiques qui ne sont pas les mêmes que ceux de l'entreprise ou de l'économie nationale dans son ensemble".

Il est facile de voir que ces conceptions sont bien inférieures à celles des réformistes classiques qui, pour être des "conciliateurs", n'en étaient pas moins conscients du caractère de classe du contraste entre travailleurs et direction d'entreprise et en conséquence ne les considéraient pas comme distincts mais opposés, se réservant de pratiquer leur politique de collaboration de classe à l'échelle de l'Etat et du gouvernement. Les "théoriseurs" des conseils polonais la pratiquent, eux, dès le cadre de l'escargule productive : " Les syndicats doivent se débarrasser de tout penchant à adopter une "attitude objective", à "défendre l'intérêt public", à tenir compte "d'im-

pératifs de la production" disent-ils. Mais immédiatement après cette pétition de principe qui semblerait annoncer des buts autonomes de classe, le collaborationnisme montre tout de suite son nez : " L'intérêt général (de la société) ne peut se dégager que de leurs négociations avec les représentants des AUTRES intérêts particuliers". C'est nous qui soulignons : les intérêts du prolétariat ne sont que des intérêts particuliers.... parmi les autres !

Une autre citation montrera que c'est l'indécision sur le caractère social du système démo-populaire qui est à l'origine de toute cette confusion : " Il faut combattre sans cesse l'hypertrophie des fonctions bureaucratiques dans les usines. Point n'est question, certes, de s'opposer aux exigences techniques de la production. Mais la prolifération des bureaux est moins due à ces dernières qu'au décuplement des formes de surveillance". Du moment où c'est la coercition qui est la cause principale de la prolifération des cadres, n'est-ce pas là le signe indiscutable que la production polonaise n'est ni socialiste ni sur la voie transitoire vers le socialisme ? N'est-ce pas l'aveu que, puisqu'il faut accroître la surveillance du travail, les contrastes fondamentaux inhérents à la production de classe vont s'accroissant ? Cela paraît évident. Mais ces gens qui ont été formés à l'école politique d'un pays où le marxisme a prétendument " triomphé" en sont venus à admettre qu'ils pouvaient y avoir des intérêts distincts dans une économie socialiste et ils sont contraints, pour expliquer les contrastes qui subsistent, à se réfugier dans un facile grief contre la "bureaucratie", élevée ainsi de son médiocre rôle d'instrument des intérêts sociaux à celui des fameux "maux en soi" chers à nos vieux anarchistes ! On voit bien que, par-dessus les frontières les explorateurs de la "nouveau" des structures de type "bureaucratique", qu'ils soient de la promotion des "barbaristes" ou de la promotion "XXme Congrès", sont également aptes à coexister au sein de la même et proliférante famille. Ils ont en commun d'avoir mal purgé l'infection idéologique du socialisme "national" à la stalinienne. Ils sont des pré-marxistes, des non-marxistes, des anti-marxistes, tout ce que l'on voudra sauf des gens qui aient compris le principal dans l'élucidation du mécanisme de la société de classe et qui sont réduits à ne voir que des individus en conflit les uns contre les autres. Pourquoi, si les dirigeants des conseils polonais sont des "barbaristes" sans le savoir, nos barbaristes ne seraient-ils pas des post-stalinistes qui s'ignorent ?

Il est sur, en tous cas, qu'en Pologne, si on se fie aux informations rapportées, le mouvement des conseils s'en est tenu sur le plan syndical, à la vieille conception réformiste : la "négociation" comme forme de rapports entre la direction de l'entreprise et les ouvriers et entre ces derniers et l'Etat; la grève, mais " pour le cas de l'impossibilité d'aboutir à un accord" (les manes de R.Luxembourg, "théoricien - ne" de la grève générale, doivent tressaillir aux trouvailles de cet "ouvriérisme" plus que dégénéré!) Les dirigeants du mouvement des conseils préconisent même " la représentation des syndicats au parlement". (Nous avons là une " nouveauté" de la plus belle eau : "Les syndicats doivent disposer, indépendamment des partis politiques, de leur propre représentation au Parlement. Fait important, cette revendication qui reprend la formule initiale du travaillisme, fut formulée non seulement en Pologne et en Allemagne de l'Est, dominées par le système du parti unique, mais aussi dans la Hongrie révoltée, au moment du rétablissement de la social-démocratie à laquelle les syndicats avaient été organiquement liés par le passé. Cette résurrection de l'esprit travailliste original n'est donc pas due seulement à la méfiance contre le parti dit "communiste" qui détient le pouvoir; elle exprime plutôt une attitude nouvelle envers le parlementarisme").

Ici il faut prévenir une objection : ces opinions sont celles de divers interprétateurs qui sont peut-être plus soucieux de "prêcher pour leur paroisse" que de renseigner objectivement; elles ne sont donc pas significatives. Soit. Mais ce qui est significatif c'est, qu'à notre connaissance, contre ces divers résidus d'ouvriérisme, de réformisme et de travaillisme, aucune interprétation contraire, radicale, orthodoxe selon le marxisme, ne les a contredites, en Pologne ou ici.

Nous avons dit notre considération pour le mouvement réel de masses des travailleurs de Hongrie et de Pologne et pour la révolte sociale qu'il exprime. Mais on ne peut pas, sous peine de s'en faire les complices, passer sous silence l'opportunisme de ceux qui, d'un côté ou de l'autre du rideau de fer, s'en sont fait les apologistes. On ne peut plus ignorer maintenant l'idéologie nettement réformiste de l'orientation qui fut donnée à ces mouvements. Si, après tout ce qu'on en a dit, quelqu'un en doutait encore, voici une dernière phrase convaincante empruntée, elle aussi, à l'article cité : " En ce qui

concerne la situation à l'intérieur de l'usine cette idée (celle des négociations collectives) rejoint de très près celle qui inspire de plus en plus la pratique des syndicats américains". Et enfin : " Ils ont compris (les ouvriers) que le bon fonctionnement des institutions démocratiques dépend en premier lieu de l'activité consciente des forces sociales autonomes". On ne saurait mieux dire : la négociation à la place de la lutte de classe, la démocratie comme meilleure forme sociale. Tant de souffrances, tant de morts, de torturés, d'emprisonnés pour en arriver ... au " bon fonctionnement des institutions démocratiques " !

Les surprises d'une "gestion ouvrière " .

" ... La notion de contrôle ouvrier devient de plus en plus distincte de celle de direction de la gestion. Cela équivaut à rejeter l'idée d'un syndicalisme gestionnaire se substituant au syndicalisme revendicatif. Le contrôle ouvrier ainsi conçu se situe entièrement sur le terrain du syndicalisme revendicatif tout en visant les mêmes buts que le syndicalisme gestionnaire " .

Nous laissons à l'auteur de l'article cité le soin de concilier ces deux aspects de l'activité du mouvement des conseils. Nous bornant, nous, à relever, qu'ils ont été aussi impuissants en face de l'un et de l'autre, nous passerons maintenant à l'expérience "gestionnaire" après avoir enregistré l'échec de l'expérience "revendicative". On ne peut la comprendre sans tenir compte du contexte politique des mouvements hongrois et polonais.

En politique les conseils ont soutenu la cause nationale-bourgeoise des Nagy et Gromulka. Si le sang répandu à Budapest a conféré au premier nommé l'aspect trompeur de champion d'une édition anachronique de "démocratie révolutionnaire", le second est le spécimen déclaré de cette engeance de transfuges de classe que l'opportunisme staliniste a mis à la disposition de tout capitalisme naissant ou "renové", et sa politique n'est que vil marchandage d'une garantie de paix sociale interne chez l'important satellite polonais contre la reconnaissance d'une plus grande latitude de manoeuvre diplomatique et économique qu'interdisait jusqu'à hier l'impériale exigence du "protecteur" russe. Dans ce vaste mouvement politique-social qui s'est terminé

d'une part par la liquidation sanglante des derniers révoltés hongrois, de l'autre par la mise au pas des conseils ouvriers et de l'intelligentsia en Pologne, tout le verbiage sur les revendications culturelles et pro-libérales du nagysme et du gromulkisme ne pourra cacher que le prolétariat s'y est trouvé encore une fois, mobilisé pour des causes qui ne sont pas la sienne (1).

Ceci explique que, sur le plan social, les conseils ouvriers polonais, dès lors qu'ils voulurent déborder le cadre de leur activité d'entreprise, ne purent se mouvoir que sur le terrain qui fut celui de l'ensemble du mouvement, c'est-à-dire le terrain d'accord avec les autres classes, dressées, pour des raisons contingentes contre la Russie, en particulier cette paysannerie qui n'est, en tout temps et en tout lieu, que souche de bourgeoisie et de capitalisme et en qui, en Pologne, pour justifié qu'ait été son mécontentement, ne peut qu'apporter son appui à un retour à des formes démocratiques libérales qui constituent toujours le plus grand obstacle non seulement à une planification étatique capitaliste mais au vrai socialisme dont les admirateurs des conseils font de ceux-ci les artisans.

Cette attitude ne découle pas du fait qu'en Pologne le mouvement a été moins radical qu'en Hongrie puisque dans ce dernier pays on enregistre, d'après les informations de source hongroise (2) des positions identiques. Le mouvement hongrois envisageait, lui aussi, la création d'un "Parlement ouvrier" qui n'a pas eu le temps de voir le jour. Nous nous trouvons là en présence d'une réelle volonté d'intervention

-
- (1) NAGY qui vient de payer de sa tête d'avoir été porté à la direction du mouvement populaire de Hongrie, ne représentait pas une force politique et sociale différente de celle qu'incarne Gromulka. Si on ne doit pas juger de la même façon celui qui se prosterne et négocie avec les Russes et celui qui meurt à cause de son intransigeance, il n'en demeure pas moins que, du point de vue de la caractérisation politique de ces chefs d'Etat - la seule qui compte en définitive - ils appartiennent tous deux à un camp qui n'est pas et ne peut pas être celui du prolétariat.
- (2) " L'image de notre avenir " Gabor KOCSIS, article du "Nemzetor" de septembre 1957, reproduit dans SOCIALISME OU BARBARIE, n°23 1958.

politique de la part de très larges couches sociales et ce fait est indéniablement révolutionnaire. Mais il n'en fait que ressortir davantage l'absence du facteur politique prolétarien qui ne peut être que le parti de classe. La faute n'est pas en effet de faire accéder toutes les couches travailleuses - y compris celles de la campagne - à la vie politique, mais de perdre de vue leur capacité révolutionnaire respective et les conditions dans lesquelles elles peuvent apporter leur appui au prolétariat pour le socialisme ou constituer un élément contre-révolutionnaire capitaliste. Au sein de la paysannerie existe une ligne de scission politique entre les fractions chez lesquelles domine le travail salarié et celles où l'importance des moyens de production détermine des caractères bourgeois et pro-capitalistes. Il en résulte, pour le prolétariat, la nécessité d'une stratégie serrée en face de l'ensemble de la paysannerie, dont Lénine a donné un brillant exemple concernant la politique du parti prolétarien dans ses rapports avec les revendications de l'immense masse rurale russe. Il est superflu de rappeler qu'il ne donnait autant de voix aux paysans qu'aux prolétaires, s'efforçant, dans la représentation aux Soviets, de compenser l'infériorité numérique des ouvriers. Or le mouvement hongrois fait exactement le contraire, il répudie toute garantie en face de la paysannerie et affecte de considérer comme également aptes à mener l'action révolutionnaire jusqu'au bout : les paysans, les artisans et même ... les petits commerçants. Non seulement il donne ainsi l'égalité de droit à la petite bourgeoisie en face du prolétariat mais il respecte les canons de la démocratie et lui reconnaît la prédominance: "Il est clair qu'ainsi (en adoptant une représentation proportionnelle de toutes les couches sociales) au niveau du Parlement, les représentants de la paysannerie seraient en nombre dominant, ce qui paraît équitable et juste, en considération de la composition sociale actuelle chez nous " (Souligné par nous).

Le plus grave est d'ailleurs qu'il ne s'agit pas là d'inexpérience pratique mais d'une erreur fondamentale quant à la nature des transformations opérées par le système démopopulaire car l'auteur de l'article nous déclare qu'il ne convient pas à propos de ces "couches sociales" d'employer le terme de classe parce que "Le bolchevisme a réussi, malgré lui, à réaliser la société sans classe en Hongrie". Il n'est donc plus discutabile que l'origine des insuffisances et des faiblesses du

programme hongrois comme du programme polonais se trouve dans la persistance des illusions sur la "liquidation" du capitalisme dans ces pays. Nous pensons qu'il n'est plus nécessaire, ici, de continuer sur ce point et qu'il est temps de montrer les conséquences pratiques de cet état de chose sur la fameuse "gestion ouvrière" telle qu'elle s'est réalisée en Pologne.

Il est intéressant de relever, en effet, qu'un tel contexte politique ne peut s'accommoder d'une réelle expression ouvrière au sein des organismes dirigeants, même lorsque ces derniers, fidèles à l'aberration idéologique "gestionnaire", se bornent à exercer leur autorité au sein de l'usine. Il est normal que l'idéologie démocratique qui anime l'ensemble de la conception des mouvements hongrois et polonais réagisse sur la composition et le mode de "représentation" dans les conseils : à la prédominance, au sein du mouvement politique, de concepts petit-bourgeois, correspond, dans les organisations ouvrières la prédominance du réformisme et des couches favorisées corrompues par le capital. Nous pouvons le vérifier en examinant la façon dont étaient désignés les représentants des ouvriers à la direction des conseils : elles n'avaient pas un caractère politique mais un caractère technique. Un autre article du journal "Commune" (n° 7 : "Impressions de Pologne") nous le dit nettement : "Les élections au conseil se sont faites, indépendamment de l'appartenance politique et syndicale, uniquement en fonction de la valeur individuelle du candidat". Mais il s'agit de la valeur technique : " Deux traits la caractérisent (l'attitude des dirigeants) la compétence d'abord; à Nowa-Uta aussi bien qu'à Cegielski (1) ils sont parfaitement informés de la situation économique de la Pologne, des problèmes qui se posent à leur entreprise ..." ainsi, sous cet angle, les conseils n'auraient réussi qu'à rationnaliser l'exploitation car l'article nous apprend que ces délégués, à l'encontre des fonctionnaires du parti, "ne cachent aucune des difficultés existantes; et c'est pour les résoudre qu'ils réclament pour l'entreprise le droit de décider de ses investissements et de sa comptabilité, d'établir directement et sans l'intermédiaire de l'Etat des contrats avec les firmes étrangères, de vérifier régulièrement la comptabilité et - c'est à cela que se réduit tout leur "socialisme - de verser aux ouvriers une partie des bénéfices". Au verbiage appris par coeur

(1) ce sont deux grandes entreprises industrielles respectivement situées près de Varsovie et de Poznam.

des "bureaucrates" les conseils auraient substitué l'expérience et le réalisme de gens qui savent ce que doit être une exploitation scientifique de la force de travail, c'est-à-dire une exploitation qui tire le maximum des ouvriers sans compromettre la stabilité du système par des maladroites ou des vexations inutiles, des gens qui savent qu'on n'obtient rien des travailleurs dans la misère noire et que, pour les corrompre, il faut leur donner "des conditions de vie décentes", de gros salaires. S'ils réussissaient l'exploitation capitaliste en Pologne serait plus impitoyable encore parce que, dans l'immédiat, moins vulnérable et cachant bien mieux sa férocité.

Mais la chose la plus paradoxale est le résultat effectif de cette politique des conseils, dans lesquels certains voient la forme la plus efficace de la "lutte contre la bureaucratie". Qu'on en juge : " A Ciegelski, malgré le voeu des Statuts, le Conseil Central est composé d'une majorité d'ingénieurs" (à noter que, selon l'article précédemment cité, la " partie patronale" englobe, aux yeux des ouvriers, non seulement les directeurs ou administrateurs, mais encore tous les agents de la direction, jusque et y compris les contremaîtres) Et l'auteur de l'article de demander naïvement: " N'y a-t-il pas un danger dans le fait que l'institution (des conseils) soit aux mains des techniciens ?"

On comprend très bien que, dans ces conditions, "vis à vis des conseils les ouvriers restent méfiants". Mais ceux qui devraient surtout méditer cette "expérience" ce sont leurs apologistes d'ici. Ils prétendent que le prolétariat moderne peut se passer d'emblée de tout encadrement technique, mais masquent soigneusement cette preuve pratique contraire qu'apporte la Pologne et qui démontre que de tels cadres sont imposés à la production aussi longtemps que le monopole de classe de la culture n'est pas aboli par une révolution sociale. De plus ils refusent au prolétariat les seuls cadres sur lesquels il doit s'appuyer pour arriver à cette révolution : les cadres politiques, ceux du parti de classe

A côté de ces spéculations dont l'application effective se révèle si piteuse, combien claire et puissante apparaît la formule de Lénine : "nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont, nous savons bien que nous ne pouvons pas nous passer d'emblée de surveillants et de comptables; mais il s'agit de les surbordonner tout de suite au

prolétariat. Par cette voie et par cette voie seule peuvent disparaître toutes les formes de coercition dans le travail, dépérir toute bureaucratie et s'établir une société " où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tous à tour de rôle, pour devenir une habitude et disparaître enfin en tant que fonctions spéciales d'une catégorie spéciale de personnes". Mais ceci ne relève pas d'un "contrôle" à exercer sur l'entreprise, c'est un problème politique un problème de pouvoir.

Tout ce que nous venons de voir montre que les ouvriers de Pologne et de Hongrie en sont loin et que leur mouvement, s'il mérite qu'on le salue comme une vraie révolte du prolétariat, n'autorise pas les mêmes louanges sous son angle politique. Sur ce plan là, bien du chemin reste à faire pour retrouver la voie véritable de la révolution socialiste qui n'est pas ailleurs que dans la dictature du prolétariat. C'est l'auteur de l'article cité qui le rappelle lui-même dans une formule que nous dédions aux enthousiastes de la "révolution polonaise" : " En conclusion, il importe de relever que les aspirations des ouvriers des pays de l'Est ont ce fond commun: l'idée de la dictature du prolétariat est disparue sans laisser de trace". En ce qui nous concerne, nous sommes sûrs que l'on ne pourra parler de "reprise prolétarienne", dans ces pays comme ailleurs, que lorsque cette idée se fera jour à nouveau ou, mieux encore, quand les conditions objectives imposeront cette voie et elle seule.

La conclusion est signée Gromulka.

" Toute grève est contraire à l'ordre et à la légalité socialiste" a déclaré le ci-devant héros de la "révolution" anti-russe, en mettant fin à l'activité autonome des conseils ouvriers. Voilà ce qu'il en coûte de croire qu'on peut améliorer et perfectionner un socialisme inexistant. Il apparaît ainsi clairement que si les ouvriers ne savent pas toujours reconnaître leur adversaire de classe, celui-ci sait toujours identifier ceux qui doivent être un jour ses fossoyeurs. Les travailleurs de Pologne n'ont pas été conscients de la nature sociale des hommes et forces politiques qu'ils appuyaient. Ils se sont associés à toute la clique des anti-russes, petits-bourgeois, intellectuels, paysans et ils ont applaudi le prin-

pal transfuge de cet infâme P.C. polonais qui n'a changé d'orientation et de chef que par crainte de la crise sociale en y puisant le courage de dire "non" à Kroutchev. Mais l'homme qui préside aux destinées actuelles de la Pologne sait où se trouve la véritable adversaire des intérêts qu'il représente ~~et~~, en le frappant, révèle de qui il est le serviteur : du capitalisme polonais dont les hommes peuvent accepter ou non de subir la fêrule russe, mais sont bien convaincus que leur domination ne peut s'accommoder de "contrôle" de la part du prolétariat. En frappant ce dernier ils ont frappé non seulement l'obstacle immédiat à leur politique du moment mais aussi l'ennemi irréductible qui un jour ou l'autre se dressera à nouveau contre leur Etat.

Si les conseils ouvriers sont ainsi visés celà leur confère-t-il les caractéristiques d'une force révolutionnaire de classe ? S'il en avait été ainsi, c'est un conflit ouvert et sanglant qui eut éclaté entre eux et le gouvernement. Mais ils étaient en réalité perdus et corrompus par toute l'idéologie que nous avons décrite. Ils pouvaient cependant exprimer l'hostilité à la politique de l'Etat, contrarier l'effort productif par leurs revendications, suspendre sur l'appareil politique dirigeant la menace de la grève générale. Toutes choses particulièrement intolérables dans les conditions qui sont propres aux économies des démocraties populaires et largement suffisantes pour déchaîner la haine contre-révolutionnaire des chefs d'Etat: la bourgeoisie capitaliste et ses agents ne frappent jamais à demi.

En dépit de cette haine il aura tout manqué aux conseils de Pologne pour servir avec quelque chance de succès les intérêts du prolétariat : des conditions internationales favorables, une conscience nette de la lutte à mener, une identification correcte des forces en jeu. Faut-il en déduire que l'action de ces organismes a été inutile ? Ce serait injuste et inexact; par le seul fait qu'il est intervenu en posant des revendications élémentaires de classe, le prolétariat polonais à la suite de celui de Hongrie, a démasqué aux yeux des ouvriers du reste du monde l'imposture du socialisme à la mode de Moscou et plus encore il a purgé ses propres illusions. En effet, si les travailleurs sont le plus directement touchés par la répression gouvernementale, ce qui tombe avec eux ce sont toutes les illusions petit-bourgeoises dont ils étaient infestés : possibilité d'alléger pacifiquement la pression russe, accès à un "meilleur socialisme"etc...

Pour que cette expérience porte ses fruits il faudra la reconstruction d'un parti de classe dont la stratégie, particulièrement difficile à cause de la situation de la Pologne sous tutelle russe et pour cette raison encore plus étroitement liée au mouvement international, a pourtant des fondements bien clairs: dénonciation du socialisme à la mode staliniste ou post-staliniste; guerre déclarée à tous les éléments nationaux, répudiation de toute démocratie de type populaire ou "occidental" revendication de la prise du pouvoir et de la dictature comme seule voie de la révolution prolétarienne.

S O M M A I R E
D E S P R E C E D E N T S N U M E R O S

N° 1 (Oct. Déc. 1957)

- Programme Communiste.
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale.
- Les grands tournants du capitalisme russe.
- En mémoire d'Ottorino Perrone.

N° 2 (Janv - Mars 1958).

- La paix des spoutniks
- Le marxisme devant la Russie
- Physionomie sociale des révolutions coloniales
- Unité syndicale et politique de classe
- Triviale résurrection de l'Illuminisme
- L'Est européen dans la perspective révolutionnaire
- Eléments de l'économie marxiste (I).

N° 3 (Avril - juin 1958)

- En marge de notre appel : stalinisme, antistalinisme et paix sociale.
- Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste.
- A propos de Marcel Cachin
- Eléments de l'économie marxiste (II).

A P A R A I T R E
A U X P R O C H A I N S N U M E R O S

- L'évolution du capitalisme mondial
- Le rôle du parti dans la révolution russe
- Particularités de l'histoire chinoise
- La question algérienne

